



Achats publics avant commercialisation (PCP)

BROADWAY

Activités d'innovation visant à rendre possible un système mobile à large bande interopérable paneuropéen pour les PPDR

DOCUMENT D'APPEL D'OFFRES 1 :

APPEL D'OFFRES

(l'« AO »)

Version datée du 15 Février 2019

SOUSSION À LA CE EN TANT QUE D2.2

Date limite de réception des Offres :

3 juin 2019 à 12h00 (midi) CEST

Le présent Appel d'offres, désigné en tant que Document d'appel d'offres 1 (TD1), doit être lu conjointement à d'autres documents liés aux présents Achats publics avant commercialisation (PCP), dont voici la liste :

- Document d'appel d'offres 2 : Challenge des PCP (TD 2)
- Document d'appel d'offres 3 : Accord-cadre (TD 3)
- Document d'appel d'offres 4 : Contrat spécifique pour la phase 1 (TD 4)

Pour soumettre une Offre recevable, le Soumissionnaire signera et soumettra les documents joints en Annexe à l'Appel d'offres. Le recours à ces Documents annexés est obligatoire.

Tous les documents peuvent être téléchargés sur le site web de BroadWay : www.broadway-info.eu

Avant-propos¹

Ce Projet de Recherche et développement (R&D) prend la forme d'Achats publics avant commercialisation (PCP). Ces PCP sont financés par un Accord de subvention Horizon 2020 qui permet un processus d'appel d'offres concurrentiel déclenché par le présent Appel d'offres (AO). L'Acheteur principal (en son nom propre et pour le compte du GA) invite tous les Soumissionnaires éventuels à présenter leur vision de technologies autorisant une solution prête à l'emploi pour un système mobile à large bande interopérable paneuropéen pour les services de secours et de sécurité, validées par des installations d'essai pérennes. La solution a également le potentiel d'être déployée de manière pérenne à grande échelle après ces PCP.

La **section 1, La Procédure de PCP**, décrit sommairement l'approche des PCP et la manière dont ils diffèrent d'achats traditionnels. Elle fournit aussi une vue d'ensemble du calendrier, du budget et de la procédure de passation de marché.

La **section 2, Parties à la Procédure de PCP de BroadWay**, cerne les divers Participants aux PCP. En particulier, ASTRID SA, en tant qu'Acheteur principal, agira en son nom propre et pour le compte du Groupe d'acheteurs (GA), qui comprend des praticiens de la sécurité publique de 11 pays européens, responsables de fournir des services de communication mobile dans leurs pays respectifs.

La **section 3, Description des services à fournir**, présente le Challenge global auquel ces PCP répondent et la motivation sous-jacente. Elle explique les différentes Phases des PCP et les fruits attendus de chacune d'elles. Enfin, des considérations relatives aux Droits de propriété intellectuelle (DPI) sont abordées.

La **section 4, Composantes et conformité de l'offre**, expose les conditions préalables à la soumission de votre Offre.

La **section 5, Évaluation des offres**, procure un aperçu des critères qui serviront à évaluer les Offres.

La **section 6, Autres conditions de l'Offre**, décrit d'autres caractéristiques de votre Offre.

La **section 7, Règles de fonctionnement et autres informations**, vous fournit des indications relatives à l'évaluation.

La **section 8, Conditions contractuelles**, offre une vue d'ensemble des paiements pour les Services de R&D de l'Adjudicataire.

Le présent AO doit être lu conjointement aux autres documents liés aux présents PCP pour BroadWay, dont voici la liste :

Documents d'appel d'offres (TD)	Annexes des Documents d'appel d'offres
TD1 – Appel d'offres, y compris les Annexes A à E	Annexe A – Document unique de marché européen
TD2 – Challenge des PCP	Annexe B – Proposition technique
TD3 – Accord-cadre (modèle)	Annexe C – Proposition financière et ventilation des coûts
TD4 – Contrat spécifique pour la Phase 1 (modèle)	Annexe D – Proposition financière pour la Phase 1
	Annexe E – Formulaire de sélection de la langue officielle

¹ Voir glossaire pour des définitions

TABLE DES MATIÈRES

SECTION 1:	LA PROCÉDURE DE PCP	12
1.1	INTRODUCTION	12
1.2	VUE D'ENSEMBLE DE LA PROCÉDURE DE PCP	12
1.2.1	<i>Exemptions</i>	15
1.2.2	<i>Financement de l'UE</i>	15
1.2.3	<i>Consultation ouverte du marché</i>	15
1.3	CONNAISSANCES PRÉEXISTANTES DES PCP DE BROADWAY	15
1.4	PROCÉDURE DE PCP DE BROADWAY	16
1.5	BUDGÉTISATION DES PCP DE BROADWAY	16
1.6	PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ DES PCP DE BROADWAY	18
1.7	CALENDRIER DES PCP DE BROADWAY	19
SECTION 2:	PARTIES À LA PROCÉDURE DE PCP DE BROADWAY	22
2.1	ACHETEUR PRINCIPAL	22
2.2	COORDINATEUR	22
2.3	GROUPE D'ACHETEURS (GA)	22
2.4	COMITÉ D'ACHAT (CAC)	22
2.5	COMITÉ DE VALIDATION TECHNIQUE (CVT)	22
2.6	ÉQUIPE D'ÉVALUATION DE PRATICIENS (EEP)	22
2.7	ÉQUIPE DE PÉRENNISATION (EP)	23
2.8	SOUSSIONNAIRES CONJOINTS – OFFRES DE CONSORTIUMS	23
2.8.1	<i>Modification de la composition d'une Offre conjointe et d'un Consortium</i>	24
2.9	SOUS-TRAITANTS	25
2.9.1	<i>Remplacement d'un Sous-traitant</i>	25
2.10	SOUS-TRAITANCE POUR DES OBJECTIFS DE BROADWAY	26
2.11	OUTIL DE PARTENARIAT DES PCP DE BROADWAY	26
SECTION 3:	DESCRIPTION DES SERVICES À FOURNIR⁷	27
3.1	MOTIVATION DES PCP	27
3.2	PRÉPARATION DES PCP	27
3.3	BROADMAP, « PHASE 0 – RECHERCHE MOTIVÉE PAR LA CURIOSITÉ »	27
3.4	CONSULTATION OUVERTE DU MARCHÉ	29
3.5	FRUITS ATTENDUS	29
3.6	DPI	39
3.6.1	<i>Propriété des Connaissances préexistantes et des Résultats de R&D (Connaissances nouvelles)</i>	39
3.6.2	<i>Exploitation commerciale des Résultats de R&D</i>	40
3.7	DÉCLARATION DE DROITS PRÉEXISTANTS (CONNAISSANCES PRÉEXISTANTES)	41
SECTION 4:	COMPOSANTES ET CONFORMITÉ DE L'OFFRE	42
4.1	LISTE DES DOCUMENTS DES PCP	42
4.2	EXIGENCES EN MATIÈRE DE SOUMISSION D'UNE OFFRE	42
4.3	OFFRES CONFORMES	43
4.4	SECTION ADMINISTRATIVE DE L'OFFRE	44
4.5	SECTION TECHNIQUE DE L'OFFRE	44
4.6	SECTION FINANCIÈRE DE L'OFFRE	45
SECTION 5:	ÉVALUATION DES OFFRES	47
5.1	VUE D'ENSEMBLE DE L'ÉVALUATION	47
5.2	MOTIFS D'EXCLUSION	48
5.3	CRITÈRES DE SÉLECTION	49
5.4	CRITÈRES DE CONFORMITÉ	51
5.5	CRITÈRES D'ATTRIBUTION	55
5.6	CRITÈRES D'ÉVALUATION POUR LES PHASES 2 ET 3	63
5.7	PROCESSUS GÉNÉRAL D'ÉVALUATION	63
SECTION 6:	AUTRES CONDITIONS DE L'OFFRE	64

TD1 Appel d'offres BroadWay

6.1	DÉCLARATION DU SOUMISSIONNAIRE	64
6.2	PROTECTION DES DONNÉES	64
6.3	OFFRES SIGNÉES	64
6.4	LANGUE	64
6.5	CONFIDENTIALITÉ/SECRETS D'AFFAIRES	65
6.6	PUBLICITÉ	65
6.7	LIBERTÉ D'INFORMATION	65
6.8	COMPORTEMENT ANTICONCURRENTIEL	66
6.9	VOCABULAIRE SECTORIEL UTILISÉ DANS CET AO	66
6.10	ANNULATION DE LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES	66
6.11	DÉCISION	67
SECTION 7: RÈGLES DE FONCTIONNEMENT ET AUTRES INFORMATIONS		68
7.1	VUE D'ENSEMBLE	68
7.2	OUVERTURE DES OFFRES	68
7.3	ÉVALUATION DES OFFRES SOUMISES ET ATTRIBUTION DU CONTRAT INITIAL	68
7.4	ÉVALUATION DES PHASES 2 ET 3	70
7.5	ÉVALUATION ET COTATION	70
7.6	COMMUNICATION, Q&R	71
7.7	PROCÉDURES D'APPEL	71
SECTION 8: CONDITIONS CONTRACTUELLES		72
8.1	INTRODUCTION	72
8.2	MONITORING	72
8.3	ÉVALUATION DES FRUITS À LA FIN D'UNE PHASE	72
8.4	PAIEMENTS BASÉS SUR LA RÉALISATION SATISFAISANTE DES JALONS ET LIVRABLES DE LA PHASE	72
8.5	CALENDRIER DE PAIEMENT	73
8.6	ÉLIGIBILITÉ À LA PHASE SUIVANTE BASÉE SUR UNE RÉALISATION AVEC SUCCÈS DE LA PHASE	74
8.7	FINALISATION DE LA PHASE 3 : LIEN AVEC UN POTENTIEL ACHAT DE SUIVI DANS LE CADRE DE MPVI	74
APPENDICE 1: PRINCIPES DES PCP D'HORIZON 2020		75
APPENDICE 2: ÉQUIPE D'ÉVALUATION DE PRATICIENS (EEP)		76
APPENDICE 3: GROUPE D'ACHETEURS		79
APPENDICE 4: SOUMISSION ÉLECTRONIQUE DE L'OFFRE BROADWAY		92
APPENDICE 5: MODÈLE DE COTATION POUR LES CRITÈRES D'ATTRIBUTION		94
APPENDICE 6: MODÈLE DE COTATION POUR LE PRIX		95
APPENDICE 7: MODÈLE DE COTATION POUR LES FRUITS DES PHASES		96
APPENDICE 8: TABLEAU DES LIMITES EN TERMES DE PAGES		97
APPENDICE 9: FORMULAIRES DE REPORTING DE FIN DE PHASE		98
APPENDICE 10: FORMULAIRE DE REPORTING BIMESTRIEL		110

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1. ÉCHÉANCIER PRÉVU21

TABLEAU 2. FRUITS ATTENDUS PAR PHASE39

TABLEAU 3 : GUIDE DE COTATION.....94

TABLEAU 4 : MODÈLE DE COTATION POUR LES FRUITS DES PHASES96

TABLEAU 5 : LIMITES EN TERMES DE PAGES97

GLOSSAIRE

Note : un glossaire de termes techniques est disponible dans le document d'accompagnement TD2, Challenge des PCP.

Critères d'attribution	Les critères utilisés pour identifier l'Offre la plus avantageuse.
Connaissances préexistantes ou « DPI des connaissances préexistantes »	Tout savoir-faire, toute donnée, information ou technologie, peu importe sa forme ou sa nature (tangible ou intangible), y compris tous les droits attachés tels que les Droits de propriété intellectuelle et Secrets d'affaires, relatifs à un tel savoir-faire, une telle donnée, information ou technologie, qui est possédé, développé ou contrôlé par n'importe quelle Partie à la date de signature de l'Accord-cadre ou qui sera, à tout moment au cours des PCP, possédé, développé ou contrôlé autrement qu'en tant que résultat des PCP ou dans le cadre de cet Accord, qui est identifié par les parties impliquées dans les PCP comme une connaissance préexistante et qui est nécessaire pour mettre les PCP en œuvre ou exploiter leurs Résultats de R&D.
Formulaire de reporting bimestriel	Une présentation que doivent fournir les Adjudicataires à l'Équipe de monitoring en tant qu'élément du monitoring effectif durant toutes les Phases.
Mise en concurrence réduite	La procédure organisée par l'Acheteur principal pour choisir le ou les Adjudicataires sélectionnés (à succès), qui participeront à la Phase suivante du Projet en vertu de l'Accord-cadre.
Mise en concurrence	La mise en concurrence pour l'appel d'offres des PCP de BroadWay
Contrats	L'Accord-cadre et un ou des Contrats spécifiques
Adjudicataire	Un Soumissionnaire qui se voit attribuer les Contrats pour accomplir les Services de R&D.
Effectifs de l'adjudicataire	Le représentant de l'Adjudicataire et tous les salariés, consultants, agents et directeurs de l'Adjudicataire ainsi que tous les Sous-traitants engagés par ce dernier en lien avec le Projet et leurs salariés, consultants, agents et directeurs.
Coordinateur	La partie qui fait office d'intermédiaire entre le Groupe d'acheteurs et l'Union européenne. Voir section 2, Parties à la procédure de PCP de BroadWay.

Formulaires de reporting	Un Formulaire de reporting de fin de phase, soumis par les Adjudicataires à la fin des Phases 1 à 3, contiendra un Rapport qui fera l'objet d'une revue par le CVT afin de déterminer si l'Adjudicataire a répondu adéquatement aux Objectifs de BroadWay. Des formulaires de reporting bimestriel seront complétés et fournis sous forme de présentations dans toutes les Phases.
Données	Tous les Secrets d'affaires, sous forme orale ou écrite (y compris électronique), créés par l'Acheteur principal (en son nom propre ou pour le compte du Groupe d'acheteurs) ou émanant de lui d'une manière ou d'une autre, toutes les informations produites par n'importe quel traitement informatique ou autre manipulation électronique, ou encore toutes les informations créées par l'Acheteur principal ou émanant de lui d'une manière ou d'une autre et fournies en vertu du présent AO ; ils incluent les Données à caractère personnel relevant des Lois relatives à la protection des données en font partie.
Document unique de marché européen (DUME)	Il s'agit d'une déclaration par laquelle les opérateurs déclarent, comme preuve <i>a priori</i> , leur statut financier, leurs capacités et leur aptitude pour participer à une procédure de marché public.
Conditions équitables et raisonnables	Des conditions appropriées, y compris d'éventuelles conditions financières ou conditions libres de droits, tenant compte des circonstances particulières de la demande d'accès, y compris en particulier la valeur réelle ou potentielle des Résultats de R&D ou des Connaissances préexistantes auxquels l'accès est demandé et/ou l'ampleur, la durée ou d'autres caractéristiques de l'exploitation envisagée.
Accord de subvention	L'accord (numéro 786912) BroadWay, qui régit les conditions générales de la relation entre l'Union européenne, représentée par la Commission européenne, et un consortium composé entre autres du Groupe d'acheteurs pour l'action intitulée « Activités d'innovation visant à rendre possible un système mobile à large bande interopérable paneuropéen pour les PPDR », validées par des installations d'essai pérennes.
Accord-cadre	Le contrat entre l'Acheteur principal et l'Adjudicataire relatif à la prestation des services de R&D en vertu de ces PCP, couvrant les Phases 1 à 3 (TD3).
Généré dans les PCP	Dans des activités décrites dans les Accords-cadres ou Contrats spécifiques des PCP.
Groupe d'acheteurs (GA)	Un consortium de parties comprenant des praticiens de la sécurité publique de 11 pays européens, qui cherchent des Services de R&D afin d'atteindre les Objectifs du Projet.

Membre(s) du groupe d'acheteurs (GA)	Un/des membre(s) individuel(s) du Groupe d'acheteurs.
Pays associés à Horizon 2020	Les pays associés à Horizon 2020 sont ceux mentionnés en tant que tels dans le manuel en ligne du Portail du participant 15 (voir http://ec.europa.eu/research/participants/data/ref/h2020/grants_manual/hi/3cpart/h2020-hi-list-ac_en.pdf).
Droits de propriété intellectuelle (DPI)	Tous les droits de brevet (y compris, mais sans s'y limiter, des brevets divisionnaires, extensions, brevets de perfectionnement, certificats de protection supplémentaires), inventions (brevetables ou pas, recevables à l'enregistrement ou pas), marques de commerce, droits d'auteur (y compris des droits moraux), droits de topographie, droits de conception, droits vis-à-vis de logiciels et bases de données (y compris le droit d'empêcher l'extraction ou la réutilisation d'informations d'une base de données), secrets d'affaires et droits de confidentialité, savoir-faire, noms commerciaux ou d'entreprise, noms de domaine, qu'ils soient déposés ou recevables à l'enregistrement ou pas, y compris les demandes d'enregistrement, de renouvellement ou d'extension de l'un d'entre eux, ainsi que tout autre droit ou toute autre forme de protection de nature similaire, ayant un effet équivalent ou similaire à l'un d'entre eux, susceptible d'exister actuellement ou dans le futur n'importe où dans le monde, de même que les licences ou droits contractuels sur l'un quelconque des droits susmentionnés.
Adjudicataire principal	Une entité unique désignée par un groupe d'entreprises dans un consortium qui assumera la responsabilité globale de l'Accord-cadre et de tous les Contrats spécifiques ultérieurs.
Acheteur principal	L'entité au sein du Groupe d'acheteurs, assistée du Coordinateur, qui se voit confier la mission de diriger le Processus de PCP à l'égard de tierces parties en son nom propre et pour le compte du Groupe d'acheteurs. L'Acheteur principal est ASTRID SA (ASTRID).
Équipe de monitoring	Les parties désignées par l'Acheteur principal pour gérer le monitoring et le reporting dans toutes les Phases.
Pas généré dans les PCP	Pas généré dans des activités décrites dans les Accords-cadres ou Contrats spécifiques des PCP.

Objectif	Objectifs convenus qui constituent le Challenge commun de BroadWay (selon la définition de Challenge des PCP (TD2)). Sauf stipulation contraire, les références à « Challenge » dans les Documents d'appel d'offres renvoient au Challenge commun de BroadWay.
Proposition	La proposition de l'Adjudicataire pour la phase suivante.
Consultation ouverte du marché (COM)	Un processus consultatif impliquant l'Acheteur principal et des opérateurs, qui se distingue de la phase concurrentielle des PCP déclenchée par l'AO. Pour en savoir plus, consultez le site web du Projet : www.broadway-info.eu
Outil de partenariat	L'Outil de partenariat de la page www.broadway-info.eu/partnering-tool/ facilite le partenariat entre des membres potentiels d'un consortium grâce au partage d'informations relatives à l'expertise nécessaire ou offerte.
PCP	Les Achats publics avant commercialisation, qui sont les achats de services de R&D impliquant un partage des risques et des bénéfices à des conditions de marché et un développement concurrentiel par phases, l'achat des services de recherche et développement obtenus et le déploiement de produits finis à l'échelle commerciale étant clairement dissociés.
Participant aux PCP	Entités participant au Processus de PCP.
Processus de PCP	Le processus comprenant plusieurs stades pour sélectionner quelques Soumissionnaires, par le biais d'un Appel d'offres, afin de réaliser des Services de R&D conformes aux Objectifs du Projet.
Phase	Une partie individuelle et distincte du Projet, la Phase 1 comprenant l'étude de faisabilité (« Phase 1 »), la Phase 2 le prototypage (« Phase 2 ») et la Phase 3 le Projet pilote (« Phase 3 »).
Équipe d'évaluation de praticiens (EEP)	Les parties désignées pour discuter et actualiser les détails des exigences des utilisateurs (praticiens). Voir section 2.6.
Prix	Le prix total (hors TVA) convenu entre les Parties pour chaque Phase du Projet, à payer par l'Acheteur principal à l'Adjudicataire pour chacune de ces Phases, soumis aux conditions générales de l'Accord-cadre.
Comité d'achat (CAc)	Le comité responsable du processus juridique des PCP. Voir section 2.4.
Projet	Le Projet BroadWay, dont l'enjeu pour le secteur est de développer des technologies visant à rendre possible un système mobile à large bande interopérable paneuropéen pour les PPDR, validées par des installations d'essai pérennes.

Appel d'offres	Le document contenant l'invitation de BroadWay à remettre une Offre ainsi que tous les documents diffusés ou publiés par l'équipe du Projet dans le cadre du Processus de PCP et rendus disponibles sur www.publicprocurement.be , qui exposent la base sur laquelle sont soumises les Offres pour l'attribution de l'Accord-cadre et du Contrat spécifique de la Phase 1, ainsi que les invitations diffusées ultérieurement pour remettre une Offre pour la Phase 2 et la Phase 3.
Résultats de R&D	Toute donnée, connaissance, information ou technologie, peu importe sa forme ou sa nature (tangible ou intangible), qu'elle puisse être protégée ou pas, y compris tous les droits attachés comme les Droits de propriété intellectuelle et Secrets d'affaires relatifs aux données, savoir-faire, informations ou technologies générés dans le cadre des PCP.
Services de R&D	Activités de R&D telles que les décrivent l'Appel d'offres (TD1) et le Challenge des PCP (TD2)
Seul représentant autorisé	Un représentant d'un consortium ayant le pouvoir de représenter tous les membres du groupe d'entreprises (dans la phase d'appel d'offres avant l'attribution de Marchés). Voir Adjudicataire principal.
Contrat spécifique	Le contrat spécifique pour chaque Phase des Services de R&D en vertu de l'Accord-cadre, à conclure entre l'Acheteur principal et l'Adjudicataire principal en plus de l'Accord-cadre.
Délai d'attente	Période de 5 jours ouvrables après l'attribution de l'Accord-cadre ainsi que d'une Phase et avant la signature des Contrats.
Sous-contrat	Tout contrat ou accord entre le Soumissionnaire et une tierce partie où cette dernière (Sous-traitant) accepte de fournir des services au Soumissionnaire afin de l'aider à ou de lui permettre de fournir les Services de R&D ou une quelconque partie de ceux-ci au Groupe d'acheteurs.
Sous-objectif	Un Sous-objectif convenu des Objectifs.
Équipe de pérennisation	Les parties qui gèreront la pérennité du Projet de PCP après la fin du Projet.
Offre	La soumission d'une offre/proposition formelle et commerciale par le Soumissionnaire pour l'Accord-cadre, pour les Phases 1, 2 et 3, de même que l'ensemble des documents et/ou informations soumis par l'Adjudicataire sur base des Documents d'appel d'offres. Lorsque le terme sert à indiquer la soumission d'une offre pour la Phase 1, 2 ou 3, il aura le même sens que « Proposition ».

Soumissionnaire(s)	Le Consortium ou les opérateurs économiques qui soumettent une Offre/Offre conjointe basée sur les Documents d'appel d'offres.
Documents d'appel d'offres	Les documents suivants, sur base desquels un Soumissionnaire remet une offre : Appel d'offres (TD1), Challenge des PCP (TD2), Accord-cadre (TD3), Contrat spécifique (TD4), les Annexes A à E et les documents ultérieurs de mise en concurrence réduite.
Comité de validation technique (CVT)	Les parties, au sein du Groupe d'acheteurs, qui prendront collectivement les décisions techniques à l'appui des différentes Phases des PCP, y compris la formation des critères d'attribution pour la sélection de Soumissionnaires au cours des trois (3) Phases des PCP : (1) Ébauche de solution (2) Prototype de solution (3) Projet pilote. Voir section 2.5.
Secrets d'affaires	Informations qui (a) sont secrètes au sens qu'elles ne sont pas, en tant qu'ensemble ou dans la configuration et l'assemblage précis de leurs composants, généralement connues ou aisément accessibles aux personnes à l'intérieur des cercles qui traitent normalement du type d'informations en question, (b) ont une valeur commerciale parce qu'elles sont secrètes et (c) ont fait l'objet de mesures raisonnables vu les circonstances, par la personne qui en a légitimement le contrôle, pour les garder secrètes, mais à l'exclusion des informations dont l'acquisition, l'utilisation ou la divulgation est considérée comme licite selon l'article 3 de la Directive (UE) 2016/943 du 8 juin 2016 (secrets d'affaires).

SECTION 1: LA PROCÉDURE DE PCP

1.1 Introduction

L'Acheteur principal invite les Soumissionnaires à répondre à l'AO pour la fourniture de Services de R&D pour le Projet.

Cette Mise en concurrence pour les PCP sera menée conformément à la procédure expliquée dans la section 1.4 ci-dessous.

Le budget de cette Mise en concurrence pour les PCP s'élève à **9 192 000 EUR**, TVA comprise. Veuillez consulter la section 1.5 ci-dessous.

Les Soumissionnaires doivent viser une mise sur le marché de leur nouvelle solution au plus tard dans les 3 ans qui suivent la fin des PCP.

Lors de la participation à l'appel d'offres relatif à ces PCP, il faut considérer que le prix offert doit refléter le fait que l'Adjudicataire conserve les Droits de propriété intellectuelle (DPI) comme le stipule la clause 7 de l'Accord-cadre.

Bien que tous les efforts aient été faits pour fournir des informations exhaustives et exactes dans tous les avis et documents préparés aux fins des présents PCP, l'Acheteur principal n'assume aucune responsabilité et n'offre aucune garantie explicite ou implicite par rapport à ces informations. Les Soumissionnaires doivent tirer leurs propres conclusions quant à la solution nécessaire pour satisfaire aux exigences exposées dans les Documents d'appel d'offres ; ils peuvent également souhaiter consulter leurs conseillers juridiques.

L'Acheteur principal ne s'engage pas à accepter n'importe quelle Offre, notamment celle dont le prix est le plus bas.

L'AO ne constitue pas une proposition de ou un engagement à conclure un Accord-cadre.

Aucun droit contractuel ayant trait à l'Acheteur principal n'existera jusqu'à ce qu'un Accord-cadre formel écrit et signé ait été obtenu de sa part.

Aucune notification de statut d'Adjudicataire sélectionné par l'Acheteur principal ne donnera lieu au moindre droit opposable au profit de l'Adjudicataire.

L'Acheteur principal peut annuler cette Mise en concurrence pour les PCP à tout moment avant l'obtention de sa part d'un Accord-cadre écrit formel et d'un Contrat spécifique.

L'AO annule et remplace l'ensemble des documentations, communications et correspondances antérieures entre l'Acheteur principal (en son nom propre et pour le compte du Groupe d'acheteurs) et des Soumissionnaires. Ces derniers ne doivent accorder aucune fiabilité à de telles documentations et correspondances antérieures.

Ces PCP sont une procédure ouverte d'appel d'offres et la participation se fait sur un pied d'égalité pour tous les types d'opérateurs, peu importe leur pays, leur localisation géographique, leur taille ou leur structure de gouvernance. Il y aura cependant une exigence relative au lieu d'exécution des Services de R&D. Veuillez consulter la clause 19 de l'Accord-cadre pour en savoir plus sur ce critère des PCP.

Pour les Phases 2 et 3, la participation est limitée aux Adjudicataires ayant achevé la Phase précédente avec succès.

Des Offres peuvent être soumises en collaboration avec d'autres. Cette approche peut consister soit à soumettre une Offre conjointe, soit à Sous-traiter.

La participation à la Consultation ouverte du marché n'est pas une condition de remise d'une Offre.

1.2 Vue d'ensemble de la procédure de PCP

Ces achats sont des Achats publics avant commercialisation (PCP).

L'Acheteur principal prévoit que ces PCP suscitent des solutions innovantes à développer et tester pour répondre au défi suivant : activités de R&D visant à développer un système à large bande mobile interopérable paneuropéen

pour la sécurité publique, améliorer la collaboration entre intervenants de pays différents et permettre la mobilité des intervenants entre pays différents.

PCP signifie que des acheteurs publics mettent des acteurs innovants du marché au défi, par le biais d'un processus ouvert, transparent et concurrentiel, de développer de nouvelles solutions pour un défi technologiquement exigeant, à moyen ou long terme, dans l'intérêt du public et qui requiert de nouveaux services de R&D.

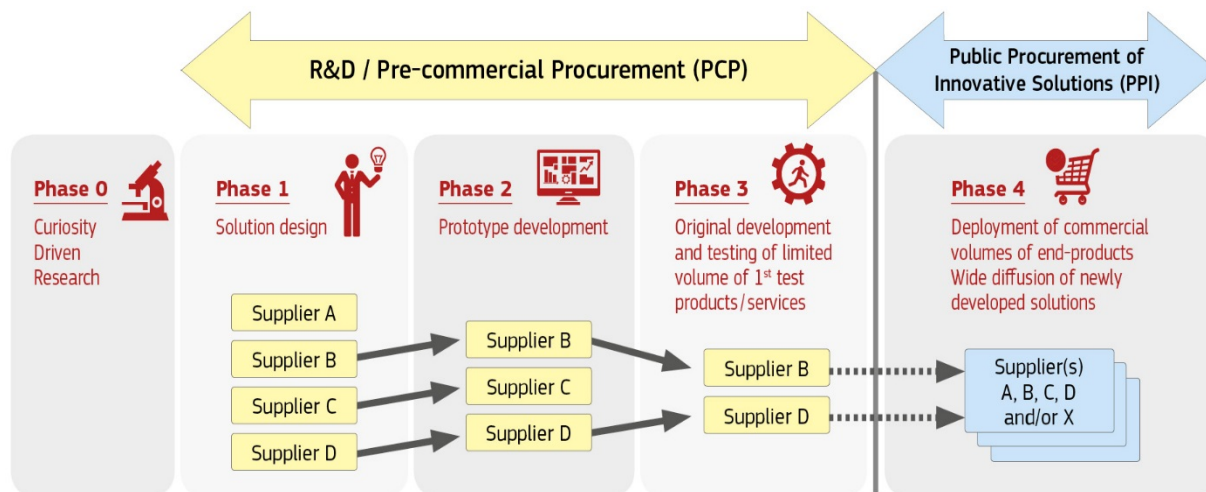


Figure 1 : Procédure de PCP

Les PCP se distinguent par les quatre **caractéristiques** suivantes :

i. Développement concurrentiel par phases visant à identifier les solutions au meilleur rapport qualité/prix

Les PCP visent des situations exigeant des innovations ou activités de R&D radicales et pour lesquelles il n'existe classiquement pas encore de solutions sur le marché ou prêtes à être commercialisées. Différents fournisseurs concurrents peuvent avoir des idées différentes pour résoudre le problème. Comme les activités de R&D doivent encore avoir lieu, il n'existe pas encore de preuve indiquant, parmi ces solutions alternatives potentielles, celle qui rencontrerait au mieux les besoins des clients.

Les PCP attribuent par conséquent simultanément des Contrats de R&D à une série d'adjudicataires concurrents afin de comparer différentes approches de résolution du problème. Ils offrent donc aux innovateurs une opportunité de montrer comment leur solution soutient la comparaison vis-à-vis d'autres. Ils permettent aussi d'obtenir une première référence de tests de clients de pays du Groupe d'acheteurs qui testeront les solutions.

La R&D est scindée en **3 phases** (ébauche de solution, prototype de solution, projet pilote). Des évaluations après chaque phase identifieront progressivement les solutions affichant le meilleur rapport qualité/prix et répondant aux besoins des clients. Cette approche par phases permet aux adjudicataires sélectionnés d'améliorer leurs propositions pour la phase suivante en s'appuyant sur les leçons tirées et le feed-back des acheteurs de la phase précédente. Le recours à une approche par phases, avec des tailles de contrat croissant progressivement à chaque phase, facilite aussi la participation de plus petites entreprises aux PCP et permet à des PME de développer leurs activités pas à pas, phase après phase.

En fonction des résultats de ces PCP, des Membres du GA peuvent décider ou pas de les faire suivre d'un marché public afin de déployer les solutions innovantes (MPVI).

ii. Marché public de services de R&D

Les PCP répondent à des besoins de marchés publics de moyen à long terme, pour lesquels soit aucune solution commercialement stable n'existe encore sur le marché, soit les solutions existantes présentent des faiblesses

structurelles telles qu'elles exigent davantage de R&D pour y remédier. Pour les acheteurs, les PCP sont une manière d'inciter le marché à développer de nouvelles solutions qui répondent à ces faiblesses. Les PCP se focalisent sur des besoins identifiés spécifiques et fournissent un feed-back des clients aux entreprises à partir des stades précoces de R&D. Cela améliore la probabilité d'exploitation commerciale des nouvelles solutions développées.

Les PCP sont expliqués dans la [communication sur les PCP COM/2007/799](#)² et le [document de travail des services de la Commission SEC/2007/1668](#)³ associé. Les services de R&D peuvent couvrir des activités de recherche et développement allant de l'exploration et de l'ébauche de solutions à la mise au point initiale d'une quantité limitée de produits ou services nouveaux sous la forme d'une série expérimentale, en passant par le prototypage. La mise au point initiale d'un produit ou service nouveau peut inclure une production ou fourniture limitée afin d'intégrer les résultats de tests de terrain et de démontrer que le produit ou service convient pour une production ou fourniture en quantités, en respectant des normes de qualité acceptables. La R&D n'inclut pas une production ou fourniture en quantités pour établir la viabilité commerciale ou récupérer les coûts de R&D.⁴ Sont aussi exclues des activités de développement commercial comme les adaptations mineures ou les modifications périodiques ou de routine de produits, services, lignes de production, processus existants ou d'autres opérations en cours, même si de telles modifications sont susceptibles de constituer des améliorations.

iii. Approche ouverte, transparente, non discriminatoire — pas de déploiement à grande échelle

Les PCP sont ouverts à tous les opérateurs sur un pied d'égalité, peu importe leur taille, leur localisation géographique ou leur structure de gouvernance. Il y a cependant un critère de lieu d'exécution : ils doivent réaliser un pourcentage minimum prédéfini des services de R&D qui leur sont confiés dans des États membres de l'UE ou des Pays associés à Horizon 2020. Veuillez vous référer à la clause 19 de l'Accord-cadre pour la confirmation des exigences des présents PCP.

Toute passation de marchés publics à visée innovante (MPVI) ultérieure, pour la fourniture de volumes commerciaux des solutions, sera exécutée dans le cadre d'une procédure d'achat distincte. Les fournisseurs qui n'ont pas pris part à ces PCP (ou qui n'ont pas été choisis pour aller jusqu'à la dernière Phase) resteront donc capables de concourir sur pied d'égalité pour tous les achats ultérieurs cherchant des adjudicataires pour fournir une solution à une échelle commerciale.

iv. Partage des risques et bénéfices liés aux DPI dans des conditions de marché

Les PCP fournissent des services de R&D au **prix du marché**, offrant donc aux adjudicataires une source transparente, concurrentielle et fiable de financement pour les stades précoces de leur recherche et développement. Donner à chaque adjudicataire la propriété des DPI attachés aux Résultats de R&D qu'il génère durant les PCP signifie qu'il peut exploiter commercialement à grande échelle les nouvelles solutions développées. Cela veut dire en retour que le prix offert dans ces PCP **doit contenir** une compensation financière pour conserver la propriété des DPI par rapport au cas où ceux-ci seraient transférés à n'importe quel Membre du GA (le prix offert doit être un « prix sans exclusivité de développement »). Par ailleurs, tous les Membres du GA **doivent recevoir** les droits d'utilisation des Résultats de R&D pour leur usage interne et des droits de licence soumis à certaines conditions. Veuillez vous référer à la clause 7 de l'Accord-cadre.

Pour en savoir plus sur les principes des PCP d'Horizon 2020, consultez l'Appendice, 1 Principes des PCP d'Horizon 2020.

² <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/eu-policy-initiatives-pcp-and-ppi>

³ <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52007SC1668:EN:HTML>

⁴ Voir aussi l'Article XV(1)(e) de l'[AMP de l'OMC de 1994](#) et l'Article XIII(1)(f) de la [révision de l'AMP de l'OMC de 2014](#).

1.2.1 Exemptions

Les présents PCP sont affranchis des **directives sur les marchés publics de l'UE** car les Membres du GA ne conservent pas tous les bénéfices de la R&D (les Adjudicataires restent propriétaires des DPI).⁵

Ils sont aussi exemptés de respecter l'**Accord sur les Marchés Publics (AMP) de l'OMC** car ce dernier ne couvre pas les services de R&D⁶ (les PCP se limitant à de tels services et tout achat ultérieur dans le cadre d'un MPVI lié à la fourniture à l'échelle commerciale de telles solutions ne faisant pas partie des PCP).

Ces PCP ne constituent pas une aide d'état selon les **règles de l'UE sur les aides d'état**⁷ car ils suivent une procédure ouverte, transparente, concurrentielle avec partage des risques/bénéfices au prix du marché. La répartition de l'ensemble des droits et obligations (y compris les DPI) ainsi que la sélection et les critères d'attribution pour toutes les phases sont publiés dès l'origine ; les PCP se limitent à des services de R&D et sont clairement séparés de tout potentiel achat de suivi dans le cadre de MPVI ; les Adjudicataires des PCP ne bénéficient d'aucun traitement préférentiel lors d'achats ultérieurs pour la fourniture des services et produits finis à une échelle commerciale.

1.2.2 Financement de l'UE

Ces PCP font partie d'un projet cofinancé par le Programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne en vertu de l'Accord de subvention n°786912 – BroadWay (voir <http://www.broadway-info.eu/>).

Ces achats doivent par conséquent respecter les règles imposées par l'Accord de subvention Horizon 2020 de l'UE.

L'UE ne participe pas à ces achats en tant que pouvoir adjudicateur.

1.2.3 Consultation ouverte du marché

Le début de ces PCP a été précédé par une Consultation ouverte du marché (COM). La participation (ou non-participation) aux activités de la COM n'exclut aucun Soumissionnaire de la participation aux présents PCP et ne le désavantage ou ne l'avantage pas non plus.

Pour connaître tous les détails de la COM, y compris un résumé et des Q&R, les Soumissionnaires sont priés de se référer au site web du Projet <http://www.broadway-info.eu/>.

1.3 Connaissances préexistantes des PCP de BroadWay

Le Groupe d'acheteurs de BroadWay croit unanimement que des services vitaux sont un domaine où des PCP peuvent avoir un potentiel significatif pour garantir aux PPDR des systèmes mobiles à large bande interopérables paneuropéens abordables de haute qualité.

Dans son ensemble, le Groupe d'acheteurs de BroadWay est convaincu qu'une infrastructure partagée de réseau mobile commercial, y compris un spectre harmonisé, est la seule solution pour des communications de sécurité publique large bande interopérables en Europe.

Plusieurs facteurs se cachent derrière :

- Le secteur de la sécurité publique n'a pas suivi le rythme des développements de la technologie à large bande du secteur commercial, qui a connu une croissance exponentielle,

⁵ Voir Article 16(f) de la Directive [2004/18/CE](#) (Article 14 de la Directive [2014/24/UE](#)), Article 24(e) de la Directive [2004/17/CE](#) (Article 32 de la Directive [2014/25/UE](#)) et Article 13 de la Directive [2009/81/CE](#).

⁶ Voir Annexe IV de l'UE de l'Appendice I de l'[AMP de l'OMC](#).

⁷ Voir Point 33 de la [Communication de la Commission sur l'encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation](#) (C(2014) 3282).

- Les opérations de sécurité publique doivent pouvoir bénéficier d'innovations commerciales comme l'intelligence artificielle (IA), l'Internet des objets (IdO), la réalité virtuelle et augmentée (RV, RA) et le cloud computing, qui sont, en technologie mobile, des forces motrices permettant de fournir des services riches et intelligents dans la sphère commerciale,
- La technologie mobile commerciale combine la meilleure maturité et la bonne échelle en termes de volumes, que le secteur de la sécurité publique peut exploiter pour s'attaquer à des technologies à bande étroite vieillissantes traînant un héritage de coûts élevés et de faible nombre de fournisseurs,
- Il y a une nécessité partagée d'éliminer les situations d'enfermement propriétaire qui ne permettent que des améliorations technologiques mineures et qui sont apparues à cause de la taille relativement petite du secteur de la sécurité publique par rapport au marché global du cellulaire,
- La focalisation sur des solutions fondées sur des normes maintiendra une concurrence ouverte et un marché dynamique. Couplée à une procédure conjointe à grande échelle, elle permettra que les coûts restent bas pour le secteur public et le contribuable tout en maintenant un avantage innovant de premier plan pour les praticiens de la sécurité publique et les vies qu'ils sauvegardent.

Pour examiner de plus près la motivation derrière ces PCP, veuillez consulter la section 3, Description des Services à fournir.

1.4 Procédure de PCP de BroadWay

Ces PCP suivront le **modèle de PCP par phases** décrit par la Commission européenne dans la Communication à laquelle fait référence la section 1.2 ci-dessus, visant à mener des services de R&D jusqu'à la mise au point d'une quantité limitée de systèmes sous la forme d'une série expérimentale.

ASTRID SA est l'Acheteur principal et, à ce titre, agira comme seule entité contractante pour lancer le processus d'appel d'offres pour les PCP de BroadWay en son nom propre et pour le compte du Groupe d'acheteurs.

Ces PCP seront divisés en **trois Phases**. Chaque phase résultera en une mise en concurrence des Soumissionnaires, de manière telle que le nombre de Soumissionnaires diminuera d'une phase à la suivante pour garantir la sélection de ceux qui répondent le mieux au défi technique sur lequel se fondent ces PCP.

Les intéressés, personnes physiques ou morales, ont le droit de soumettre une proposition conformément à cette procédure par phases, selon le résumé ci-dessous :

- **Phase 1. Ébauche de solution** : cette phase est une étude de faisabilité des technologies et propositions sélectionnées, qui vise à vérifier la faisabilité technique, économique et organisationnelle de chaque Offre. Le résultat attendu des Adjudicataires est un rapport décrivant les résultats de l'étude de faisabilité, une ébauche de solution et les conclusions pour débiter les activités de développement de la Phase 2 ainsi qu'un plan d'affaires/de commercialisation.
- **Phase 2. Prototype de solution** : les Adjudicataires sélectionnés auront le droit de développer, d'installer, de tester techniquement et de valider des prototypes TRL7 basés sur les ébauches de solution innovantes finales sélectionnées en fin de Phase 1.
- **Phase 3. Projet pilote** : les Adjudicataires sélectionnés auront le droit d'étendre les prototypes de la Phase 2 pour en faire des projets pilotes TRL8 (voir section 3.5, Fruits attendus), comprenant un test technique, une validation et la disponibilité du projet pilote pour l'évaluation des praticiens, sur base des prototypes sélectionnés en fin de Phase 2.

1.5 Budgétisation des PCP de BroadWay

Le **budget total pour ces PCP est de 7 596 700 EUR** (hors TVA). La contribution du Groupe d'acheteurs est de **1 313 144 EUR**. Hormis pour la Phase 1, le budget final, hors TVA, n'est pas encore fixé. Le prix final sera fixé au

stade de la signature des contrats et sera déterminé par le régime TVA qui s'appliquera aux Soumissionnaires, à l'Acheteur principal et au Groupe d'acheteurs.

Le budget total est divisé comme suit :

BroadWay PCI : répartition de budget		Budget total maximal (HTVA)	Nombre maximal attendu d'Adjudicataires	Budget maximum par Adjudicataire (HTVA)	Durée maximale des Phases (en mois)
Phase 1	Ébauche de solution	€ 368.439,95	5	€ 73.687,99	6
Phase 2	Prototype de solution	€ 4.223.765,20	3	€ 1.407.921,73	12
Phase 3	Projet pilote	€ 3.004.494,85	2	€ 1.502.247,43	11
	TOTAL	€ 7.596.700,00			

Figure 2. Budget et nombre d'Adjudicataires

- **Phase 1 : Ébauche de solution (6 mois et 11 jours, y compris 1 mois pour l'évaluation)** : un maximum de 5 Adjudicataires ayant remporté la Phase 1 auront le droit de soumettre une ébauche finale pour une solution innovante ; pour ce faire, chaque Adjudicataire recevra un paiement maximum de **73 687,99 EUR (hors TVA)**.
- **Phase 2 : Prototype de solution (11 mois et 18 jours, y compris 1 mois pour l'évaluation)** : un maximum de 3 Adjudicataires ayant remporté la Phase 2 auront le droit de développer des prototypes basés sur les solutions innovantes finales sélectionnées en fin de Phase 1 ; pour ce faire, chaque Adjudicataire recevra un paiement maximum indicatif de **1 407 921,73 EUR (hors TVA)**.
- **Phase 3 : Projet pilote (11 mois, y compris 1 mois pour l'évaluation)** : un maximum de 2 Adjudicataires ayant remporté la Phase 3 auront le droit de produire et tester une gamme de produits, basée sur les prototypes finalement sélectionnés en fin de Phase 2 ; pour ce faire, chaque Adjudicataire recevra un paiement maximum indicatif de **1 502 247,43 EUR (hors TVA)**.

Le budget résiduel non alloué des Phases 1 et 2 peut être transféré aux Phases 2 et/ou 3. Par conséquent, le budget total disponible pour les Phases 2 et 3 pourrait finalement être supérieur à celui mentionné ici. Inversement, le budget peut être inférieur à celui mentionné ici pour tenir compte des situations des Soumissionnaires, de l'Acheteur principal et du Groupe d'acheteurs en matière de TVA.

Si le nombre maximum d'Adjudicataires de chaque Phase n'atteint pas les valeurs spécifiées ci-dessus, l'Acheteur principal peut exercer son pouvoir discrétionnaire pour annuler la Mise en concurrence.

Vu que tous les Adjudicataires seront payés par l'Acheteur principal par le biais de paiements centralisés et puisqu'ASTRID est basée à Bruxelles, ce sont les législations en vigueur belge et européenne en matière de TVA qui s'appliqueront au Projet.

Avis aux Soumissionnaires : nous informons ici les Soumissionnaires qu'ils devront allouer une part de leur budget pour les PCP à l'implication de membres de l'équipe d'évaluation de praticiens (EEP) pour qu'ils participent à la préparation et à l'évaluation des activités liées des Phases 2 et 3. De plus amples renseignements seront fournis lors des futures Mises en concurrence réduites. Veuillez vous référer à la section 2.2.11 de TD2.

1.6 Procédure de passation du marché des PCP de BroadWay

Ces PCP seront mis en œuvre au moyen d'un **Accord-cadre (TD3)** avec des Mises en concurrence réduites pour des **Contrats spécifiques (TD4)** pour chacune des trois (3) Phases de R&D. Le droit applicable aux Contrats est le droit belge en raison de la localisation de l'Acheteur principal.

L'Accord-cadre régit l'ensemble des conditions générales pour toute la durée des PCP. Il n'y aura pas de renégociation. L'Accord-cadre restera contraignant pour la durée de toutes les phases pour lesquelles les Adjudicataires restent dans les PCP.

ASTRID, en tant qu'Acheteur principal, signera les Accords-cadres en son nom propre et pour le compte du Groupe d'acheteurs.

- **Phase 1 : Ébauche de solution** : suite au stade d'appel d'offres, il est prévu qu'un Accord-cadre et un Contrat spécifique régissant la Phase 1 soient attribués à un maximum de cinq (5) Adjudicataires. Les évaluations des Offres pour l'Accord-cadre et la Phase 1 sont combinées.

Les Soumissionnaires sont priés non seulement de remettre leur Proposition détaillée pour la Phase 1 dans leur Offre, mais aussi d'énoncer leurs buts et de décrire sommairement leurs plans (y compris les conditions de prix) pour les Phases 2 et 3, fournissant donc des détails spécifiques des étapes qui mèneront à l'exploitation commerciale des Résultats de R&D.

Le CVT évaluera les livrables abordés dans le Contrat spécifique et la Proposition de la Phase 1 afin de déterminer si l'Adjudicataire a répondu adéquatement aux Objectifs de BroadWay.

- **Phase 2 : Prototype de solution** : moins d'une semaine après la notification des Résultats de R&D du Rapport de fin de phase de la Phase 1, l'Acheteur principal lancera une Mise en concurrence réduite pour la Phase 2, avec pour objectif d'attribuer un maximum de trois (3) Contrats spécifiques pour la Phase 2. Seules les Propositions des Adjudicataires ayant achevé la Phase 1 « **avec succès** » seront recevables pour la Phase 2. La Mise en concurrence réduite énoncera les Critères d'attribution du Contrat spécifique de la Phase 2. Les Adjudicataires auront juste moins d'un (1) mois pour présenter une Proposition pour la Mise en concurrence réduite. Le CVT évaluera les Propositions durant la période de quatre (4) semaines suivant l'échéance de la soumission de la Mise en concurrence réduite de la Phase 2. Les Contrats spécifiques de la Phase 2 seront attribués si le CVT a déterminé que les Adjudicataires ont démontré que la réponse aux Objectifs de BroadWay a été adéquate en recourant aux Critères d'attribution de la Phase 2.

Le Comité de validation technique (CVT) évaluera aussi les jalons et livrables techniques et non techniques compris dans le Rapport de fin de phase de la Phase 2.

- **Phase 3 : Projet pilote** : moins d'une semaine après la notification des Résultats de R&D du Rapport de fin de phase de la Phase 2, l'Acheteur principal lancera une Mise en concurrence réduite pour la Phase 3, avec pour objectif d'attribuer un maximum de deux (2) Contrats pour la Phase 3. Seules les Propositions d'Adjudicataires ayant achevé la Phase 2 avec succès seront recevables pour la Phase 3. Les Adjudicataires auront un (1) mois pour présenter une proposition pour la Mise en concurrence réduite. Le CVT évaluera les Propositions durant la période de quatre (4) semaines suivant l'échéance de la soumission de la Mise en concurrence réduite de la Phase 3. Les Contrats spécifiques de la Phase 3 seront attribués si le CVT a déterminé que les Adjudicataires ont démontré que la réponse aux Objectifs de BroadWay a été adéquate en recourant aux Critères d'attribution de la Phase 3.

Un Adjudicataire doit s'être vu attribuer un Contrat spécifique pour la Phase 1 pour être pris en considération pour la Phase 2 ; un Adjudicataire doit s'être vu attribuer des Contrats spécifiques pour les Phases 1 et 2 pour être pris en considération pour la Phase 3.

1.7 Calendrier des PCP de BroadWay

Le calendrier prévu estimé pour les PCP de BroadWay est présenté dans l'échéancier suivant :

Échéancier prévu	
Date	Activité
	Première Procédure d'appel d'offres (Accord-cadre et Contrats spécifiques de la Phase 1)
15 février 2019 (environ)	Publication de l'Avis de marché dans TED
15 mars 2019	Webinaire pour discuter des Documents d'appel d'offres et récolter des questions à leur propos
26 mars 2019	Briefing pour présenter les Documents d'appel d'offres des PCP de BroadWay (au centre de Bruxelles)
18 avril 2019	Date limite de soumission de questions sur les Documents d'appel d'offres
30 avril 2019	Date limite de publication des réponses aux questions par l'Acheteur principal (Document Q&R)
3 juin 2019 12h00 (midi) CEST	Date limite de soumission des Offres pour l'Accord-cadre et les Contrats spécifiques de la Phase 1
3 juin 2019 16h00 CEST	Ouverture des Offres
12 juillet 2019	Notification aux Soumissionnaires de la décision d'attribution pour l'Accord-cadre et les Contrats spécifiques de la Phase 1
19 juillet 2019	Fin du Délai d'attente : les Soumissionnaires non sélectionnés ont 5 jours ouvrables pour contester la décision

Calendrier estimé de la Phase 1

Date	Activité
20 juillet 2019	Signature des Accords-cadres et des Contrats de la Phase 1. Début des travaux de la Phase 1

TD1 Appel d'offres BroadWay

31 juillet 2019	Publication de l'Avis d'attribution des marchés dans TED
31 juillet 2019	Envoi des noms des Adjudicataires sélectionnés de la Phase 1 et des résumés de leur projet à l'UE et publication sur le site web du Projet www.broadway-info.eu . Des réunions de lancement auront lieu autour de cette date.
31 décembre 2019	Date limite pour les livrables et le Rapport de fin de phase de la Phase 1
31 janvier 2020	Fin de phase 1 : notification aux Adjudicataires de la Phase 1 de l'achèvement de cette phase avec succès ou pas. Paiement selon la clause 2 de l'Accord-cadre.

Calendrier estimé de la Phase 2

Date	Activité
3 février 2020	Ouverture de la Mise en concurrence réduite de la Phase 2 : Appel d'offres attendu pour la Phase 2. Seuls les Adjudicataires ayant achevé la Phase 1 « avec succès » sont éligibles pour la soumission de Propositions.
28 février 2020 12h00 MIDI CEST	Date limite de soumission de Propositions pour la Phase 2
28 février 2020	Ouverture des Propositions de la Phase 2
31 mars 2020	Notification aux Adjudicataires de la décision d'attribution des Contrats spécifiques de la Phase 2
7 avril 2020	Fin du Délai d'attente : les Adjudicataires non sélectionnés ont 5 jours ouvrables pour contester la décision
8 avril 2020	Signature des Contrats spécifiques de la Phase 2
8 avril 2020	Début de la Phase 2
24 avril 2020	Publication des noms des Adjudicataires sélectionnés de la Phase 2 et des résumés de leur projet sur le site web du Projet www.broadway-info.eu . Des réunions de lancement auront lieu autour de cette date.
Début septembre 2020	Démonstration intermédiaire de l'activité des prototypes au CVT, avec feedback direct
30 novembre 2020	Soumission de D2.1 Rapport de mise en œuvre et plan de test des prototypes (début des tests et de l'activité PlugTest)
26 février 2021	Date limite pour les livrables et le Rapport de fin de phase de la Phase 2

26 mars 2021	Fin de phase 2 : notification aux Adjudicataires de la Phase 2 de l'achèvement de cette phase avec satisfaction et succès ou pas. Paiement selon la clause 2 de l'Accord-cadre.
--------------	--

Calendrier estimé de la Phase 3

1^{er} avril 2021	Ouverture de la Mise en concurrence réduite de la Phase 3 : Appel d'offres attendu pour la Phase 3. Seuls les Adjudicataires ayant achevé la Phase 2 « avec succès » sont éligibles pour la soumission de leurs Propositions.
30 avril 2021 12h00 MIDI CEST	Date limite de soumission de Propositions pour la Phase 3
30 avril 2021	Ouverture des Propositions de la Phase 3
28 mai 2021	Notification aux Adjudicataires de la décision d'attribution des Contrats spécifiques de la Phase 3
4 juin 2021	Fin du Délai d'attente : les Adjudicataires non sélectionnés ont 5 jours ouvrables pour contester la décision
5 juin 2021	Signature des Contrats spécifiques de la Phase 3
5 juin 2021	Début de la Phase 3
29 octobre 2021	Soumission de SD3.1 Rapport de mise en œuvre et plan de test des projets pilotes (début des tests)
Novembre 2021	Démonstration au CVT
31 décembre 2021	Soumission de SD3.2 Résultats des tests des projets pilotes
31 janvier 2022	Projets pilotes intégrés prêts pour l'Évaluation des praticiens
31 mars 2022	Date limite pour les livrables et le Rapport de fin de phase de la Phase 3
22 avril 2022	Fin de phase 3 : notification aux Adjudicataires de la Phase 3 de l'achèvement de cette phase avec satisfaction et succès ou pas. Paiement selon la clause 2 de l'Accord-cadre
22 avril 2022	Premiers certificats SpiceNet attribués

Tableau 1. Échéancier prévu

SECTION 2: PARTIES À LA PROCÉDURE DE PCP DE BROADWAY

2.1 Acheteur principal

Les présents PCP ont trait à une procédure conjointe qui sera exécutée par l'Acheteur principal, ASTRID.

L'Acheteur principal est un membre du Groupe d'acheteurs qui s'est vu confier la mission de mener à bien la procédure de PCP de BroadWay vis-à-vis de tierces parties, en son nom propre, pour le compte du Groupe d'acheteurs et conformément aux décisions du Comité de validation technique (CVT). Il agit comme la seule entité à l'égard des Participants aux PCP et autres tierces parties. Il a été désigné pour coordonner et diriger les PCP conjoints ainsi que pour signer et attribuer l'Accord-cadre et les Contrats spécifiques pour toutes les Phases des PCP. Il reçoit le soutien administratif et logistique du Coordinateur dans l'exercice de ses fonctions.

2.2 Coordinateur

Le rôle de Coordinateur est assuré par Public Safety Communication Europe (PSCE), qui offrira un support administratif et logistique à l'Acheteur principal. Il gère le site web du Projet (www.broadway-info.eu) et organise des activités en lien avec la Consultation ouverte du marché (COM), qui comprenaient deux webinaires (20-07-18 et 9 août 2018), un briefing à Bruxelles le 13 septembre 2018 et un questionnaire. Il fait aussi office d'intermédiaire entre le Groupe d'acheteurs et la Commission européenne.

2.3 Groupe d'acheteurs (GA)

Le consortium derrière les PCP de BroadWay est constitué de 11 organismes publics basés dans toute l'Europe, qui soit sont responsables de la sécurité publique à l'échelle nationale, soit interviennent dans la sécurité publique, qui font face aux mêmes défis et cherchent donc des solutions semblables. On y fait référence collectivement par les termes « Groupe d'acheteurs » et individuellement par « Membre du GA ».

Consultez l'Appendice 3 pour plus de détails sur le Groupe d'acheteurs.

2.4 Comité d'achat (CAc)

Le Comité d'achat (CAc) joue un rôle actif dans chacune des Phases des PCP et se compose des membres suivants :

- Représentants de l'Acheteur principal,
- Représentants du Coordinateur,
- Un membre externe compétent en matière juridique.

2.5 Comité de validation technique (CVT)

Le Comité de validation technique (CVT) se compose de tous les Membres du GA qui prennent collectivement les décisions techniques pour accompagner les différentes Phases des PCP, y compris l'élaboration de critères techniques pour sélectionner des Soumissionnaires et fournir une base de compétences techniques pour la prise de décisions quant aux achats.

2.6 Équipe d'évaluation de praticiens (EEP)

L'Équipe d'évaluation de praticiens (EEP) comprend les organisations qui ont toutes exprimé leur soutien aux PCP de BroadWay. L'EEP est dirigée par la Bayerisches Rotes Kreuz (DEBRK). Plusieurs de ces organisations participeront aux activités d'évaluation des Projets pilotes. La liste des organisations entrant dans le cadre des attributions de l'EEP est reprise à l'Appendice 2 ; y sont représentés :

- Police

TD1 Appel d'offres BroadWay

- Pompiers
- Services d'ambulance
- Services de sauvetage
- Soins de santé
- Garde-frontières
- Garde-côtes
- Douanes
- Prisons
- Services de la sécurité des hautes personnalités
- Services d'utilité publique
- Défense

L'objectif de l'EEP est de se réunir cinq (5) fois pendant les PCP de BroadWay, en parallèle avec les réunions de l'Équipe de pérennisation, le but étant de hiérarchiser et d'exprimer les critères des (praticiens) utilisateurs finaux.

L'EEP définira les scénarios d'évaluation en conditions réelles pour le système final du Projet Pilote et adoptera une méthodologie pour élaborer l'évaluation et les critères des praticiens. Au cours de l'évaluation des Projets pilotes de la Phase 3, l'EEP utilisera cette méthodologie et ces critères pour évaluer l'utilité du projet pilote à large bande interopérable paneuropéen dans une perspective (principalement non technique) d'opérations de sécurité publique. Les résultats de l'évaluation de l'EEP seront livrés au CVT qui prendra collectivement la décision finale relative aux solutions des Projets pilotes.

2.7 Équipe de pérennisation (EP)

L'Équipe de pérennisation (EP) comprend des représentants du Groupe d'acheteurs, qui se rencontreront pour discuter de la pérennité de l'activité de BroadWay après la fin des PCP. Ses activités concerneront la politique et la normalisation.

2.8 Soumissionnaires conjoints – offres de consortiums

Un Consortium (groupe d'entreprises) peut soumettre une Offre conjointe. Tout type de personne physique ou morale (y compris des entités sans but lucratif correctement enregistrées, comme des universités) aura le droit de soumettre des Offres par le biais d'une association ou d'un consortium comptant plusieurs Soumissionnaires et mis sur pied temporairement aux fins des présents PCP.

Sous réserve des stipulations des sections 2.10 et 5.3.3 de l'AO, chaque Soumissionnaire ne peut présenter plus d'une Offre. Cela signifie que les Soumissionnaires ne peuvent apparaître dans plus d'un consortium temporaire et/ou qu'ils ne peuvent se présenter qu'une seule fois conjointement avec d'autres Soumissionnaires avec la promesse de mettre sur pied une société. Le non-respect de cette règle entraînera le rejet automatique de tout ce qu'il aura présenté.

Quand un groupe d'entreprises (quelle que soit sa forme et indépendamment de la relation juridique entre elles) se rassemble pour soumettre une Offre en réponse à l'AO, l'Acheteur principal gèrera toutes les questions liées à ces PCP par l'intermédiaire d'un **seul représentant autorisé (Soumissionnaire principal)**, habilité à représenter tous les membres du groupe d'entreprises, à qui toutes les communications seront adressées et par qui elles seront acceptées jusqu'à la fin de cette Mise en concurrence. Il n'y aura NI acceptation, NI accusé de réception, NI réponse à la correspondance de toute autre personne ou entité.

Toutes les entreprises qui acceptent de mettre sur pied un Consortium temporaire de Soumissionnaires pour la Mise en concurrence pour les PCP de BroadWay compléteront la **Partie VII : Déclaration de Consortium du DUME de l'Annexe A**. Veuillez consulter la section 5.1 pour en savoir plus.

Avant l'attribution des marchés (Contrats), et en tant que condition à celle-ci, le Soumissionnaire sélectionné devra désigner un **seul représentant autorisé (Adjudicataire principal)**, qui assumera la responsabilité globale des Contrats, peu importe que des tâches soient ou non accomplies par un Sous-traitant (voir ci-dessous) ou un autre membre du consortium.

L'**Adjudicataire principal** signera l'Offre et les Contrats au nom et pour le compte de tous les membres ; il sera également responsable de tous les aspects et de l'exécution des contrats, sans préjudice de l'existence de procurations collectives qu'ils peuvent accorder pour recevoir et procéder à des paiements d'un montant significatif.

Tous les membres du consortium seront, collectivement et individuellement, voués à respecter les termes de l'Accord-cadre et des Contrats spécifiques. L'**Adjudicataire principal** sera mandaté pour agir pour le compte du consortium aux fins des contrats et aura le pouvoir d'engager le consortium.

2.8.1 Modification de la composition d'une Offre conjointe et d'un Consortium

Si l'**Adjudicataire principal** doit changer ou ajouter de nouvelles entreprises, ces dernières devront prouver qu'elles disposent au moins des mêmes compétences que les entreprises qu'elles remplaceront et qu'elles respectent toutes les autres conditions contractuelles, les droits et obligations contenus dans les Contrats, notamment en lien avec le lieu d'exécution ou les DPI ainsi que les *prix unitaires contraignants*, etc.

Les membres remplaçants proposés du consortium compléteront les sections pertinentes du **DUME de l'Annexe A**, qu'il faut soumettre à l'Acheteur principal pour autorisation. Veuillez consulter la section 5.1 pour en savoir plus.

La composition du consortium ne sera pas modifiée sans soumettre des formulaires DUME actualisés, sur lesquels s'appuiera l'autorisation de l'Acheteur principal. Tout changement de composition du consortium sans autorisation préalable de l'Acheteur principal peut entraîner la fin des Contrats.

L'Acheteur principal peut exceptionnellement autoriser des changements dans la composition d'un Consortium qui a soumis une offre au début de cette Mise en concurrence et/ou la formation d'un nouveau Consortium, différent de ceux qui ont soumis une offre au début de cette Mise en concurrence.

Néanmoins, cette autorisation ne s'appliquera pas :

- Si la nouvelle entreprise résultant des changements ne respecte pas les exigences du DUME s'il y a lieu ;
- Si cela implique l'arrivée de nouveaux Participants, différents de ceux qui ont soumis une proposition dans le cadre d'un consortium, au début de cette Mise en concurrence, ou si des participants se sont retirés ou ont été exclus de cette procédure auparavant, ou manquent à leurs obligations en vertu de l'Accord-cadre ou des Contrats des Phases ;
- Si cela entraîne une réduction du nombre de Participants aux PCP dans le Processus ;
- Si cela provoque, selon un rapport juridique indépendant, des problèmes de DPI/confidentialité (c'est-à-dire si des Participants associés sélectionnés pour la Phase 1 décident de poursuivre en tant qu'entités individuelles ou de rejoindre d'autres consortiums) ;
- Si cela se déroule durant l'exécution du Contrat de phase pertinent. Néanmoins, un changement durant l'exécution des Contrats de phase pourrait être exceptionnellement autorisé par l'Acheteur principal en cas d'insolvabilité de l'un des membres du Consortium ou d'opérations de restructuration d'entreprise affectant un ou plusieurs des membres des consortiums soumettant une offre, à cause d'une fusion, d'un rachat, d'une transformation ou d'une cession d'une société ou division opérationnelle.

2.9 Sous-traitants

La sous-traitance fait référence à tout contrat ou accord entre le Soumissionnaire et une tierce partie où cette dernière accepte de fournir des services au Soumissionnaire afin de l'aider à ou de lui permettre de fournir les Services de R&D ou une quelconque partie de ceux-ci à l'Acheteur principal.

La sous-traitance est permise à chaque Phase de cette Mise en concurrence. Cependant, aucun élément essentiel des Contrats ne peut être sous-traité, pas plus que la gestion des PCP.

Chaque Sous-traitant complètera les sections pertinentes du **DUME de l'Annexe A**, qu'il faut soumettre avec l'Offre. Veuillez consulter la section 5.1 pour en savoir plus.

- Le Soumissionnaire déclarera, dans la **Partie VIII : Déclaration de sous-traitance** du **DUME en Annexe**, quelle part des obligations des PCP et de la réalisation du contrat il a l'intention, le cas échéant, de sous-traiter à d'autres opérateurs (Phases 1 à 3). Dans ce formulaire aussi, le Soumissionnaire identifiera le ou les Sous-traitants et les services qu'ils fourniront pour le Projet.
- De plus, il décrira son approche de la sélection et de la gestion de ses Sous-traitants. Le Soumissionnaire doit disposer de processus et procédures adéquats pour gérer et surveiller tous les sous-traitants auxquels il propose de recourir dans l'exécution des Contrats.
- Les Soumissionnaires doivent garantir que les Sous-traitants sont informés des dispositions énoncées dans les Documents d'appel d'offres, y compris celles relatives aux DPI.
- Chaque Sous-traitant complètera également la **Partie VIII : Déclaration de sous-traitance**, jointe au **Document unique de marché européen (DUME)** de l'Annexe A.

L'**Adjudicataire principal** reste responsable vis-à-vis de l'Acheteur principal de l'accomplissement et du respect de toutes ses obligations en vertu des Contrats et des conséquences de tout acte de négligence des Sous-traitants. L'**Adjudicataire principal** sera responsable des actes et omissions de ses Sous-traitants comme si ces actes et omissions étaient les siens.

2.9.1 Remplacement d'un Sous-traitant

Si l'**Adjudicataire principal** doit changer ou ajouter de nouveaux Sous-traitants, ces derniers prouveront qu'ils disposent au moins des mêmes compétences que les Sous-traitants ou partenaires qu'ils remplaceront et qu'ils respectent toutes les autres conditions contractuelles, les droits et obligations contenus dans l'Accord-cadre et les Contrats spécifiques, notamment en lien avec le lieu d'exécution ou les DPI ainsi que les *prix unitaires contraignants*.

Les Sous-traitants remplaçants proposés complèteront les sections pertinentes du **DUME de l'Annexe A**, qu'il faut soumettre à l'Acheteur principal pour autorisation. Veuillez consulter la section 5.1 pour en savoir plus.

Les Sous-traitants remplaçants ne seront pas effectifs sans soumettre des formulaires DUME actualisés, sur lesquels s'appuiera l'autorisation de l'Acheteur principal. Tout changement de composition des Sous-traitants sans autorisation préalable de l'Acheteur principal peut entraîner la fin des Contrats.

L'Acheteur principal peut autoriser tous les changements de Sous-traitants en cas de soumission et prise en considération des documents susmentionnés par l'**Adjudicataire principal**.

Néanmoins, l'autorisation ne s'appliquera pas :

- Si elle entraîne une réduction du nombre de Participants aux PCP de BroadWay à travers la procédure de PCP en dessous de trois (3) lors des Phases 1 et 2 ou en dessous de deux (2) lors de la Phase 3,
- Si cela provoque, selon un rapport juridique indépendant, des problèmes de DPI/confidentialité (c'est-à-dire si des participants associés sélectionnés pour la Phase 1 décident de poursuivre en tant que Sous-traitants pour un autre Soumissionnaire),
- Si cela empêche le Soumissionnaire de conserver les capacités techniques et financières requises.

L'exécution des tâches assignées à un Sous-traitant ne fera pas l'objet d'une autre sous-traitance à son tour.

2.10 Sous-traitance pour des Objectifs de BroadWay

Cette section vise à faire prendre conscience aux Soumissionnaires qu'ils **doivent engager au moins un Sous-traitant** pour toutes les Phases du Projet afin de respecter les Objectifs suivants de manière impartiale et indépendante :

- 1) Validation technique (garantie de sécurité comprise)
- 2) Aide à l'Évaluation des praticiens

Veuillez vous référer à la section 5.3(4), Critères de sélection, pour en savoir plus.

2.11 Outil de partenariat des PCP de BroadWay

Ces PCP encouragent la participation des petites et moyennes entreprises (PME) à cette Mise en concurrence sur une base équitable et à pied d'égalité. Les PME qui croient que le champ d'application de ces PCP dépasse leurs capacités techniques ou commerciales sont encouragées à explorer les possibilités d'établir des relations avec d'autres PME ou des entreprises plus grandes. De telles relations leur permettent de participer et de contribuer au succès de la mise en œuvre de n'importe quel Accord-cadre ou Contrat spécifique susceptible de résulter de ces PCP et ainsi d'accroître leurs avantages sociaux et bénéfices économiques.

De même, les plus grandes entreprises sont encouragées à envisager des manières pratiques de permettre l'inclusion de PME dans leurs propositions afin de maximiser les avantages sociaux et bénéfices économiques de tout Contrat pouvant résulter de ces PCP.

Tous les opérateurs, indépendamment de leur taille, sont dès lors encouragés à consulter l'**Outil de partenariat** spécialement créé sur www.broadway-info.eu/partnering-tool/ pour les PCP de BroadWay. Le but de cet Outil de partenariat est de faciliter le partenariat entre des membres potentiels d'un consortium grâce au partage d'informations relatives à l'expertise nécessaire ou offerte. Des Soumissionnaires potentiels peuvent être ajoutés à la liste d'opérateurs de la page de l'Outil de partenariat en complétant le **formulaire d'enregistrement**. Le Coordinateur facilitera les relations entre opérateurs et invite ces derniers, par le biais de la **Page Contact**, à joindre toute entreprise particulière avec laquelle ils sont intéressés à conclure des partenariats aux fins des PCP de BroadWay. Le Coordinateur informera dûment l'opérateur en question et des coordonnées ne seront échangées qu'à condition qu'il y consente expressément.

SECTION 3: DESCRIPTION DES SERVICES À FOURNIR⁷

3.1 Motivation des PCP

Dans le cas de catastrophes industrielles ou naturelles et de gros accidents de circulation, les communications entre équipes de sauvetage de différents pays sont toujours le premier défi à cause du manque d'itinérance/interopérabilité entre les systèmes de communication existants des PPDR. Le manque d'interopérabilité éprouvé par les PPDR au cours d'incidents est surtout dû au fait que chaque intervenant utilise ses propres systèmes de communication ou qu'il travaille par communication de terminal à terminal sans utiliser de réseau. La communication entre les équipes impliquées de différents pays peut s'avérer impossible à cause des différences entre les systèmes opérationnels de communication employés. Dans de telles situations, où les catastrophes ne connaissent pas de frontières, **le partage d'informations est crucial**.

3.2 Préparation des PCP

Ces PCP prennent la forme d'Achats publics avant commercialisation (PCP) dont le but est de réaliser des solutions innovantes afin de mettre en œuvre l'architecture de référence « SpiceNet » dans tous les pays européens. Celle-ci fut un résultat majeur du précurseur de ces PCP, le projet BroadMap (voir section 3.3 ci-dessous). Cette mise en œuvre engloba, mais sans s'y limiter, ces importants services « Mission Critical » à large bande et fournira un écosystème d'applications et de services qui recourront à ces services critiques. Ces PCP prévoient d'importants résultats en matière de disponibilité de solutions technologiques.

Quelques caractéristiques des solutions technologiques attendues :

- interopérabilité de celles utilisées dans chaque pays
- maturité technique accrue, catalysée par l'activité des PCP
- réduction des coûts grâce à un écosystème de fournisseurs plus riche et concurrentiel
- pas d'enfermement propriétaire par des fournisseurs individuels
- gains d'efficacité et absence de nuisance pour les opérations des PPDR

Le Challenge commun du Projet BroadWay est l'ébauche, le développement et le test d'activités d'innovation consistant à développer des technologies visant à rendre possible un système mobile à large bande interopérable paneuropéen pour les PPDR, basées sur des réseaux et prestataires de services nationaux et validées par des installations d'essai pérennes.

3.3 BroadMap, « Phase 0 – Recherche motivée par la curiosité »

Le précurseur de ces PCP était le projet BroadMap. Ce stade préparatoire du Projet BroadWay, financé dans le cadre du sujet DRS-18-2015, a débuté en mai 2016 et s'est achevé en avril 2017.

Le projet BroadMap impliquait la participation de 15 pays partenaires. Des ateliers nationaux et internationaux ont été organisés avec pour but de rassembler les exigences des PPDR. Plus de 270 organisations issues de 18 pays ont assisté à des ateliers qui comptaient des participants de la police, des services d'ambulance, des pompiers, de Ministères de la Défense, des garde-côtes, des douanes, des prisons, des services d'utilité publique et des infrastructures critiques. En tout, plus de 600 participants furent alors impliqués.

BroadMap a tenu ses promesses à propos des **buts** suivants :

- Récolter, évaluer et valider les exigences existantes des PPDR quant aux communications sans fil à large bande,
- Établir un ensemble fondamental de spécifications afin de satisfaire ces exigences,
- Définir des feuilles de route transitoires pour la recherche et la normalisation, pour l'évolution future des solutions de radiocommunication interopérables européennes, en respectant les contraintes légales liées aux achats,

⁷Veillez vous référer au glossaire de Challenge des PCP (TD2) pour des définitions des termes techniques.

- Préparer le terrain pour un nouvel écosystème afin de catalyser de nouvelles applications et de nouveaux services et processus recourant aux capacités de la large bande pour les services de secours et de sécurité,
- Utiliser la force de la communauté des PPDR à travers nos partenaires, leur expertise, leurs connaissances, réseaux et relations avec pour objectif d'aboutir à une interopérabilité à travers l'Europe entière. Cela englobe, et c'est un aspect important, des différences sociétales, y compris des différences de culture, de géographie, de processus et de cadre juridique.

Veillez consulter www.broadmap.eu pour en savoir plus sur ce projet.

Les services de secours et de sécurité s'attaqueront à une série de nouveaux défis comme les catastrophes, les crimes et le terrorisme, qui ne se confinent pas aux frontières géopolitiques. Le partage d'informations entre agences nationales et internationales **est crucial**. De même, une technologie capable d'envoyer et de recevoir de grandes quantités de données peut aider les services d'urgence et de sécurité à faire leur travail de manière plus efficace et plus sûre.

En ayant cela à l'esprit, un aspect majeur poursuivi par BroadMap et BroadWay successivement est l'**Architecture de référence SpiceNet : le service de communication normalisé interopérable pour les PPDR en Europe (SpiceNet)**.

Le modèle SpiceNet propose une architecture de référence en trois couches pour les services critiques harmonisés paneuropéens à large bande des PPDR :

1. Harmonisation

- a) Schémas organisationnels
- b) Gammes d'accord harmonisées
- c) Solutions commerciales normalisées

2. Interopérabilité et gouvernance

- a) Solutions « Mission Critical » normalisées pour la sécurité publique
- b) Gouvernance de SpiceNet
- c) Communication normalisée interopérable pour les PPDR en Europe (SpiceNet)

3. Réseaux et utilisateurs

1. Réseaux PPDR
2. Utilisateurs PPDR

1. Harmonisation

a) Schémas organisationnels :

Les schémas organisationnels peuvent varier de services et réseaux dédiés à des services complets d'opérateur de réseau mobile virtuel (MVNO) en passant par toutes les combinaisons entre système hybride et prestataire de services sous-traités (OSP).

a) Gammes d'accord harmonisées :

Ces gammes harmonisées permettent aux appareils commerciaux d'opérer globalement dans toutes les gammes d'accord utilisées par des opérateurs commerciaux. Les chipsets et appareils sont fabriqués en se basant sur les normes du 3GPP. Cela signifie que les utilisateurs des PPDR peuvent utiliser les services SpiceNet sur n'importe quel réseau commercial adopté pour ces services.

2. Interopérabilité et gouvernance

a) Solutions MC normalisées pour les PPDR :

Les services MC à large bande font désormais partie des normes commerciales du 3GPP. Ces normes autorisent une série de caractéristiques « Mission Critical » et des services d'appui aux communications « Mission Critical ».

b) Gouvernance de SpiceNet :

Une fonction paneuropéenne de gouvernance est nécessaire pour permettre aux pays et agences de recourir aux services SpiceNet. Cette fonction doit être définie et confiée à une entité juridique ou organisation déterminée au niveau de l'UE. De plus, chaque organisation utilisatrice de SpiceNet doit avoir une fonction SpiceNet consistant en des fonctions administratives, financières, technologiques, de sécurité et de maintenance.

Un accord global est indispensable pour que des organisations paneuropéennes confirment une gouvernance dépassant les législations nationales et conforme aux réglementations communes actuelles au niveau de l'UE.

c) Communication normalisée interopérable pour les PPDR en Europe (SpiceNet) :

La coopération paneuropéenne et la mobilité opérationnelle se basent sur des gammes d'accord harmonisées du 3GPP et sur une infrastructure normalisée. Quelle que soit leur position, les utilisateurs des PPDR doivent avoir la capacité de communiquer avec d'autres utilisateurs et organisations dans différents pays.

3. Réseau et utilisateurs

a) Réseaux PPDR :

L'intégration de services SpiceNet doit être accomplie par des opérateurs réseau et prestataires de services nationaux.

b) Utilisateurs PPDR :

En fonction des services SpiceNet spécifiés par les utilisateurs et convenus dans des accords internationaux, les utilisateurs finaux des PPDR pourront communiquer, en utilisant leurs appareils, avec des utilisateurs des PDR dans leur propre pays et au-delà des frontières en supposant une disponibilité locale de services MC à large bande pour les PPDR.

3.4 Consultation ouverte du marché

L'objectif de la Consultation ouverte du marché (COM) était de récolter des informations sur l'état de la technique, gardant à l'esprit que BroadWay doit fournir des innovations afin que les technologies TRL8, qui rendront possible un système mobile à large bande interopérable paneuropéen pour les PPDR, se développent et fassent leurs preuves.

La COM de BroadWay incluait deux webinaires (20 juillet 2018 et 9 août 2018), un briefing à Bruxelles le 13 septembre 2018 et un questionnaire. Globalement, plus de 80 personnes ont participé aux divers événements. Cette communauté récemment formée offre une bonne base de promotion pour les PCP et a fourni à des Soumissionnaires potentiels une bonne compréhension des intentions et besoins de l'Acheteur principal.

Le rapport complet de la COM est disponible sur le site web de BroadWay : www.broadway-info.eu

3.5 Fruits attendus

Exigences de sécurité spécifiques à BroadWay

Quand il est question d'informations qui peuvent être créées, échangées et stockées sur le réseau paneuropéen à large bande pour les PPDR, la sécurité est l'un des principaux aspects à aborder à cause des menaces physiques et informatiques pesant sur les communications de ces derniers. Les utilisateurs ne doivent pas douter que les informations qu'ils transmettent ou reçoivent ont été échangées en toute confidentialité et que leur intégrité n'a

pas été compromise. Les services requis serviront, entre autres, à des opérations sensibles dans les domaines de l'urgence et de la sécurité. La sécurité est par conséquent primordiale.

Le champ d'application de ces PCP est un réseau paneuropéen à large bande pour les PPDR, avec un accent mis sur l'Europe. Par conséquent, et afin de protéger les intérêts essentiels de la sécurité dans l'Union européenne et/ou ses États membres, les PCP de BroadWay seront **limités aux entités juridiques établies ou censées établies dans des États membres et contrôlées en fin de compte par des États membres et/ou des nationaux (entités ou personnes physiques) d'États membres**. Les entités juridiques établies dans des Pays associés à Horizon 2020 et dans l'UE mais contrôlées à partir de pays tiers **n'ont pas le droit** de participer aux PCP de BroadWay pour des raisons de sécurité.

Le pourcentage minimum prédéfini des services de R&D contractés dans des États membres de l'UE ou des Pays associés à Horizon 2020 et soumis à une exigence de lieu d'exécution doit s'élever à 75 % (voir clause 19 de l'Accord-cadre (TD3)).

La liste de tous les composants logiciels doit être fournie, indiquant le niveau EAL visé. Tous les composants logiciels liés à la sécurité, développés au cours des PCP de BroadWay, doivent atteindre EAL4+ pour les achats de BroadNet et pour un système final TRL9 après BroadWay. Cette exigence est détaillée dans des Sous-objectifs de l'Objectif de Sécurité paneuropéenne (PESAr13, Assurance qualité des logiciels et PESAr15, Assurance de sécurité harmonisée) dans TD2. Lorsque des niveaux inférieurs à EAL4+ sont atteints, les Adjudicataires doivent le justifier.

Phase 1 : Ébauche de solution

Lors de cette Phase, les Adjudicataires devront fournir des ébauches de solutions, de plate-forme de test et d'évaluation de praticiens tenant compte de tous les Objectifs de BroadWay (voir Challenge des PCP (TD2)). Cela inclut un **rapport d'ébauche** écrit détaillé sur l'architecture, la mise en œuvre des services, la sécurité, la gestion, les normes utilisées, applications, appareils, fonctionnalités innovantes et descriptions détaillées des ébauches de plate-forme de test en termes de disponibilité, sécurité, outils de gouvernance, mobilité opérationnelle et applications. La méthodologie des praticiens est aussi un Objectif clé (à travers toutes les Phases).

Les progrès techniques des Adjudicataires feront l'objet d'un monitoring à travers la Phase Ébauche de solution par le biais d'un Rapport bimestriel des Adjudicataires (Appendice 10), qui débutera à la signature des Contrats (à travers toutes les Phases). L'Acheteur principal constituera une Équipe de monitoring pour réaliser le monitoring effectif. Les réunions de monitoring peuvent se tenir physiquement ou en ligne et seront acceptées de commun accord par l'Adjudicataire et l'Équipe de monitoring. L'Adjudicataire réalisera une Présentation sous la forme reprise à l'Appendice 10. S'il y a des questions à discuter ou clarifier avec les Adjudicataires, des réunions en ligne distinctes seront organisées.

Le monitoring bimestriel servira à passer en revue les fruits attendus (jalons, livrables et résultats) de la Phase Ébauche de solution.

Les Adjudicataires soumettront un Formulaire de reporting de fin de phase (Appendice 9), qui sera évalué sur base d'un mécanisme de cotation objectif (Appendice 7, Modèle de cotation pour le Résultat de la Phase) décrivant le modèle de cotation qui servira au CVT pour évaluer la réalisation avec succès de la Phase. Les Rapports de fin de phase seront d'abord cotés indépendamment par chaque membre du CVT. Après la cotation individuelle de toutes les ébauches de solution, le CVT organisera une entrevue individuelle pour atteindre une décision unanime et sélectionner les ébauches ayant fourni les fruits attendus de manière satisfaisante ou avec succès. Seuls les Adjudicataires ayant réalisé les Rapports de fin de phase « avec succès » seront invités à soumettre une Proposition pour la Phase 2. Pour en savoir plus sur l'évaluation de la réalisation satisfaisante des Rapports de fin de phase, veuillez consulter la section 8.4, Paiements basés sur la réalisation satisfaisante de Jalons et Livrables de la Phase.

L'Acheteur principal lancera une Mise en concurrence réduite avec des exigences pour les Adjudicataires ayant réalisé avec succès les Rapports de fin de phase de la Phase 1 afin de développer des prototypes de solution dans le cadre de la Phase 2. Le CVT évaluera les Propositions soumises pour la Phase Prototype de solution afin de déterminer si les Objectifs de BroadWay ont été traités comme il se doit en recourant aux Critères d'attribution. Elles seront d'abord cotées indépendamment par chaque membre du CVT. Après la cotation individuelle de toutes

les Propositions pour les prototypes de solution, le CVT organisera une entrevue individuelle pour atteindre une décision unanime et sélectionner les Adjudicataires proposant les prototypes de solution préférés et les propositions pouvant accéder à la Phase de prototypage.

Les Adjudicataires seront sélectionnés pour passer à la Phase Prototype de solution et des Contrats spécifiques seront signés pour cette Phase.

Phase 2 : Prototype de solution

Lors de cette Phase, les Adjudicataires devront fournir des prototypes de solutions, de plate-forme de test et d'évaluation de praticiens tenant compte de tous les Objectifs de BroadWay (voir Challenge des PCP (TD2)).

Les progrès techniques des Adjudicataires feront l'objet d'un monitoring à travers la Phase Prototype de solution par le biais de Rapports bimestriels des Adjudicataires (Appendice 10), qui débiteront à la signature des Contrats (à travers toutes les Phases). L'Acheteur principal constituera une Équipe de monitoring pour réaliser le monitoring effectif. Les réunions de monitoring peuvent se tenir physiquement ou en ligne et seront acceptées de commun accord par l'Adjudicataire et l'Équipe de monitoring. L'Adjudicataire réalisera une Présentation sous la forme reprise à l'Appendice 10. S'il y a des questions à discuter ou clarifier avec les Adjudicataires, des réunions en ligne distinctes seront organisées.

Le monitoring bimestriel servira à passer en revue les fruits attendus (jalons, livrables et résultats) de la Phase Prototype de solution.

La documentation des prototypes de plate-forme de test et des solutions devra être soumise 2 mois avant la validation des prototypes (Livable D2.1). La documentation se composera de processus de test, de la spécification du prototype final et de la description de la mise en œuvre.

Les Adjudicataires confirmeront avoir achevé les prototypes de plate-forme de test et les solutions technologiques. Pendant les 2 mois suivants, ils testeront la solution.

Un ou plusieurs (maximum 2) événements de type Plugtest auront lieu, combinant les prototypes de plate-forme de test et les solutions prototypes, avec tous les Adjudicataires, et ce dans les 2 mois suivants. Le test des prototypes doit être une démonstration sur le système TRL7 dans un environnement opérationnel.

Après les tests, les Adjudicataires fourniront les résultats de test (Livable D2.2).

Les Adjudicataires soumettront un Formulaire de reporting de fin de phase (Appendice 9) qui sera évalué sur base d'un mécanisme de cotation objectif. Veuillez vous référer à l'Appendice 7, Modèle de cotation pour le Résultat de la Phase, qui fournit une description du modèle de cotation qui servira au CVT pour évaluer la réalisation avec succès de la Phase. Les Rapports de fin de phase seront d'abord cotés indépendamment par chaque membre du CVT. Après la cotation individuelle de tous les prototypes de solution, le CVT organisera une entrevue individuelle pour atteindre une décision unanime et sélectionner les ébauches ayant fourni les fruits attendus de manière satisfaisante ou avec succès. Seuls les Adjudicataires ayant réalisé les Rapports de fin de phase « avec succès » seront invités à soumettre une Proposition pour la Phase 3. Pour en savoir plus sur l'évaluation de la réalisation satisfaisante du Rapport de fin de phase, veuillez consulter la section 8.4, Paiements basés sur la réalisation satisfaisante de Jalons et Livrables de la Phase.

L'Acheteur principal lancera une Mise en concurrence réduite avec des exigences pour les Adjudicataires ayant réalisé avec succès les Rapports de fin de phase de la Phase 2 afin de développer un Projet pilote dans le cadre de la Phase 3.

Le CVT évaluera les Propositions soumises pour la Phase Projet pilote afin de déterminer si les Objectifs de BroadWay ont été traités comme il se doit en recourant aux Critères d'attribution. Elles seront d'abord cotées indépendamment par chaque membre du CVT. Après la cotation individuelle de toutes les Propositions pour la Phase Projet pilote, le CVT organisera une entrevue individuelle pour atteindre une décision unanime et sélectionner les Adjudicataires proposant le Projet pilote préféré et les propositions pouvant accéder à cette Phase.

Les Adjudicataires seront sélectionnés pour passer à la Phase Projet pilote et des Contrats spécifiques seront signés pour cette Phase.

Phase 3 : Projet pilote

Les Adjudicataires devront fournir des projets pilotes de solutions, de plate-forme de test et d'évaluation de praticiens tenant compte de tous les Objectifs de BroadWay (voir Challenge des PCP (TD2)).

Le projet pilote final de BroadWay doit atteindre le niveau 8 de maturité technologique : TRL8, « système complet et qualifié ».

TRL8 représente un système « complet » et pleinement opérationnel, atteignant les meilleures performances possibles pour l'ensemble des 11 Objectifs de BroadWay.

Les solutions seront testées et évaluées selon les descriptions de a) et b). Le CVT de BroadWay sera témoin des résultats des tests et de l'évaluation et les évaluera. Ils procéderont à un jugement et « qualifieront » leur décision quant au respect de TRL8. La qualification aura pour résultat l'attribution des premiers certificats SpiceNet. Veuillez vous référer à TD2, Phase 3 - Projet pilote, pour en savoir plus.

Les solutions finales TRL8 doivent ne laisser qu'un développement minimal, voire nul, de la solution, à l'exception des activités requises pour la mettre effectivement en service en conditions réelles au niveau TRL9. La mise en service du système en conditions réelles au niveau TRL9 (système réel éprouvé dans un environnement opérationnel) fera l'objet d'un autre processus d'achat et ne sera pas atteinte au cours des PCP de BroadWay.

Les progrès techniques des Adjudicataires feront l'objet d'un monitoring à travers la Phase Projet pilote par le biais de Rapports bimestriels des Adjudicataires, qui débiteront à la signature des Contrats. L'Acheteur principal constituera une Équipe de monitoring pour réaliser le monitoring effectif. Les réunions de monitoring peuvent se tenir physiquement ou en ligne et seront acceptées de commun accord par l'Adjudicataire et l'Équipe de monitoring. L'Adjudicataire réalisera une Présentation sous la forme reprise à l'Appendice 10. S'il y a des questions à discuter ou clarifier avec les Adjudicataires, des réunions en ligne distinctes seront organisées.

Le monitoring bimestriel servira à passer en revue les fruits attendus (jalons, livrables et résultats) de la Phase Projet pilote.

L'installation pilote sera fournie et les solutions pilotes soumises pour être évaluées par le CVT. Les tests finaux des solutions déployées dans la Phase Projet pilote seront évalués en recourant à deux (2) méthodes (voir a) et b) ci-dessous) au cours des trois (3) derniers mois du Projet. Elle inclura un (1) ou plusieurs (maximum 2) événements de type Plugtest, qui auront lieu en combinant les projets pilotes de plate-forme de test et les solutions pilotes avec les Adjudicataires. Les tests de projet pilote doivent être de niveau TRL8 (système complet et qualifié).

a) Les tests techniques et tests des Objectifs consisteront en des documents délivrés et en la présence aux tests

Des tests seront réalisés sur le système pilote des Adjudicataires choisis pour les tests, en utilisant les systèmes de test fournis.

Le CVT appréciera les fruits de cette phase sous la forme d'un Rapport de fin de phase soumis (Appendice 9) et en étant témoin des tests. Le Rapport de fin de phase sera évalué sur base d'un mécanisme de cotation objectif. Veuillez consulter l'Appendice 7, Modèle de cotation pour le Résultat de la Phase, qui fournit une description du modèle de cotation qui servira au CVT pour évaluer la réalisation avec succès de la Phase. Les Rapports de fin de phase seront d'abord cotés indépendamment par chaque membre du CVT. Après la cotation individuelle de tous les Rapports de fin de phase, le CVT organisera une entrevue individuelle pour atteindre une décision unanime, sélectionner le ou les Adjudicataires ayant atteint les résultats attendus de manière satisfaisante ou avec succès et attribuer une certification BroadWay (SpiceNet) (voir ci-dessous).

b) Évaluation opérationnelle par des Praticiens

Le Projet pilote servira dans plusieurs scénarios de test opérationnels (essais) impliquant des praticiens (EEP). Cette activité sera dirigée par la DEBRK, qui coordonnera les essais. Plusieurs critères d'évaluation opérationnels non fonctionnels seront utilisés pour guider les praticiens dans leur évaluation de l'utilité du système pilote.

Une fois les tests techniques et l'évaluation opérationnelle évalués, le CVT organisera une réunion pour atteindre une décision unanime sur base **a) des Tests techniques et tests des Objectifs et de b) l'Évaluation opérationnelle**. La ou les solutions préférées seront sélectionnées et recevront une certification BroadWay (SpiceNet) formelle.

Fruits attendus (par Phase)

Fruits attendus					
Phase 1 : Ébauche de solution					
	Objectif :	<p>Au cours de cette Phase, les Adjudicataires sélectionnés seront priés de fournir une ébauche de solution traitant de tous les Objectifs de BroadWay et des ébauches de plate-forme de test.</p> <p>Sur base des Objectifs (Challenge des PCP (TD2)), le but est de démontrer la faisabilité technique, financière et commerciale de l'approche et des concepts proposés pour répondre aux besoins des achats.</p>			
	Résultats :	<p>Les Adjudicataires fourniront un Rapport de fin de phase incluant un rapport d'ébauche détaillé écrit sur l'architecture, la mise en œuvre des services, la sécurité, la gestion, les normes utilisées, applications, appareils, fonctionnalités innovantes et descriptions détaillées des ébauches de plate-forme de test. La méthodologie des praticiens est aussi un Objectif clé.</p>			
Jalons et livrables		Pour quand ?	Comment ?	Résultats	
	Jalons :	M1.1) Lancement	Mois 1	Réunion physique et/ou en ligne	Présentation de l'équipe de l'Adjudicataire Ébauche de solution pour tous les Objectifs Validation technique conformément à l'Offre Évaluation par les praticiens conformément à l'Offre Q&R
		M1.2) Prototype Contrats conclus	Mois 9	Signature physique	Contrats signés reçus
	Livrables :	D1.1) Ébauches soumises	Mois 5	Soumission électronique du livrable	Description détaillée de l'ébauche de solution, validation technique et évaluation par les praticiens
		D1.2) Rapport de fin de phase de la Phase Ébauche	Mois 5	Soumission électronique du livrable	Rapport de fin de phase

Points à traiter dans un Rapport de fin de phase :		Description de l'état de la technique d'une part et de l'innovation d'autre part Mesures prises pour protéger les Résultats de R&D (DPI) Liste des noms et localisation du personnel qui a mené les activités de R&D Résumé des principaux résultats atteints Consultez également l'Appendice 9 pour un modèle de Formulaire de reporting de fin de phase		
Phase 2 : Phase Prototype de solution				
Objectif :		Tout au long de cette Phase, les Adjudicataires de la Phase 2 développeront leurs ébauches pour aboutir aux prototypes opérationnels, à l'évaluation des praticiens et aux plates-formes de test nécessaires pour les tests. Durant la Phase Prototype, les Adjudicataires fourniront des tests sur la disponibilité, la sécurité, la gestion, la mobilité opérationnelle et les applications. Pour suivre les progrès et faciliter le dialogue, des Rapports bimestriels, complétés par une téléconférence présidée par l'Équipe de monitoring, seront organisés.		
Résultats :		Les Adjudicataires fourniront un Rapport de fin de phase incluant un rapport de prototypage détaillé écrit sur l'architecture, la mise en œuvre des services, la sécurité, la gestion, les normes utilisées, applications, appareils, fonctionnalités innovantes et descriptions détaillées des prototypes de plate-forme de test. La méthodologie des praticiens est aussi un Objectif clé.		
Jalons et livrables		Pour quand ?	Comment ?	Résultats
Jalons :	M2.1) Début de la Phase Prototype	Mois 9	Réunion physique et/ou en ligne	Revue du Plan d'action entre Équipe de monitoring et Adjudicataires/Q&R
	M2.2) Démonstration intermédiaire des prototypes au CVT	Mois 14	Réunion physique ; le lieu peut être distinct du site où se trouve le prototype	Brouillon de D2.2 Présentation des niveaux atteints par le prototype et démonstration des résultats
	M2.3) Démonstration des prototypes au CVT	Mois 20	Réunion physique ; le lieu peut être distinct du site où se trouve le prototype	D2.2
	M2.4) Contrats des Projets pilotes conclus	Mois 23	Signature physique	Contrat spécifique signé reçu
Livrables :	D2.1) Rapport de mise en œuvre du prototype et plan de test	Mois 16	Soumission électronique du livrable	Le livrable se composera de processus de test, de la

					spécification du prototype final et de la description de la mise en œuvre.
		D2.2) Résultats des tests des prototypes	Mois 20	Soumission électronique du livrable	<p>Objectif des tests</p> <p>Résumé des caractéristiques testées</p> <p>Il faut fournir pour chaque test :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stratégie de test détaillée (mention de tous les préalables nécessaires pour les tests et manière de les atteindre) - Environnement opérationnel (lieu d'accomplissement des tests et informations détaillées sur le matériel, les logiciels et les outils développés employés) - Informations détaillées sur l'équipe chargée du processus de test avec une description des rôles - Description du plan de test avec documentation détaillée sur les mesures à prendre pour procéder au test - Résultats de chaque test (le cas échéant, les critères des tests doivent être spécifiés, tout

					comme la plage des valeurs qui détermineront le passage du test). -
		D2.3) Rapport de fin de phase de la Phase Prototype	Mois 20	Soumission électronique du livrable	Rapport de fin de phase
	Points à traiter dans un Rapport de fin de phase :	Description de l'état de la technique d'une part et de l'innovation d'autre part Mesures prises pour protéger les Résultats de R&D (DPI) Liste des noms et localisation du personnel qui a mené les activités de R&D Résumé des principaux résultats atteints Consultez également l'Appendice 9 pour un modèle de Formulaire de reporting de fin de phase			
Phase 3 : Projet pilote					
	Objectif :	Dans cette Phase finale, le développement des prototypes se poursuit jusqu'à des solutions qui font l'objet de projets pilotes, sont validées par des plates-formes de test et évaluées dans des scénarios de test en conditions réelles.			
	Résultats :	Les Adjudicataires fourniront un Rapport de fin de phase incluant un rapport de projet pilote détaillé écrit sur l'architecture, la mise en œuvre des services, la sécurité, la gestion, les normes utilisées, applications, appareils, fonctionnalités innovantes et descriptions détaillées des ébauches de plate-forme de test. La méthodologie des praticiens est aussi un Objectif clé.			
	Jalons et livrables		Pour quand ?	Comment ?	Résultats
	Jalons :	M3.1) Début de la Phase Projet pilote	Mois 23	Réunion physique et/ou en ligne	Revue du Plan d'action entre Équipe de monitoring et Adjudicataires/Q&R
		M3.2) Démonstration du projet pilote au CVT	Mois 28	Réunion physique en un lieu adapté qui servira de site au projet pilote	D3.2
		M3.3) Projet pilote prêt pour l'Évaluation par les praticiens	Mois 30	Réunion physique en un lieu adapté qui servira de site au projet pilote	Description de la mise en œuvre du projet pilote mettant l'accent sur le niveau TRL8 des

					caractéristiques mises en démonstration
		M3.4) 1 ^{ers} certificats SpiceNet attribués	Mois 33	Réunion physique	Certificat
	Livrables :	D3.1) Rapport de mise en œuvre du projet pilote et plan de test	Mois 27	Soumission électronique du livrable	Rapport du plan de test technique La documentation se composera de processus de test, de la spécification du projet pilote final et de la description de la mise en œuvre.
		D3.2) Résultats des tests des projets pilotes	Mois 30	Soumission électronique du livrable	Objectif de la démonstration Résumé des caractéristiques faisant l'objet de la démonstration Il faut fournir pour chaque test : <ul style="list-style-type: none"> - Stratégie de test détaillée (mention de tous les préalables nécessaires pour les tests et manière de les atteindre) - Environnement opérationnel (lieu d'accomplissement des tests et informations détaillées sur le matériel, les logiciels et les outils développés employés) - Informations détaillées sur l'équipe chargée du processus de

					<p>test avec une description des rôles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Description du plan de test avec documentation détaillée sur les mesures à prendre pour procéder au test - Résultats de chaque test (le cas échéant, les critères des tests doivent être spécifiés, tout comme la plage des valeurs qui détermineront le passage du test).
		D3.3 Rapport d'évaluation du projet pilote par les praticiens	Mois 32	Soumission électronique du livrable	<p>Rapport d'évaluation des praticiens :</p> <p>Objectif de la démonstration</p> <p>Résumé des caractéristiques ayant fait l'objet de la démonstration</p> <p>Bon fonctionnement au niveau TRL8 de toutes les caractéristiques ayant fait l'objet de la démonstration</p>
		D3.4 Rapport de fin de phase de la Phase Projet pilote	Mois 32	Soumission électronique du livrable	Rapport de fin de phase
	Points à traiter dans un Rapport de fin de phase :	<p>Description de l'état de la technique d'une part et de l'innovation d'autre part</p> <p>Mesures prises pour protéger les Résultats de R&D (DPI)</p> <p>Liste des noms et localisation du personnel qui a mené les activités de R&D</p> <p>Résumé des principaux résultats atteints</p>			

		Consultez également l'Appendice 9 pour un modèle de Formulaire de reporting de fin de phase
--	--	---

Tableau 2. Fruits attendus par Phase

3.6 DPI

3.6.1 Propriété des Connaissances préexistantes et des Résultats de R&D (Connaissances nouvelles)

Les risques et bénéfices de la R&D seront partagés entre les Adjudicataires et l'Acheteur principal de manière à inciter toutes les parties à poursuivre une commercialisation à grande échelle et à adopter les nouvelles solutions.

Tous les Droits de propriété intellectuelle (DPI) des Connaissances préexistantes et les Secrets d'affaires resteront la propriété exclusive de la partie qui les fournit.

Chaque Adjudicataire restera propriétaire des DPI et Secrets d'affaires associés aux Résultats de R&D qu'il génère durant la mise en œuvre des PCP. Le prix offert est censé en tenir compte. L'Acheteur principal et le Groupe d'acheteurs ont le droit de procéder à un monitoring de la gestion des DPI et des Secret d'affaires.

Les Adjudicataires doivent informer le Groupe d'acheteurs (par l'intermédiaire de l'Acheteur principal) des Résultats de R&D qui peuvent être exploités, qu'ils puissent être protégés ou pas, à la fin de chaque Phase. Les informations soumises à l'Acheteur principal doivent inclure des informations sur le contenu des Résultats de R&D, des DPI des Connaissances préexistantes et des Secrets d'affaires, la confirmation par l'Adjudicataire qu'il les protège et le calendrier prévu pour la protection.

Si l'Adjudicataire ne cherche pas à protéger des Résultats de R&D qui devraient l'être, les Membres du GA ont le droit d'exiger que ces Résultats de R&D leur soient transférés.

Les Adjudicataires accordent à chaque Membre du GA, de manière irrévocable, illimitée, dans le monde entier, une licence non exclusive, payée à 100 % et exempte de royalties, ainsi que le droit d'utiliser les Résultats de R&D, y compris les prototypes ou systèmes pilotes, ainsi que les Connaissances préexistantes pour toutes les utilisations par le Groupe d'acheteurs de BroadWay des Résultats de R&D visant à mettre sur pied, utiliser, gérer et entretenir un système mobile à large bande européen, connectant entre eux les systèmes de communication mobile à large bande des services de secours et de sécurité, nouveaux et existants, durant l'Accord-cadre et après son achèvement, jusqu'à l'expiration des derniers Droits de propriété intellectuelle correspondants.

Les Membres du GA ont en outre le droit d'exploiter les Résultats de R&D à d'autres fins à des conditions significativement meilleures que celles qui prévalent sur le marché, reflétant le fait que ces Membres du GA ont en partie financé la recherche qui a mené aux Résultats de R&D (section 7.4.2 de l'Accord-cadre), avec une offre au meilleur prix pour les produits issus des Résultats de R&D (section 7.5.3 de l'Accord-cadre).

Ils seront en possession des échantillons de prototypes physiques ou du système pilote (veuillez consulter la clause 7.2.4 de l'Accord-cadre).

Les Membres du GA ont en outre le droit d'accorder (ou d'exiger que les Adjudicataires accordent) à des tierces parties des licences non exclusives d'exploiter les Résultats de R&D dans des conditions équitables et raisonnables (sans droit de sous-licence) selon les dispositions de la clause 7.5.2 de l'Accord-cadre, c'est-à-dire si l'Adjudicataire ne respecte pas son obligation d'exploiter commercialement les Résultats de R&D dans les trois (3) ans qui suivent la fin du Projet ou s'il utilise ces Résultats de R&D au détriment de l'intérêt public, intérêts en matière de sécurité compris.

Les Adjudicataires peuvent transférer la propriété de leurs Résultats de R&D – sauf si c'est interdit (ou limité) à cause des obligations de sécurité et à condition qu'ils garantissent l'application de leurs obligations (à l'égard de ces Résultats de R&D) au nouveau propriétaire et l'obligation de ce dernier de faire de même pour tout transfert ultérieur. Dans cette situation, l'Adjudicataire doit les avertir au moins nonante (90) jours à l'avance de son

intention de transférer la propriété des Résultats de R&D et cette notification doit contenir assez d'informations sur le nouveau propriétaire pour que les Membres du GA puissent évaluer les effets sur leurs droits d'accès. Tout Membre du GA peut émettre une objection dans les quarante-cinq (45) jours qui suivent la réception de la notification s'il peut montrer que le transfert affecterait négativement ses droits d'accès. En cas d'objection, le transfert ne peut avoir lieu tant qu'un accord n'a pas été atteint entre les parties concernées. Le nouveau propriétaire sera tenu par l'Accord-cadre et doit explicitement entreprendre de respecter toutes les obligations de l'Adjudicataire en vertu de cet Accord-cadre (y compris le respect des droits du Groupe d'acheteurs en vertu de cet Accord-cadre) et inclure une obligation identique pour toute cession ultérieure de droits ou octroi de licences.

Pour assurer qu'un **prix de marché équitable** est proposé, les Soumissionnaires doivent stipuler :_

Le **prix hypothétique** qu'ils auraient donné si tous les DPI, y compris la propriété des Résultats de R&D dans le cadre des PCP, avaient été entièrement détenus par le Groupe d'acheteurs et si les Soumissionnaires n'avaient pas la possibilité d'exploiter ces Résultats de R&D (le « **Prix virtuel** »), mais aussi le **prix** qui tient compte du fait qu'ils conservent la propriété des DPI attachés aux Résultats de R&D dans le cadre de ces PCP, conformément aux dispositions de l'Accord-cadre, et du fait qu'ils peuvent exploiter ces Résultats de R&D (le « **Prix réel** »).

Dans le marché public ultérieur lié aux Résultats de R&D finaux, il faut uniquement exiger des Membres du GA qu'ils paient un prix représentant une quote-part équitable correspondant à leur investissement au cours de ces PCP.

3.6.2 Exploitation commerciale des Résultats de R&D

Le potentiel commercial des résultats est estimé à 1,4 million d'intervenants des services de secours et de sécurité.

Les Adjudicataires sont censés protéger leurs DPI et Secrets d'affaires et exploiter commercialement les résultats de la R&D entreprise dans le cadre de ces PCP dans une période de **trois (3) ans** après la fin de l'Accord-cadre. À cet égard, l'Acheteur principal invite les Soumissionnaires (dans la section 3, Faisabilité commerciale de la Proposition technique, en Annexe B) à explorer plusieurs approches innovantes et à les proposer avec un modèle d'affaires à l'épreuve du temps et un plan de commercialisation en ligne avec le développement et l'exploitation de logiciels à la pointe de la technique, comme le développement communautaire, par exemple FOSS (logiciels libres et à code source ouvert), etc., dans l'esprit des meilleures pratiques logicielles. Les Adjudicataires doivent élaborer un plan crédible pour garantir l'accès des Membres du GA aux solutions résultant du travail de R&D réalisé dans le cadre des PCP de BroadWay. Il faut assurer que les Membres du GA peuvent continuer de bénéficier des solutions après la fin du Projet.

Le plan d'affaires/de commercialisation doit expliquer l'approche proposée pour exploiter commercialement les Résultats de R&D des PCP et mettre sur le marché un produit ou service viable. Le plan d'affaires est censé tenir compte des parties prenantes impliquées et de la chaîne de valeur. Sont également attendus un plan indicatif d'investissement et d'exploitation, de même qu'un plan indicatif d'établissement des coûts (frais de déplacement et/ou financement d'autorités publiques) pour les sites pilotes. Sur base de l'analyse de marché, de premières perspectives devraient être tracées quant au rapport coût/bénéfice dans la transition menant à un déploiement à l'échelle réelle. Le plan doit aussi dresser la liste des sujets dont la pertinence est manifeste pour la commercialisation mais pour lesquels il n'y a pas encore de données quantitatives disponibles.

De plus, une analyse de marché doit fournir des indications qualitatives globales sur le potentiel commercial des services des PCP dans les deux régions pilotes ainsi qu'à l'échelle européenne. L'analyse de marché doit au moins indiquer des champs potentiels de déploiement à cibler prioritairement (zones géographiques/services) et d'éventuelles barrières (p. ex. politiques, techniques, organisationnelles, financières, éthiques) à ce déploiement. La faisabilité des principes des licences, des modèles d'affaires, de la tarification et de la distribution doit aussi apparaître.

Décrivez l'innovation de la solution proposée par rapport à l'état de la technique. Cette partie doit se focaliser sur la valeur ajoutée de la solution BroadWay par rapport aux services commercialisés à la pointe actuelle de la technique (pas vis-à-vis de solutions toujours en phase pilote) quant aux aspects suivants :

- Confort pour les utilisateurs et impact sur le consentement à payer

- Rapport coût/bénéfice pour les opérateurs chargés de la sécurité publique
- Financement public requis

Les Adjudicataires doivent prendre en considération la future certification de leurs solutions ou leur contribution à la normalisation. La faisabilité du plan d'affaires en ce qui concerne l'exploitation commerciale des résultats de R&D (Proposition technique) sera évaluée dans le cadre des Critères d'attribution. De plus, le plan de commercialisation fera partie des Rapports de fin de phase de chacune des trois Phases ainsi que des propositions pour les Phases 2 et 3.

En plus des activités de commercialisation assurées par les Adjudicataires, les Membres du GA feront la promotion des Résultats de R&D. Ils diffuseront également activement les Résultats de R&D des Adjudicataires à la fin de chaque Phase par l'intermédiaire d'événements publics et sectoriels pertinents. Le Groupe d'acheteurs a pour but d'aider à développer un marché opérationnel pour un tel type de solutions afin d'assurer leur aptitude à l'emploi et leur pérennité et d'aider à surmonter d'éventuelles barrières au déploiement définies ensemble.

Un plus grand événement final, organisé par l'Acheteur principal, est prévu. Durant cet événement, toutes les solutions finales seront présentées et des initiatives de suivi potentielles seront alors discutées avec le réseau étendu de partenaires.

3.7 Déclaration de droits préexistants (connaissances préexistantes)

Les PCP ne modifieront pas la propriété des droits préexistants. Pour pouvoir distinguer clairement des résultats et des droits préexistants (et pour établir qui détient quels droits préexistants) : les Adjudicataires devront fournir à l'Acheteur principal une liste écrite complète de leurs Droits de propriété intellectuelle et Secrets d'affaires liés aux Connaissances préexistantes (voir clause 7.2.2 de l'Accord-cadre).

SECTION 4: COMPOSANTES ET CONFORMITÉ DE L'OFFRE

4.1 Liste des documents des PCP

Cette Mise en concurrence pour les PCP comprend les documents suivants :

- TD1 Appel d'offres (AO), y compris ses Appendices et son Annexe (le présent document)
- TD2 Challenge des PCP
- TD3 Accord-cadre (modèle)
- TD4 Contrat spécifique pour la Phase 1 (modèle)

Conformément au Calendrier A de la clause 1 de l'Accord-cadre (TD3), ce dernier comprend les documents suivants ; par ailleurs, en cas de divergence entre l'Accord-cadre et/ou un Contrat spécifique d'une part et les Documents d'appel d'offres d'autre part, les documents prévaudront dans l'ordre suivant :

- i. TD1 - AO et TD2 - Challenge des PCP
- ii. Accord-cadre et autres documents d'appel d'offres
- iii. Contrat spécifique
- iv. Offre de l'adjudicataire

4.2 Exigences en matière de soumission d'une offre

Les Soumissionnaires doivent :

- Soumettre toute la documentation requise par l'AO avec leur Offre ;
- Respecter le format de l'AO et répondre à chaque élément dans l'ordre établi par ce dernier ;
- Se conformer à toutes les instructions et exigences énoncées dans l'AO ;
- Soumettre le DUME ;
- N'altérer ou ne modifier l'AO d'aucune manière.

Les Offres doivent être reçues **au plus tard le 3 juin 2019 à 12h00 (midi) CEST.**

Tous les Soumissionnaires doivent utiliser les Documents d'appel d'offres de BroadWay, qui sont accessibles avec tous les autres Documents d'appel d'offres en suivant les instructions de l'Avis de marché sur TED et www.publicprocurement.be. Les Documents d'appel d'offres sont publiés sur le site web de BroadWay – www.broadway-info.eu.

Toutes les Offres doivent être soumises comme suit :

- Les Offres **doivent être soumises électroniquement** via la plate-forme électronique d'e-Tendering du Gouvernement fédéral belge : www.publicprocurement.be.
- Les Offres **contiendront des Sections administrative, technique et financière** (voir Annexes A à D) ; toutes les annexes ou pièces jointes, obligatoires ou non, seront **signées** électroniquement **par le Soumissionnaire**.

Le site web belge e-Tendering fournit des informations relatives à la gestion électronique du système de marchés publics, de la publication de l'Avis de marché à l'attribution de Contrats (marchés). Tous les détails sont disponibles sur le portail web : <https://www.publicprocurement.be/fr/publicprocurementbe-english-0>

Il est fortement conseillé aux Soumissionnaires de lire les directives de l'Appendice 4, Soumission électronique de l'Offre BroadWay, avant de soumettre une Offre.

Chaque Soumissionnaire assume la responsabilité pleine et entière du téléchargement correct, complet et en temps opportun de sa seule et unique Offre. Les Offres en retard et/ou ne respectant pas les conditions susmentionnées seront considérées comme non conformes et donc exclues.

Une seule Offre sera acceptée par Soumissionnaire faisant office de **Soumissionnaire principal**. Ne soumettez pas d'Offre sur papier et ne soumettez pas plus d'une Offre électronique. La soumission d'une copie de réserve, sous quelque forme que ce soit, n'est pas autorisée.

Veuillez ne pas envoyer d'Offres complétées par la poste ou par tout autre moyen que celui ordonné.

Si l'Offre excède le nombre limite de pages, tous les mots et/ou pages excédant la limite spécifiée ne seront pas pris en considération. Les Soumissionnaires utiliseront une taille de police d'au moins 10 points. Veuillez consulter l'Appendice 8, Tableau des limites en termes de pages, pour le nombre limite de pages.

De plus amples informations spécifiques quant aux exigences relatives aux Offres des Phases 2 et 3 seront fournies dans les Mises en concurrence réduites respectives de ces phases.

4.3 Offres conformes

Si un Soumissionnaire ne parvient pas à respecter, sous quelque aspect que ce soit, les exigences de l'AO, l'Acheteur principal se réserve le droit de rejeter son Offre comme non conforme ou, sans préjudice de son droit et dans le respect de ses obligations légales, de prendre toute autre mesure considérée comme appropriée, y compris les suivantes, mais sans s'y limiter :

- Chercher des clarifications écrites auprès du Soumissionnaire ;
- Solliciter de plus amples informations auprès du Soumissionnaire ;
- Renoncer à une exigence qui, du point de vue de l'Acheteur principal, n'est pas essentielle ou est procédurale.

Les Soumissionnaires doivent :

- a) Compléter et soumettre avec leur Offre le **Document unique de marché européen (DUME)⁸** joint en **Annexe A - DUME**. Le DUME est aussi disponible sur <https://ec.europa.eu/tools/espd>, où ils peuvent le compléter et le télécharger. Ils peuvent aussi soumettre un DUME qui a déjà servi lors d'une précédente procédure d'achat, À CONDITION DE confirmer :
 - (i) Que les informations qu'il contient sont toujours correctes et
 - (ii) Qu'ils respectent les Critères de sélection et de conformité tel qu'il est complété, selon les stipulations des sections 5.3 et 5.4 ci-dessous.

Avis important : BroadWay s'étant engagé à mettre en œuvre les recommandations de la communication C(2018) 3051, son DUME a été taillé sur mesure pour correspondre aux besoins de ces PCP. Par conséquent, tenez dûment compte des Parties supplémentaires I à IX du DUME (situé en Annexe A), qui devront être complétées et soumises en tout ou en partie.

- b) Soumettre toute la documentation requise par l'AO avec leur Offre ;
- c) Respecter le format de cet AO et répondre à chaque élément dans l'ordre établi par ce dernier.
- d) Confirmer et respecter toutes les instructions et exigences énoncées dans l'AO.

N'altérer ou ne modifier l'AO d'aucune manière.

⁸ Conformément à ce que recommande la communication C(2018) 3051 « Orientations sur la passation de marchés de solutions innovantes », du 15 mai 2018, au paragraphe 3.1, les PCP de BroadWay adoptent le recours au DUME dans leur mise en concurrence de Soumissionnaires (<https://ec.europa.eu/docsroom/documents/29261>).

4.4 Section administrative de l'Offre

Pour être éligibles, les Soumissionnaires soumettront les documents et déclarations suivants, dans l'ordre indiqué par la liste ci-dessous :

Annexe A - DUME

Annexe B - Proposition technique

Annexe C - Proposition financière et ventilation des coûts

Annexe D - Proposition financière et ventilation des coûts pour la Phase 1

Annexe E - Formulaire de Sélection de la Langue Officielle

Le Soumissionnaire est, par son Offre, tenu à une période de validité de 120 jours calendrier débutant à l'échéance ultime de soumission, soit le 3 octobre 2019.

L'Acheteur principal peut exiger une clarification, une preuve supplémentaire ou des détails plus amples que ceux fournis. Conformément au principe de traitement à égalité, aucune modification des Offres ne doit être ni recherchée ni acceptée à travers des demandes de clarification. Si les clarifications fournies s'avèrent non conformes à ce qui était demandé, l'Offre sera exclue de toute évaluation ultérieure.

Les informations fournies dans la Section administrative de l'Offre serviront à évaluer les Offres.

4.5 Section technique de l'Offre

Les Offres doivent inclure une **Proposition technique** détaillée pour la Phase 1, contenant :

- Un **plan technique** décrivant sommairement les idées du Soumissionnaire pour répondre à chacun des onze (11) Objectifs repris dans le Challenge des PCP (TD2), à propos tant de la fonctionnalité que des performances, ainsi que les détails techniques de la manière dont ils seraient mis en œuvre. Ce **plan technique** doit contenir une explication de la méthode, un plan de travail avec calendrier, livrables et jalons comme les détaillent l'AO (TD1) et le Challenge des PCP (TD2). L'Offre doit spécifier les plans et Objectifs des Phases 2 et 3 ultérieures et au-delà.
- Un **brouillon de plan d'affaires** expliquant l'approche proposée pour exploiter commercialement les résultats de R&D des PCP et mettre sur le marché un produit ou service viable (**faisabilité commerciale**).
- Un plan évaluant la **solution et la pérennité des tests en dehors** de ces PCP.
- Une **évaluation des risques et une stratégie d'atténuation des risques**.
- Une réponse à la question : cette Offre implique-t-elle des questions éthiques ? (OUI/NON) Et si la réponse est OUI, une autoévaluation éthique avec des explications sur la manière de répondre aux questions éthiques.
- Une réponse à la question : cette Offre implique-t-elle des activités ou résultats susceptibles de soulever des questions de sécurité et/ou des informations classifiées de l'UE en tant que connaissances préexistantes ou résultats ?
- Une liste des **droits préexistants (Connaissances préexistantes)** pertinents pour la solution proposée par le Soumissionnaire, afin de permettre d'évaluer les dépendances des DPI dans les 30 jours de l'attribution de l'Accord-cadre. Veuillez consulter la clause 7 de l'Accord-cadre.

La Section technique de l'Offre est décrites à l'**Annexe B**. Les Offres qui ne satisfont pas ces exigences seront exclues.

Les informations fournies dans la Section technique de l'Offre serviront à évaluer les Offres.

4.6 Section financière de l'Offre

L'Offre doit englober une **Proposition financière** détaillée spécifiant ce qui suit :

- Des **prix unitaires contraignants** pour tous les éléments nécessaires pour mener la Phase 1 à bien et pour les éléments dont on s'attend à ce qu'ils soient nécessaires pour les Phases 2 et 3 (en euros, hors TVA mais incluant tous les autres droits et taxes). Les Soumissionnaires doivent remettre des prix unitaires/taux horaires contraignants pour chaque catégorie de ressources de R&D (p. ex. chercheurs ou développeurs juniors ou seniors, etc.) et préciser les autres coûts. Les Soumissionnaires doivent aussi remettre des prix unitaires contraignants pour leurs propres ressources pour les Phases 2 et 3 qui ne sont pas censées être employées en Phase 1, ainsi que des coûts unitaires estimés pour les ressources des tierces parties employées au cours des Phases 2 et 3 ;
- Un **prix total** fixe pour la Phase 1 et un prix total estimé pour les Phases 2 et 3, ventilés pour montrer les prix unitaires et le nombre de chaque unité nécessaire pour mener à bien la Phase 1 (en euros, hors TVA mais incluant tous les autres droits et taxes).

La **Section financière** inclura en outre :

- Une **ventilation du prix** montrant le prix des services de R&D (pour démontrer la conformité à la définition de la R&D du critère de conformité A, Conformité à la définition des services de R&D) ;
- Une **ventilation du prix** montrant le lieu ou le pays où différentes catégories d'activités doivent être menées à bien (p. ex. *x heures de chercheur senior dans le pays L, à y euros/heure, a heures de développeur junior dans le pays M à b euros/heure*) (pour démontrer la conformité à l'exigence liée au lieu d'exécution du critère de conformité C, Conformité aux exigences liées au lieu d'exécution du contrat) ;
- la **compensation financière** valorisant les bénéfices et risques de l'attribution de la propriété des DPI au fournisseur (c'est-à-dire les DPI générés par le fournisseur au cours des PCP), en donnant une valeur absolue à la réduction de prix entre le prix proposé dans l'offre et le prix avec exclusivité de développement (c'est-à-dire le prix qui aurait été remis si la propriété des DPI devait être transférée aux acheteurs) afin d'assurer la conformité avec l'encadrement des aides d'État à la R&DI de l'UE.

Les prix unitaires donnés pour chaque catégorie d'éléments (p. ex. les taux horaires pour des chercheurs, développeurs et testeurs juniors et seniors) restent contraignants pour toutes les Phases (c'est-à-dire pour la durée de l'accord-cadre).

Les informations fournies dans la Section financière de l'Offre serviront à évaluer les Offres sur base des Critères d'attribution relatifs aux Prix.

De plus amples informations relatives aux Propositions des Phases 2 et 3 seront fournies dans les Mises en concurrence réduites. Le Prix pour les Propositions des Phases 2 et 3 doit se baser sur les prix unitaires contraignants de l'Offre et les conditions de Prix énoncées dans l'Accord-cadre. Lorsque de nouveaux prix unitaires (p. ex. pour de nouvelles tâches ou de nouveaux équipements) seront ajoutés ultérieurement aux Propositions de la Phase 2 ou 3, ils deviendront contraignants pour les Phases restantes.

De semblables Ventilations de prix seront requises pour les Mises en concurrence réduites des Phases 2 et 3.

La compensation financière des DPI doit refléter la **valeur de marché** des bénéfices reçus (c'est-à-dire l'opportunité d'exploitation commerciale qu'offrent les DPI) et des risques assumés par l'Adjudicataire (c'est-à-dire le coût de maintien des DPI et de mise sur le marché des produits).

Pour assurer qu'un prix de marché équitable est proposé, les Soumissionnaires doivent stipuler deux prix :

TD1 Appel d'offres BroadWay

- 1) Le prix hypothétique qu'ils auraient donné si tous les Droits de propriété intellectuelle, y compris la propriété des Résultats de R&D dans le cadre des PCP, avaient été entièrement détenus par le Groupe d'acheteurs et si les Soumissionnaires n'avaient pas eu la possibilité d'exploiter ces Résultats de R&D (le « **Prix virtuel** ») ;
- 2) Le prix qui tient compte du fait qu'ils conservent la propriété des Droits de propriété intellectuelle attachés aux Résultats de R&D dans le cadre des PCP, conformément aux dispositions des contrats, et du fait qu'ils peuvent exploiter ces Résultats de R&D (le « **Prix réel** »).

Le **Prix réel** sera évalué selon la formule exposée à l'Appendice 6.

Les prix unitaires donnés pour chaque catégorie d'éléments (p. ex. les taux horaires pour des chercheurs, développeurs et testeurs juniors et seniors) restent contraignants pour toutes les Phases (c'est-à-dire pour la durée de l'accord-cadre).

Vu que tous les Adjudicataires seront payés par l'Acheteur principal et qu'ASTRID est l'Acheteur principal de ces PCP, c'est le régime belge de la TVA qui sera d'application.

Dans les Propositions des Phases 2 et 3, les Soumissionnaires doivent aussi fournir une ventilation du prix, comme lors de la Phase 1.

La Section financière de l'Offre pour les PCP de BroadWay doit être soumise au moyen des **Annexes C et D**. Les informations fournies dans cette section de l'Offre serviront à évaluer les Offres sur base des Critères d'attribution relatifs aux Prix et des Critères de conformité.

L'Acheteur principal peut rejeter une Offre s'il a déterminé que le prix soumis, combiné à d'autres éléments constitutifs de la soumission de l'offre, est anormalement bas eu égard à l'objet des achats et soulève des inquiétudes chez l'Acheteur principal quant à la capacité du Soumissionnaire à mener les Contrats à bien. Si l'Acheteur principal considère qu'une Offre est peut-être anormalement basse, il exigera du Soumissionnaire principal de fournir, par écrit, des détails sur les éléments constitutifs de l'Offre, en particulier en ce qui concerne :

- L'organisation des services fournis ;
- Les solutions techniques choisies ;
- D'éventuelles conditions exceptionnellement favorables à disposition du Soumissionnaire pour l'exécution du travail ;
- La conformité aux dispositions relatives à la protection de l'emploi et des conditions de travail du lieu où le travail est accompli.

SECTION 5: ÉVALUATION DES OFFRES

5.1 Vue d'ensemble de l'Évaluation

Ces PCP visant à attribuer les Contrats se basent sur les quatre catégories suivantes :

1. **Section 5.2 - Les Motifs d'exclusion** : évalue la situation individuelle d'un Soumissionnaire ;
2. **Section 5.3 - Les Critères de sélection** : détermine si un Soumissionnaire dispose de la capacité financière, technique et professionnelle nécessaire pour mener à bien et accomplir le travail ;
3. **Section 5.4 - Les Critères de conformité** : évalue si l'Offre soumise est conforme aux principes des PCP, de financement public, de lieu d'exécution, d'intégrité de la recherche et de sécurité ;
4. **Section 5.5 - Les Critères d'attribution** : attribue les contrats aux Soumissionnaires les mieux classés.

Seuls les Soumissionnaires qui ont :

- a) Soumis des Offres conformes en vertu de la section 4.3 ci-dessus et
- b) Déclaré par le biais de la **Partie III : Motifs d'exclusion** du **DUME** de l'Annexe A que soit :
 - (i) Aucun motif impérieux d'exclusion du Soumissionnaire ne s'applique à eux, soit
 - (ii) Dans des circonstances où un quelconque Motif d'exclusion impérieux s'applique au Soumissionnaire, ce dernier peut fournir des preuves attestant que les mesures qu'il a prises suffisent à démontrer sa fiabilité en dépit de l'existence d'un tel motif d'exclusion pertinent et
- c) Déclaré par le biais de la **Partie IV du DUME** qu'ils respectent les **Critères de sélection** de cette Mise en concurrence pour les PCP énumérés dans la section 5.3, et qui ont fourni des preuves à l'appui,
- d) Déclaré par le biais d'une **Partie V du DUME** qu'ils satisfont les **Critères de conformité** de cette Mise en concurrence pour les PCP énumérés dans la section 5.4,

seront évalués selon les Critères d'attribution de la section 5.6.

- Les Soumissionnaires doivent noter que lorsqu'un Soumissionnaire/Soumissionnaire principal **recourt aux** capacités d'autres entités (par exemple, des Sous-traitants) pour satisfaire le moindre Critère de sélection de la section 5.3, il doit s'assurer que chacune de ces entités :
 - (i) Complète et soumet un DUME distinct relatif à chacune des entités de ce type et
 - (ii) Soumet, à la demande de l'Acheteur principal, des preuves que chacune de ces entités mettra les ressources nécessaires à la disposition du Soumissionnaire.
- Lorsqu'un Soumissionnaire/Soumissionnaire principal entend Sous-traiter toute partie d'un Contrat spécifique à un Sous-traitant, mais **ne recourt pas** aux capacités d'un tel Sous-traitant pour satisfaire le moindre Critère de sélection de la section 5.3 ci-dessous, il doit s'assurer que chaque Sous-traitant soumet un DUME distinct relatif à ce Sous-traitant, en complétant les sections de ce DUME spécifiées dans la section 2.D du DUME de cette Mise en concurrence.

L'Acheteur principal se réserve le droit de demander à des Soumissionnaires, à tout moment de la Mise en concurrence, de soumettre tout ou partie de ce qui suit afin de vérifier le statut du Soumissionnaire (Adjudicataire principal et tout Sous-traitant compris) :

- (i) Des preuves attestant que les mesures prises par l'entité concernée suffisent à démontrer sa fiabilité en dépit de l'existence d'un Motif d'exclusion pertinent et
- (ii) Tout ou partie des documents justificatifs spécifiés dans les sections 5.2 - Motifs d'exclusion (Partie III du DUME : Motifs d'exclusion) et 5.3 – Critères de sélection (Partie IV du DUME : Critères de sélection) si l'Adjudicataire principal **recourt** aux capacités de Sous-traitants quelconques.

Si, à la demande de l'Acheteur principal, un Soumissionnaire ne fournit pas des preuves considérées par l'Acheteur principal comme suffisantes pour démontrer :

- (i) sa satisfaction des Critères de sélection (ou de l'un d'eux) conformément à l'AO et
- (ii) l'absence de Motifs d'exclusion ou sa fiabilité malgré l'existence d'un Motif d'exclusion pertinent, il sera **exclu** de la suite de la participation à cette Mise en concurrence.

Si, à la demande de l'Acheteur principal, un Soumissionnaire ne fournit pas des preuves considérées par l'Acheteur principal comme suffisantes pour démontrer :

- (i) la satisfaction, par n'importe quel Sous-traitant aux capacités duquel l'Adjudicataire principal recourt, des Critères de Sélection (ou de l'un d'eux) conformément à l'AO et
- (ii) l'absence de Motifs d'exclusion à l'égard de n'importe quel Sous-traitant ou la fiabilité de n'importe quel Sous-traitant en dépit de l'existence d'un Motif d'exclusion pertinent, il sera **exclu** de la suite de la participation à cette Mise en concurrence à moins de remplacer le Sous-traitant par un autre, qui respecte toutes les exigences pertinentes de l'AO.

5.2 Motifs d'exclusion

Le but des Motifs d'exclusion est de déterminer la situation des Soumissionnaires et Sous-traitants.

Un Soumissionnaire sera exclu de la suite de la participation aux PCP de BroadWay si lui ou n'importe quel Sous-traitant aux ressources duquel il recourt pour cette Mise en concurrence ne parvient pas à respecter les Motifs d'exclusion énumérés dans la Partie III : Motifs d'exclusion du DUME et repris par commodité ci-dessous :

Partie A – Faillite et faute professionnelle

- Faillite, insolvabilité, liquidation, mise sous séquestre, concordat préventif ou objet d'actes de procédure pertinents.
- Une condamnation (ou plusieurs) pour une infraction pénale liée aux affaires ou à la conduite professionnelle.
- La découverte par une instance judiciaire ou administrative d'un acte répréhensible grave commis dans le cadre des activités professionnelles.
- Le non-respect d'obligations liées au paiement de cotisations de sécurité sociale.
- Le non-respect d'obligations liées au paiement d'impôts et taxes.
- La non-fourniture d'informations requises ou la fourniture d'informations inexactes/trompeuses lors de la participation à des achats.
- L'incapacité à obtenir et conserver des licences pertinentes ou une affiliation à une organisation professionnelle ou commerciale appropriée lorsque la loi l'exige.
- Une marque de déficiences significatives ou persistantes dans l'accomplissement d'une exigence de fond en vertu d'un marché public antérieur, d'un contrat antérieur avec une entité adjudicatrice ou d'un contrat de concession antérieur qui a pris fin de manière anticipée, une condamnation pour dommages ou d'autres sanctions comparables.

Partie B – Infractions pénales

- Infractions pénales définies à l'Article 2 de la Décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil du 24 octobre 2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée (JO L 300, 11.11.2008, p. 42).
- Corruption selon la définition de l'Article 3 de la Convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne (JO C 195, 25.6.1997, p. 1) et de l'Article 2(1) de la Décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé (JO L 192, 31.7.2003, p. 54). Ce motif d'exclusion inclut aussi la corruption telle que définie dans la législation nationale du pouvoir adjudicateur (entité adjudicatrice) ou de l'opérateur économique.

- Fraude au sens de l'Article 1 de la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes (JO C 316, 27.11.1995, p. 48).
- Infractions terroristes selon la définition des Articles 1 et 3 de la Décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme (JO L 164, 22.6.2002, p. 3). Ce motif d'exclusion inclut aussi le fait d'inciter à, d'être complice de ou de tenter de commettre une infraction à laquelle fait référence l'Article 4 de cette Décision-cadre.
- Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme selon la définition de l'Article 1 de la Directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (JO L 309, 25.11.2005, p. 15).
- Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains selon la définition de l'Article 2 de la Directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil (JO L 101, 15.4.2011, p. 1).
- Culpabilité de fausses déclarations dans la fourniture des informations requises en vertu de la présente section ou absence de fourniture de telles informations.

Partie C – Conflit d'intérêts

- Conflit d'intérêts : un conflit d'intérêts est une quelconque situation où la mise en œuvre impartiale et objective de l'évaluation des Offres et/ou l'exécution du contrat sont compromises pour des raisons liées à des conflits personnels et professionnels.
- Les conflits personnels sont des situations où l'évaluation impartiale et objective des offres et/ou l'exécution du contrat sont compromises pour des raisons liées à des intérêts économiques, une affinité politique ou nationale, la famille, la vie personnelle (p. ex. des liens familiaux ou émotionnels) ou tout autre intérêt partagé.
- Les conflits professionnels sont des situations où les activités professionnelles (présentes ou passées) du Soumissionnaire affectent l'évaluation impartiale et objective des offres et/ou l'exécution du contrat.
- Si un conflit d'intérêts réel ou potentiel apparaît à un stade ultérieur (c'est-à-dire au cours de l'exécution des Contrats), le Soumissionnaire doit contacter l'Acheteur principal, qui doit le notifier à l'UE et prendre des mesures pour rectifier la situation. L'UE peut vérifier les mesures prises et exiger de fournir des informations complémentaires et/ou de prendre d'autres mesures.

Les Soumissionnaires confirmeront explicitement (pour chaque Phase des PCP) qu'ils ne sont visés par aucun des Motifs d'exclusion de la liste ci-dessus et signeront la Partie III : Motifs d'exclusion du DUME.

5.3 Critères de sélection

Le but des Critères de sélection est de déterminer si un Soumissionnaire dispose de la capacité financière, économique, technique et professionnelle nécessaire pour mener à bien et effectuer le travail.

Les Soumissionnaires **SOIT satisferont SOIT ne satisferont pas** chacun des Critères de sélection de cette section. Un Soumissionnaire ne satisfaisant pas un critère de sélection sera exclu de la participation à ces PCP. « Ne pas satisfaire » signifie que les preuves n'indiquent pas suffisamment que l'expertise, la capacité et/ou l'équipement du Soumissionnaire rencontrent les Objectifs du Projet.

Les Soumissionnaires doivent (i) déclarer au moyen de la **Partie IV : Critères de sélection du DUME** qu'ils respectent les exigences en matière de capacité financière et économique énoncées ci-dessous et (ii) fournir à l'Acheteur principal, dans l'Offre, la documentation justificative spécifiée ci-dessous.

Toutefois, si le Soumissionnaire n'est pas capable, pour une raison valable, de fournir la documentation spécifiée, il doit informer l'Acheteur principal de la raison valable de l'incapacité à fournir la documentation et, si l'Acheteur

principal considère que la raison donnée est valable, fournir toute autre documentation alternative adaptée afin de prouver sa capacité économique et financière à la satisfaction de l'Acheteur principal.

Chaque Soumissionnaire doit (**pour chacune des Phases des PCP**) décrire, présenter et confirmer à l'Acheteur principal les références et compétences requises. S'il y a le moindre doute quant à n'importe quel critère parmi ceux-ci, le Soumissionnaire peut être prié de fournir des informations complémentaires.

Voici les Critères de sélection :

1. Démontrer la capacité à accomplir les Services de R&D jusqu'à la mise au point initiale des produits ou services nouveaux et à exploiter commercialement les résultats de R&D des PCP, y compris les résultats intangibles et en particulier les DPI.

Pour ce faire, les Soumissionnaires sont priés de fournir les preuves suivantes dans l'Offre :

- Une **description de références et/ou projets précédents pertinents** reflétant les compétences et la capacité du Soumissionnaire à l'égard des différentes Phases et différents domaines du Projet BroadWay.
- Fourniture d'une **liste de services actuels/antérieurs réalisés/développés**. Ces références peuvent être fournies en se basant sur des projets précédents du Soumissionnaire ou d'un ou plusieurs membres de Consortium et/ou Sous-traitants qui travailleront sur le Projet.
- Ces références doivent être récentes et avoir été finalisées au cours des cinq dernières années. Exemple de domaines dans lesquels des références peuvent être fournies : **services, sécurité, applications, appareils et réseaux mobiles « Mission Critical »**.

Si vous ne pouvez fournir au moins une référence, veuillez expliquer brièvement pourquoi.

2. Démontrer l'expertise et l'expérience professionnelle du Soumissionnaire requises pour entreprendre un projet de R&D innovant englobant des services, applications, appareils et réseaux mobiles ainsi qu'une sécurité de type « Mission Critical » :

- Liste de noms et inclusion d'une **brève description du profil du personnel clé** (10 lignes par personne), y compris les compétences et aptitudes nécessaires pour mener le Projet à bien.

Identifiez le ou les Sous-traitants et ce qu'ils fourniront. Répertoirez au moins le nom, la position dans l'organisation, le rôle dans le Projet et les principales compétences et aptitudes pour développer les Services de R&D.

3. Décrire l'implication d'opérateurs de réseaux mobiles et/ou satellitaires (MNO)

Chaque Soumissionnaire inclura au moins un (1) Opérateur de réseau mobile et/ou satellitaire (exploitant des réseaux de téléphonie mobile nationaux et/ou internationaux comprenant un accès radio) dans l'Offre globale afin de considérer de manière appropriée différents schémas organisationnels et modèles opérationnels. Veuillez consulter Challenge des PCP (TD2) – Section 2.2.1.1 Sous-objectifs de l'Architecture paneuropéenne PEAr. Intégrez des détails clairs à propos de l'opérateur aux endroits appropriés du DUME. Veuillez vous référer à la section 5.1 de l'AO.

- Fournissez un **profil d'entreprise** reprenant les compétences et capacités ainsi que les licences et codes réseau approuvés par les régulateurs.

4. Décrire l'implication d'un Sous-traitant indépendant et impartial pour des Objectifs spécifiques de BroadWay.

Chaque Soumissionnaire s'organisera pour qu'au moins un Sous-traitant accomplisse des tâches afin de respecter les Objectifs suivants dans toutes les Phases de manière impartiale et indépendante.

- (i) Tests et validation, garantie de sécurité comprise
- (ii) Aide à l'évaluation des praticiens

Les Sous-traitants s'assureront qu'il est possible d'atteindre les niveaux EAL4+ requis pour les composants de sécurité selon les Sous-objectifs de la section 2.2.3. Objectif « Sécurité paneuropéenne » de TD2. Veuillez intégrer

des détails clairs à propos du Sous-traitant aux endroits appropriés du DUME. Veuillez vous référer aux sections 2.8 et 5.1 de l'AO. Dans le cadre de leur Offre, les Soumissionnaires soumettront également la Déclaration jointe à la **Partie IX - Déclaration d'impartialité et d'indépendance du DUME**.

Décrivez les **compétences et capacités** du Sous-traitant au regard des Phases des PCP.

5. Fournir des preuves de la capacité économique ou financière du Soumissionnaire, démontrant que, en plus des paiements qu'il pourrait recevoir au cours des Phases 1 à 3, il disposera durant ces Phases de ressources disponibles pour une valeur d'au moins 845 000,00 EUR afin d'assurer être en position de réaliser les investissements nécessaires pour le Projet.

De telles preuves peuvent être fournies par les moyens suivants :

- une déclaration/tout autre document à produire par un Soumissionnaire ou divers Soumissionnaires conjoints ou Membres de consortium, prouvant la disponibilité cumulative du montant susmentionné.

6. Confirmer que le Soumissionnaire dispose d'un plan de continuité des activités/récupération après sinistre/gestion des risques assurant que les services décrits seront fournis en cas de perturbation affectant ses affaires et garantissant la continuité d'approvisionnement/de service de ses fournisseurs critiques.

5.4 Critères de conformité

L'Acheteur principal exige que les Offres respectent tous les Critères de conformité de la liste ci-dessous. Le but des Critères de conformité est de déterminer si l'Offre soumise est conforme aux principes des PCP, de financement public, de lieu d'exécution, d'intégrité de la recherche et de sécurité. Ces Critères de conformité seront évalués sur une base satisfaction/non-satisfaction en fonction des réponses aux questions de la **Partie V : Critères de conformité du DUME** de l'**Annexe A**.

Les Propositions de chaque Phase seront évaluées par rapport aux Critères de conformité A à E.

A) Conformité à la définition des Services de R&D

Les Offres allant au-delà de la fourniture de services de R&D seront exclues.

Ces achats sont réalisés dans le cadre de l'exemption explicite des services de R&D en vertu de l'Article 14 de la Directive sur les marchés publics de l'UE 2014/24/CE. Les Soumissionnaires sont priés d'observer que l'objet des achats se limite donc à couvrir des services de recherche et développement (recherche fondamentale, recherche appliquée et développement expérimental) et pas des produits ou autres fournitures, pas plus que des activités de développement commercial. Les Soumissionnaires sont dès lors invités à noter que leur proposition de prix n'englobera que les éléments qui sont indissociables de la fourniture du Service de R&D acquis à travers l'Accord-cadre et les Contrats spécifiques des PCP et qui lui sont indispensables.

Veuillez vous référer à l'Annexe C, Proposition financière et ventilation des coûts, pour en savoir plus sur les éléments qui peuvent être inclus dans la proposition de prix en plus du prix de la main-d'œuvre exécutant les activités de R&D nécessaires pour répondre au Challenge des PCP (p. ex. le prix de l'équipement indispensable pour développer les prototypes ou tester des produits, le prix d'installation de tels prototypes ou d'équipements de test pour la durée de la phase de test, le prix des déplacements vers et de l'hébergement sur les sites de test). Notez que les contrats fournissant plus que des services ne seront toujours considérés comme des marchés publics de services que si la valeur des services (en l'occurrence le prix de la main-d'œuvre exécutant les activités de R&D nécessaires pour répondre au Challenge des PCP) dépasse celle des produits couverts par le Contrat (p. ex. l'équipement indispensable pour accomplir le Service de R&D comme expliqué plus haut). Pour d'autres exemples

de services de R&D, veuillez consulter le Manuel de Frascati, Lignes directrices pour le recueil et la communication des données sur la recherche et le développement expérimental (OCDE, dernière édition datant de 2015).⁹

- Il est absolument exigé que les Services proposés par le Soumissionnaire se situent dans le champ d'application de la définition des services de R&D ci-dessus.
- L'Offre contiendra des informations claires sur les intentions du Soumissionnaire quant à l'allocation de l'argent payé par l'Acheteur principal afin de permettre le contrôle du respect de cette exigence (que plus de 50 % de la valeur du contrat soit directement et exclusivement attribuable à des services légitimes).

Le Soumissionnaire accepte de fournir de telles informations à la demande de l'Acheteur principal, soit durant la période des achats, soit durant la Période contractuelle. Cette exigence et ces obligations à l'égard du Soumissionnaire/de l'Adjudicataire s'appliquent aussi, le cas échéant, aux Phases 2 et 3.

B) Compatibilité avec d'autres Financements publics

Les Offres recevant un financement public d'autres sources seront exclues si cela entraîne un double financement public ou l'accumulation de différents types de financements publics que la législation de l'UE, y compris les règles de l'UE sur les aides d'état, n'autorise pas.

Pour chaque Phase, les Soumissionnaires doivent signer la **Partie V : Critères de conformité** du DUME de l'Annexe A.

⁹ https://www.oecd-ilibrary.org/fr/science-and-technology/manuel-de-frascati-2015_9789264257252-fr

C) Conformité aux exigences relatives au Lieu d'exécution du Contrat

Exigences spécifiques de BroadWay en matière de lieu d'exécution

Les Offres seront exclues si elles ne respectent pas les exigences suivantes liées au lieu d'exécution du contrat :

- Au moins 75 % de la valeur totale des activités couvertes par l'Accord-cadre doivent être réalisés dans les États membres de l'UE ou des Pays associés à H2020. Le personnel principal de R&D travaillant sur les PCP doit être situé dans les États membres de l'UE ou des Pays associés à H2020.
- Au moins 75 % de la valeur totale des activités couvertes par chaque Contrat spécifique de chaque Phase des PCP doivent être réalisés dans les États membres de l'UE ou des pays associés à H2020. Le personnel clé de R&D travaillant sur chaque Contrat spécifique doit être situé dans des États membres de l'UE ou des Pays associés à H2020.
- 100 % de la valeur totale des activités liées au **développement de composants de sécurité** couverts par l'Accord-cadre pour chaque Phase des PCP doivent être réalisés dans les États membres de l'UE ou des Pays associés à H2020. Le personnel clé de R&D travaillant sur chaque Contrat spécifique doit être situé dans les États membres de l'UE.
- 100 % de la valeur totale des activités liées au **développement de composants de sécurité** couverts par chaque Contrat spécifique de chaque Phase des PCP doivent être réalisés dans les États membres de l'UE ou des Pays associés à H2020. Le personnel clé de R&D travaillant sur chaque Contrat spécifique doit être situé dans les États membres de l'UE.

Il y a des clauses correspondantes dans l'Accord-cadre (TD3).

Le pourcentage est calculé comme la partie de la valeur monétaire totale du contrat allouée aux activités accomplies dans les États membres de l'UE ou dans d'autres pays associés à Horizon 2020.

Toutes les activités couvertes par les Contrats, c'est-à-dire toutes les activités de R&D et activités opérationnelles nécessaires pour réaliser les Services de R&D (p. ex. recherche, développement, test et certification de solutions) sont incluses dans le calcul. Cela englobe l'ensemble des activités accomplies en vertu des Contrats par les Adjudicataires et, le cas échéant, leurs Sous-traitants.

Le personnel clé de R&D correspond aux principaux chercheurs, développeurs et testeurs ayant la responsabilité de diriger les activités de R&D couvertes par les Contrats.

Les pays associés à Horizon 2020 sont ceux mentionnés en tant que tels dans le manuel en ligne du Portail du participant 15.

Les preuves suivantes sont requises :

- la partie financière de l'Offre doit fournir des prix unitaires contraignants pour tous les éléments prévisibles, sur toute la durée de l'Accord-cadre, ainsi qu'une ventilation du prix pour la phase courante en termes d'unités et de prix unitaires (heures et prix unitaires par heure) pour chaque type d'élément du contrat (p. ex. chercheurs juniors et seniors),
- une liste des effectifs travaillant sur le Contrat spécifique (y compris les Sous-traitants), indiquant clairement leur rôle dans l'exécution du contrat (c'est-à-dire s'il s'agit d'effectifs principaux de R&D ou pas) et le lieu (pays) où ils accompliront leurs tâches en vertu du contrat,
- une confirmation ou déclaration sur l'honneur que, lorsque certaines activités faisant partie du contrat sont sous-traitées, les Sous-traitants auront l'obligation de se conformer à l'obligation de lieu d'exécution afin d'assurer le respect du pourcentage minimum de la quantité totale des activités à accomplir dans les États membres de l'UE ou des pays participant à Horizon 2020.

Les Soumissionnaires fourniront (pour chacune des Phases des PCP) une Proposition financière et présenteront, s'il y a lieu, une liste des effectifs ainsi qu'une Déclaration de consortium et/ou de sous-traitance, dans le DUME.

D) Conformité aux Exigences éthiques

Les Offres seront exclues si elles ne respectent pas les règles suivantes :

- principes éthiques (y compris les normes d'intégrité les plus hautes en recherche, notamment celles exposées dans le Code de conduite européen pour l'intégrité en recherche¹⁰ et, en particulier, le fait d'éviter la fabrication, la falsification, le plagiat et d'autres fraudes scientifiques).
- les législations internationales, européennes et nationales applicables, y compris celles relatives aux contrôles, revues et audits réalisés par la Commission européenne et l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et à la protection des données.
- Les Soumissionnaires ne doivent pas inclure de plans visant à accomplir des activités interdites dans tous les États membres, même si ces activités sont autorisées dans un pays situé hors de l'UE.

Si l'Offre implique des activités qui soulèvent des problèmes éthiques, le Soumissionnaire doit soumettre une autoévaluation éthique (voir orientations à l'intention des bénéficiaires de fonds de l'UE) :

Il y aura une obligation permanente, à travers toutes les Phases, de fournir des informations actualisées.

E) Conformité aux Exigences de sécurité

Exigences de sécurité spécifiques à BroadWay

Afin de protéger les intérêts essentiels de la sécurité dans l'Union européenne et/ou ses États membres, les PCP de BroadWay seront **limités aux entités juridiques établies ou censées établies dans des États membres et contrôlées en fin de compte par des États membres et/ou des nationaux (entités ou personnes physiques) d'États membres**. Les entités juridiques établies dans des Pays associés à Horizon 2020 et dans l'UE mais contrôlées à partir de pays tiers **n'ont pas le droit** de participer aux PCP de BroadWay pour des raisons de sécurité.

« National » signifie toute entité juridique dont le siège social se situe dans un État membre ainsi que toute personne physique dont la nationalité est celle d'un État membre.

« Contrôle » a le sens stipulé aux articles 5 à 9 du Code des sociétés belge. Il signifie le pouvoir de droit ou de fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants d'une entité ou sur l'orientation de sa gestion. En particulier, le contrôle est de droit quand il résulte de la possession de la majorité des droits de vote attachés à l'ensemble des actions, parts ou droits d'associés de la société contrôlée.

Veuillez vous référer à la Section 5.4 C relative aux exigences en termes de Lieu d'exécution pour le développement de composants de sécurité.

Autres exigences de sécurité

Les Soumissionnaires doivent aussi respecter les législations européennes, nationales et internationales sur les biens à double usage et les matières et substances dangereuses.

Les Offres mêmes et les Résultats de R&D du travail accompli ne doivent contenir aucune information classifiée.

Si les fruits des activités ou les Résultats de R&D proposés dans l'Offre soulèvent des problèmes de sécurité ou utilisent des informations classifiées de l'UE, le Soumissionnaire doit montrer que ces problèmes sont traités correctement. Dans un tel cas, les Soumissionnaires doivent s'assurer de l'habilitation adéquate de toutes les installations concernées et en fournir des preuves. Ils doivent examiner tous les problèmes (comme ceux liés à

¹⁰ https://www.allea.org/wp-content/uploads/2018/01/FR_ALLEA_Code_de_conduite_europeen_pour_lintegrite_en_recherche.pdf

l'accès à des informations classifiées ou au contrôle des exportations ou transferts) avec les autorités nationales avant de soumettre leur proposition. Les Offres doivent inclure un brouillon de guide de classification de sécurité (GCS) indiquant les niveaux prévus de classification de sécurité.

Les preuves suivantes sont requises :

- Confirmation et preuve du fait que la ou les entités juridiques du Soumissionnaire (c'est-à-dire toutes les entités soumettant une Offre conjointe ou tous les membres du Consortium qui remet une offre) ont leur siège social dans un État membre.
- Confirmation du fait que la ou les entités juridiques du Soumissionnaire (c'est-à-dire toutes les entités soumettant une Offre conjointe ou tous les membres du Consortium qui remet une offre) ne sont pas, en fin de compte, contrôlées à partir de pays tiers. Une preuve de l'entité ou de la personne physique possédant le contrôle ultime sera fournie par le Soumissionnaire sur simple demande de l'Acheteur principal.
- Si cela s'avère nécessaire pour la Procédure d'appel d'offres ou l'exécution des Contrats, les Soumissionnaires/Adjudicataires devront s'assurer de l'habilitation de sécurité appropriée de tierces parties (p. ex. des experts externes devant évaluer la proposition).

Les Offres seront exclues si elles ne respectent pas ce qui précède.

Notez que ces exigences continueront de s'appliquer durant l'exécution et après la fin des Contrats.

Si l'Adjudicataire ne respecte plus ces exigences pendant ou après l'exécution de l'Accord-cadre, il le notifiera à l'Acheteur principal et à tout autre Adjudicataire (c'est-à-dire les autres entités ayant soumis une Offre conjointe ou les autres membres du Consortium ayant remis une offre dans le cadre de l'Accord-cadre concerné). Qu'une telle notification ait eu lieu ou pas, l'Accord-cadre et tout autre Contrat spécifique pertinent se terminera pour lui selon les stipulations de la Clause 27.2 avec effet immédiat et sans préavis. Si ledit Adjudicataire a obtenu des actifs ou des droits suite à l'exécution de cet Accord-cadre ou de tout Contrat spécifique, et en particulier tous les Droits de propriété intellectuelle et Secrets d'affaires sur les Résultats de R&D, leur propriété ou bénéfice seront censés être transférés à tous les autres Adjudicataires, le cas échéant, à parts égales ou dans toute autre proportion convenue, avec effet immédiat, sans préavis et sans autre contrepartie que les bénéfices déjà dérivés par ledit Adjudicataire des activités menées dans le cadre de cet Accord-cadre et de tout Contrat spécifique. S'il n'y a pas d'autre Adjudicataire (restant), leur propriété ou bénéfice seront transférés à une entité désignée par l'Acheteur principal dans les quinze (15) jours calendrier suivant cette désignation, sans préavis et pour une contrepartie soit négociée entre cet Adjudicataire et l'ayant cause soit, sous réserve d'un accord entre cet Adjudicataire et l'ayant cause dans les trente (30) jours calendrier suivant la désignation, égale à sa valeur de marché équitable, à la seule discrétion de l'Acheteur principal.

Les Mises en concurrence réduites des Phases 2 et 3 peuvent exiger que ces informations de sécurité soient actualisées dans les propositions soumises pour la phase en question.

Avant de débiter la tâche particulière qui soulève des questions de sécurité, les Adjudicataires doivent fournir une copie de toute licence d'exportation ou de transfert requise en vertu de la législation européenne, nationale ou internationale.

L'Accord-cadre et/ou le Contrat spécifique contiennent des dispositions sur la sécurité.

5.5 Critères d'attribution

Un Accord-cadre et des Contrats spécifiques seront attribués sur base de la ou des Offres économiquement les plus avantageuses, identifiées conformément aux Critères d'attribution ci-dessous.

Les **Objectifs** de BroadWay sont décrits en détail dans Challenge des PCP (TD2). Chaque **Objectif** se compose de plusieurs **Sous-objectifs**, dont le but est d'encourager les Adjudicataires à mentionner « suffisamment d'informations pour décrire la manière dont chaque Sous-objectif sera atteint » et/ou les sous-objectifs « agréables à avoir ».

- En ce qui concerne « suffisamment d'informations pour décrire la manière dont chaque Sous-objectif sera atteint », c'est le Modèle de cotation pour les Critères d'attribution, de l'Appendice 5, qui sera appliqué.
- Pour ce qui est des sous-objectifs « agréables à avoir », ils ne seront pas formellement évalués individuellement en tant que Sous-objectifs mais auront un impact sur la sélection d'un Soumissionnaire dans une situation où deux Soumissionnaires obtiennent les mêmes scores pour leurs Offres.

Dans la Proposition technique (en Annexe B), les Soumissionnaires doivent clarifier la manière dont ils ont l'intention d'atteindre les **Sous-objectifs** en fournissant suffisamment d'informations sur la manière dont ils seront atteints et/ou sur les sous-objectifs « agréables à avoir » optionnels.

Pour ce qui est des Critères d'attribution, les **Objectifs** sont évalués dans la catégorie **Impact sur le Challenge** (voir ci-dessous). Le score final pour chaque **Objectif** sera discuté et décidé par le Comité de validation technique (CVT) et la valeur finale sera déterminée en fonction du respect des **Sous-objectifs**.

Ces **Objectifs** sont censés faire partie de la solution finale au moment où le Projet BroadWay se termine. L'Acheteur principal n'attend pas des Soumissionnaires qu'ils aient déjà toutes ces caractéristiques en place lors de la soumission de leur Offre ; ce travail fait partie du Processus de R&D.

Dans la Proposition technique, **Impact sur le Challenge** définit **onze (11) Objectifs**. Ils incluent :

- 1) Architecture paneuropéenne,
- 2) Disponibilité paneuropéenne,
- 3) Sécurité paneuropéenne,
- 4) Gouvernance paneuropéenne de SpiceNet,
- 5) Mobilité opérationnelle paneuropéenne,
- 6) Solutions normalisées,
- 7) Écosystème applicatif,
- 8) Écosystème de dispositifs,
- 9) Écosystème d'innovation,
- 10) Validation technique et évaluation par les praticiens
- 11) Évaluation et acceptation des praticiens

Note :

- 1) Si deux des Sous-objectifs exigeant « **suffisamment d'informations pour atteindre le sous-objectif** » dérivés des Objectifs ci-dessus reçoivent un score de 0, cela entraînera l'**exclusion du Soumissionnaire**.
- 2) Dans la Proposition technique, sous la catégorie **Impact sur le Challenge**, si n'importe quel Objectif reçoit un score de 0, cela entraînera l'**exclusion du Soumissionnaire**.
- 3) Si les Sous-objectifs PESAr13, Assurance qualité des logiciels, relevant de la Sécurité paneuropéenne, et/ou PESAr15 Assurance de sécurité harmonisée, reçoivent un score de 0, cela **entraînera l'exclusion du Soumissionnaire** (voir section 2.2.3.1 de Challenge des PCP (TD2) de BroadWay).
- 4) Si le prix proposé pour une Phase est supérieur au Prix plafond de cette Phase, le Soumissionnaire sera **exclu**.

L'évaluation sera réalisée en se basant sur les Critères d'attribution suivants.

Un seuil minimum de 60 % de la quantité totale de points ainsi que certains critères doivent être respectés (voir section 7.5 ci-dessous).

Le modèle présenté à l'Appendice 5, « Modèle de cotation des Critères d'attribution », servira au CVT pour évaluer et donner un score à la mesure dans laquelle une Offre rencontre les Critères d'attribution.

Critères d'attribution	Points maximums	Pondération totale
Critères d'attribution de la Phase 1 : Ébauche de solution (et Accord-cadre)		
1. Gestion de projet		10%
Faisabilité du calendrier et du plan du projet	5	
Méthodologie du projet, gestion des risques et assurance qualité comprises	5	
2. Impact sur le Challenge		55%
Objectif 1 - Architecture paneuropéenne 1.1 : Décrivez comment votre solution atteindra cet Objectif. 1.2 : Décrivez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 2 - Disponibilité paneuropéenne 2.1 : Décrivez comment votre solution atteindra cet Objectif. 2.2 : Décrivez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 3 - Sécurité paneuropéenne 3.1 : Décrivez comment votre solution atteindra cet Objectif. 3.2 : Décrivez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 4 - Gouvernance paneuropéenne de SpiceNet 4.1 : Décrivez comment votre solution atteindra cet Objectif. 4.2 : Décrivez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 5 - Mobilité opérationnelle paneuropéenne 5.1 : Décrivez comment votre solution atteindra cet Objectif. 5.2 : Décrivez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 6 - Solutions normalisées 6.1 : Décrivez comment votre solution atteindra cet Objectif. 6.2 : Décrivez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 7 - Écosystème applicatif 7.1: Décrivez comment votre solution atteindra cet Objectif. 7.2 : Décrivez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	

Objectif 8 - Écosystème de dispositifs 8.1 : Décrivez comment votre solution atteindra cet Objectif. 8.2 : Décrivez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 9 - Écosystème d'innovation 9.1 : Décrivez comment votre solution atteindra cet Objectif. 9.2 : Décrivez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 10- Validation technique 10.1 : Décrivez comment votre solution atteindra cet Objectif. 10.2 : Décrivez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 11 - Évaluation et acceptation des praticiens 11.1 : Décrivez comment des activités à l'appui de l'évaluation par l'EEP étaieront l'évaluation de votre solution. 11.2 : Décrivez comment l'évaluation des praticiens étaie l'évaluation future des solutions de sécurité publique.	5	
3. Faisabilité commerciale		5%
Exhaustivité, sens de la réalité et faisabilité du plan de commercialisation intégrant l'analyse de marché et la gestion des risques Sens de la réalité et faisabilité des principes relatifs aux licences, aux prix, au conditionnement, à la distribution	5	
4. Évaluation de la solution et pérennité des tests		10%
Décrivez votre vision et votre plan d'exécution des tests des prototypes et projets pilotes en tenant compte de l'approche de type « PlugTest » qui intégrera votre solution avec celles d'autres fournisseurs et des capacités d'essai. Décrivez comment votre approche des tests servira à tester des solutions développées en dehors des PCP de BroadWay.	5	
5. Prix		20%
Prix contractuel contraignant pour accomplir le travail de la présente Phase	5	

Critères d'attribution	Points maximums	Pondération totale
Critères d'attribution de la Phase 2 : Prototype de solution		

1. Gestion de projet		10%
Faisabilité du calendrier et du plan du Projet	5	
Méthodologie du Projet, gestion des risques et assurance qualité comprises	5	
2. Impact sur le Challenge		45%
Objectif 1 - Architecture paneuropéenne 1.1 : Indiquez comment votre solution atteindra cet Objectif. 1.2 : Indiquez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 2 - Disponibilité paneuropéenne 2.1 : Indiquez comment votre solution atteindra cet Objectif. 2.2 : Indiquez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 3 - Sécurité paneuropéenne 3.1 : Indiquez comment votre solution atteindra cet Objectif. 3.2 : Indiquez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 4 - Gouvernance paneuropéenne de SpiceNet 4.1 : Indiquez comment votre solution atteindra cet Objectif. 4.2 : Indiquez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 5 - Mobilité opérationnelle paneuropéenne 5.1 : Indiquez comment votre solution atteindra cet Objectif. 5.2 : Indiquez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 6 - Solutions normalisées 6.1 : Indiquez comment votre solution atteindra cet Objectif. 6.2 : Indiquez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 7 - Écosystème applicatif 7.1: Indiquez comment votre solution atteindra cet Objectif. 7.2 : Indiquez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 8 - Écosystème de dispositifs 8.1 : Indiquez comment votre solution atteindra cet Objectif. 8.2 : Indiquez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 9 - Écosystème d'innovation 9.1 : Indiquez comment votre solution atteindra cet Objectif. 9.2 : Indiquez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	

Objectif 10- Validation technique 10.1 : Indiquez comment votre solution atteindra cet Objectif. 10.2 : Indiquez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 11 - Évaluation et acceptation des praticiens 11.1 : Décrivez comment des activités à l'appui de l'évaluation par l'EEP étayeront l'évaluation de votre solution. 11.2 : Décrivez comment l'évaluation des praticiens étaye l'évaluation future des solutions de sécurité publique.	5	
3. Faisabilité commerciale		10%
Exhaustivité, sens de la réalité et faisabilité du plan de commercialisation intégrant l'analyse de marché et la gestion des risques. Sens de la réalité et faisabilité des principes relatifs aux licences, aux prix, au conditionnement, à la distribution	5	
4. Évaluation de la solution et pérennité des tests		15%
Indiquez votre vision et votre plan d'exécution des tests des prototypes et projets pilotes (TRL7 - environnement opérationnel) en tenant compte de l'approche de type « PlugTest » qui intégrera votre solution avec celles d'autres fournisseurs et des capacités d'essai. Indiquez comment votre approche des tests servira à tester des solutions développées en dehors des PCP de BroadWay.	5	
5. Prix		20%
Prix contractuel contraignant pour accomplir le travail de la présente Phase	5	

Critères d'attribution	Points maximums	Pondération totale
Critères d'attribution de la Phase 3 : Projet pilote		
1. Gestion de projet		10%
Faisabilité du calendrier et du plan du projet	5	
Méthodologie du projet, gestion des risques et assurance qualité comprises	5	
2. Impact sur le Challenge		40%
Objectif 1 - Architecture paneuropéenne 1.1 : Démontrez comment votre solution atteindra cet Objectif. 1.2 : Démontrez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	

Objectif 2 - Disponibilité paneuropéenne 2.1 : Démontrez comment votre solution atteindra cet Objectif. 2.2 : Démontrez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 3 - Sécurité paneuropéenne 3.1 : Démontrez comment votre solution atteindra cet Objectif. 3.2 : Démontrez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 4 - Gouvernance paneuropéenne de SpiceNet 4.1 : Démontrez comment votre solution atteindra cet Objectif. 4.2 : Démontrez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 5 - Mobilité opérationnelle paneuropéenne 5.1 : Démontrez comment votre solution atteindra cet Objectif. 5.2 : Démontrez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 6 - Solutions normalisées 6.1 : Démontrez comment votre solution atteindra cet Objectif. 6.2 : Démontrez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 7 - Écosystème applicatif 7.1: Démontrez comment votre solution atteindra cet Objectif. 7.2 : Démontrez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 8 - Écosystème de dispositifs 8.1 : Démontrez comment votre solution atteindra cet Objectif. 8.2 : Démontrez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 9 - Écosystème d'innovation 9.1 : Démontrez comment votre solution atteindra cet Objectif. 9.2 : Démontrez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 10- Validation technique 10.1 : Démontrez comment votre solution atteindra cet Objectif. 10.2 : Démontrez comment votre solution sera innovante dans ce domaine.	5	
Objectif 11 - Évaluation et acceptation des praticiens 11.1 : Décrivez comment des activités à l'appui de l'évaluation par l'EEP étaieront l'évaluation de votre solution. 11.2 : Démontrez comment l'évaluation des praticiens étaie l'évaluation future des solutions de sécurité publique.	5	

3. Faisabilité commerciale		10%
Exhaustivité, sens de la réalité et faisabilité du plan de commercialisation intégrant l'analyse de marché et la gestion des risques Sens de la réalité et faisabilité des principes relatifs aux licences, aux prix, au conditionnement, à la distribution	5	
4. Évaluation de la solution et pérennité des tests		20%
Faites la démonstration de votre vision et de votre plan d'exécution des tests des prototypes et projets pilotes (TRL8 - système complet et qualifié) en tenant compte de l'approche de type « PlugTest » qui intégrera votre solution avec celles d'autres fournisseurs et des capacités d'essai. Démontrez comment votre approche des tests servira à tester des solutions développées en dehors des PCP de BroadWay.	5	
5. Prix		20%
Prix contractuel contraignant pour accomplir le travail de la présente Phase	5	

Exemple de calcul

Chaque Critère d'attribution se voit spécifier un nombre maximum de points et une pondération pour chaque Phase. L'Appendice 5, « Modèle de cotation pour les Critères d'attribution », servira à déterminer les points par critère. Une fois déterminé, le score final (points) sera multiplié par un pourcentage de pondération, ce qui produira un score final pour ce critère. Pour la Gestion de projet et l'Impact sur le Challenge, qui comptent plusieurs éléments, tous les scores sont additionnés pour mener à un score final. Celui-ci sera multiplié par le pourcentage de pondération par intitulé particulier (Gestion de projet ou Impact sur le Challenge) pour mener à un score final pour ce critère.

La dominante en matière de R&D se situe sur l'accomplissement du Challenge, l'impact du prix est mineur. C'est pour cette raison que le prix a une valeur de pondération de 20 % et qu'il sera évalué sur base de la formule prévue à l'Appendice 6, Modèle de cotation pour le Prix.

Les scores finaux de chaque critère seront additionnés, ce qui mènera à un nombre total de points par Soumissionnaire.

Note : les Critères d'attribution pondérés doivent garantir que l'Acheteur principal obtient le meilleur rapport qualité/prix. Il n'est donc permis ni d'utiliser le prix le plus bas comme seul critère, sans tenir compte de la qualité, ni d'utiliser la qualité la plus élevée comme seul critère, sans tenir compte du prix.

Tous les Critères d'attribution seront évalués par un examen de l'Offre écrite.

Les prix offerts pour l'évaluation seront libellés en euros, hors TVA. Pour les Phases 2 et 3, le Soumissionnaire fournira une indication du prix dans l'Annexe C de l'Offre.

Il incombe au Soumissionnaire qui cherche à obtenir des points de fournir des informations permettant de coter l'Offre. La cotation sera établie selon une échelle absolue, ce qui signifie que plusieurs Soumissionnaires peuvent recevoir le même score et que les points reçus par un Soumissionnaire déterminé ne sont pas affectés par ceux que d'autres auront reçus.

C'est le Modèle de cotation pour les Critères d'attribution de l'Appendice 5 qui s'appliquera pour établir s'il y a « suffisamment d'informations pour décrire la manière dont chaque Sous-objectif sera atteint ».

Les sous-objectifs « agréables à avoir » ne seront pas formellement évalués individuellement en tant que Sous-objectifs mais auront un impact sur la sélection d'un Soumissionnaire dans une situation où deux Soumissionnaires obtiennent les mêmes scores pour leurs Offres.

Si deux Offres se voient attribuer le même nombre total de points dans le processus d'évaluation, celle ayant *le plus grand nombre de points* en matière d'Impact sur le Challenge aura un plus haut rang. Si les points attribués à l'Impact sur le Challenge sont aussi identiques, l'Offre au prix le plus bas aura un plus haut rang. Si le même nombre de points leur a été attribué pour le Prix également, elles seront si nécessaire séparées par un tirage au sort réalisé par deux représentants de l'Acheteur principal. Cela s'appliquera aussi aux attributions réalisées pour les Phases 2 et 3.

Les Soumissionnaires sélectionnés seront avisés selon les dates clés publiées et seront, si les Contrats leur sont attribués, censés se mobiliser rapidement pour débiter le Projet. Il importe que les Projets de la Phase 1 démarrent peu après la parution des Contrats pour que tous les Projets puissent être évalués en toute impartialité et passer à la Phase 2 et à la Phase 3 simultanément et sans anicroche.

5.6 Critères d'évaluation pour les Phases 2 et 3

Les critères et le poids par critère de sélection ci-dessus, de même que la méthode d'évaluation, serviront aussi par la suite pour les Mises en concurrence réduites de la Phase 2 et de la Phase 3, bien qu'élaborés et développés plus en détail aux fins spécifiques de chacune de ces Phases. Des sous-critères supplémentaires peuvent être ajoutés pour les Mises en concurrence réduites des Phases 2 et 3 comme une manière de rendre les Critères d'attribution plus précis, pour autant qu'ils ne modifient pas substantiellement les critères existants. La liste finale des critères de ces Phases sera fournie avec la documentation de la Mise en concurrence réduite. La pondération et les points par critère de sélection pour les Phases 2 et 3 sont aussi soumis à confirmation dans les documents de la Mise en concurrence réduite.

Avant le début de la Phase 2, l'Acheteur principal lancera une Mise en concurrence réduite pour des Adjudicataires pertinents ; ceux-ci seront informés de ce qui suit :

- les exigences économiques et financières.
- le champ d'application, les objectifs et les livrables du Contrat spécifique des Phases 2 et 3.
- l'application de la formule relative au critère du Prix pour les Phases suivantes.
- l'échéance de réception de réponses à la Mise en concurrence réduite.

5.7 Processus général d'évaluation

Un classement préliminaire des Offres est réalisé sur base des évaluations du CVT. Consultez la section 7.3, Évaluation des Offres soumises et Attribution du Contrat initial, pour en savoir plus.

Le processus d'évaluation des offres des Phases 2 et 3 se fondera sur les Critères d'attribution et la méthode utilisés pour évaluer les Offres d'origine, tels qu'énoncés ci-dessus, mais peut être élaboré ou développé plus en détail dans ces cadres-là.

SECTION 6: AUTRES CONDITIONS DE L'OFFRE

6.1 Déclaration du Soumissionnaire

Chaque Soumissionnaire doit accepter les dispositions de l'AO. Tous les Soumissionnaires doivent renvoyer, avec leur Offre, une copie scannée de leur déclaration, telle qu'exposée dans la **Partie VI – Déclaration du Soumissionnaire du DUME**, imprimée sur du papier à leur en-tête. L'Acheteur principal doit être capable de lire la signature scannée du Soumissionnaire. Si possible, veuillez signer les documents à l'encre bleue. Si l'Acheteur principal ne peut lire la signature scannée, les Soumissionnaires peuvent être priés de soumettre à nouveau leur proposition. Les Soumissionnaires ne peuvent amender la Déclaration du Soumissionnaire.

6.2 Protection des données

L'Acheteur principal sera un responsable du traitement des données (selon la signification qui en est donnée par les Lois relatives à la protection des données) par rapport à toute Donnée à caractère personnel (selon la signification qui en est donnée par les Lois relatives à la protection des données) que devra fournir le Soumissionnaire en réponse à l'AO.

Le Soumissionnaire, en tant que responsable du traitement des données par rapport à toute Donnée à caractère personnel qu'il fournit dans son Offre, doit confirmer dans la **Partie VI – Déclaration du Soumissionnaire du DUME**, que toutes les personnes concernées (selon la signification qui en est donnée par les Lois relatives à la protection des données) dont des Données à caractère personnel sont fournies par le Soumissionnaire ont consenti au traitement de telles Données à caractère personnel par le Soumissionnaire, l'Acheteur principal, le Groupe d'acheteurs, le Comité d'achat (CAC) et le fournisseur du site web www.publicprocurement.be, aux fins de la participation du Soumissionnaire à cette Mise en concurrence ou que, dans le cas contraire, le Soumissionnaire dispose d'une base juridique pour fournir de telles Données à caractère personnel à l'Acheteur principal aux fins de sa participation à cette Mise en concurrence.

6.3 Offres signées

Les Soumissionnaires soumettront leur Offre au moyen des Documents d'appel d'offres prédéfinis, de leurs Annexes et de toute la correspondance liée. Cela s'applique aux Offres de l'Appel d'offres et de la Phase 1, mais aussi à celles des Mises en concurrence réduites des Phases 2 et 3.

Une Offre signée sera considérée comme une proposition ferme, irrévocable, immuable et contraignante de la part du Soumissionnaire. Le signataire des Soumissionnaires doit pouvoir prouver ses capacités et pouvoirs. La signature d'un représentant autorisé sera considérée comme la signature de l'Offre (et sera contraignante à l'égard du Soumissionnaire ou, pour des Offres conjointes, du groupe de Soumissionnaires).

Chaque document, Proposition technique, annexe ou pièce jointe, chaque correction, altération et/ou ajout susceptible d'avoir un impact sur les conditions originales de l'Offre doit également être signé par le signataire ou son ou ses représentants.

e-Tendering servira à soumettre l'Offre de BroadWay. Les Soumissionnaires sont priés de faire signer chacun des formulaires d'appel d'offres (Annexes A à E) séparément par un représentant autorisé, soit manuellement (« à l'encre bleue ») dans la case prévue pour la signature, soit électroniquement, et de les télécharger séparément vers le serveur.

L'Appendice 4, Soumission électronique de l'Offre BroadWay, contient de plus amples renseignements sur la soumission électronique des Offres.

6.4 Langue

L'Acheteur principal étant situé en Belgique, les langues officielles des PCP seront le français et le néerlandais. Tous les Documents d'appel d'offres seront publiés dans les langues officielles ainsi qu'en anglais. Tous ces Documents d'appel d'offres seront mis à disposition, dans chaque langue, sur le site web du Projet www.broadway-info.eu. Il

est demandé aux Soumissionnaires d'indiquer expressément leur choix de langue officielle dans l'Annexe E laquelle sera soumise avec l'Offre. Cette langue restera la langue des communications officielles de l'Acheteur principal au Soumissionnaire/Adjudicataire pour la durée de la procédure des PCP. Cette langue sera également la langue de la cour compétente pour les procédures décrites dans la section 7.7 du présent Appel d'offres.

Remarque : La langue de travail des PCP étant l'anglais, le Soumissionnaire soumettra tous les documents (Offre, Proposition, formulaires en Annexe, formulaires de monitoring, etc.) en anglais. Toutes les communications et/ou demandes de clarification (liées soit à la Procédure d'appel d'offres, soit à la mise en œuvre des Contrats), seront rédigées en anglais et publiées sur le site web du Projet le cas échéant.

6.5 Confidentialité/Secrets d'affaires

Toute la documentation, l'ensemble des données, statistiques, dessins, informations, échantillons ou du matériel divulgués ou fournis par l'Acheteur principal aux Soumissionnaires au cours de cette Mise en concurrence :

- (a) sont fournis à la seule fin de répondre à ces PCP uniquement ;
- (b) ne peuvent être utilisés, communiqués, reproduits ou publiés à toute autre fin sans la permission écrite préalable de l'Acheteur principal ;
- (c) seront traités comme confidentiels par le Soumissionnaire et toute tierce partie (Sous-traitants compris) engagée ou consultée par lui et
- (d) doivent être restitués immédiatement à l'Acheteur principal au moment de l'annulation ou de l'achèvement de ces PCP si l'Acheteur principal l'exige.

En ce qui concerne tous les Secrets d'affaires, notamment les plans d'affaires, plans ou trajectoires de R&D, listes de clients, etc. qu'il est susceptible de recevoir du Soumissionnaire, l'Acheteur principal s'engage à les garder secrets et strictement confidentiels ainsi qu'à s'assurer que tous les membres du Groupe d'Acheteurs seront liés par les mêmes obligations de confidentialité à l'égard de l'Adjudicataire (voir clauses 8 et 18 de l'Accord-cadre).

6.6 Publicité

Aucune publicité relative à cette Mise en concurrence ou aux Contrats qui en découlent n'est autorisée, sauf si l'Acheteur principal a donné son accord préalable par écrit à la communication en question (voir clauses 18 et 26 de l'Accord-cadre).

6.7 Liberté d'information

Le principe d'accès public aux documents officiels signifie que les documents et enregistrements publics (à quelques exceptions près) doivent être mis à disposition de toute personne qui les demande. Le principe est contrebalancé par l'obligation de secret professionnel qui établit que les autorités publiques sont obligées de protéger les secrets d'affaires de tiers si leur divulgation peut nuire gravement à leurs intérêts.

Sans préjudice des règles de confidentialité régies par la Clause 8 de l'Accord-cadre, les Soumissionnaires sont priés de se demander si n'importe quelle information qu'ils fournissent dans leur Offre doit ne pas être divulguée à cause de sa confidentialité ou de sa sensibilité commerciale. Si des Soumissionnaires considèrent que certaines informations ne doivent pas être divulguées à cause de leur confidentialité ou de leur sensibilité commerciale, ils doivent, lorsqu'ils fournissent de telles informations, identifier clairement les sections spécifiques de leur Offre qui les contiennent et préciser les raisons de leur confidentialité ou de leur sensibilité commerciale.

Pour éviter tout doute, les Soumissionnaires ne peuvent prétendre que la confidentialité ou sensibilité commerciale couvre toute l'Offre mais doivent identifier clairement la section spécifique qui contient de telles informations. Si des Soumissionnaires n'identifient pas des informations comme confidentielles ou commercialement sensibles, elles seront susceptibles d'être divulguées en réponse à une demande d'information sans préavis ou autre

consultation du Soumissionnaire. Lorsque c'est possible, l'Acheteur principal consultera les Soumissionnaires à propos d'informations confidentielles ou commercialement sensibles identifiées comme telles avant de prendre sa décision sur une demande reçue. De plus, les exceptions aux obligations en matière de confidentialité reprises à la Clause 8 de l'Accord-cadre continueront de s'appliquer intégralement nonobstant toute affirmation ou déclaration contraire de la part des Soumissionnaires. L'Acheteur principal n'assume aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, par rapport à toute information fournie et divulguée ultérieurement (indépendamment de toute notification) ou par rapport à tout dommage indirect subi en raison de telles obligations.

Les Soumissionnaires doivent cependant être conscients du fait que l'Acheteur principal se réserve le droit de publier des synthèses publiques des résultats des Projets des PCP de BroadWay (Phases 1, 2 et 3), y compris des informations sur les Résultats de R&D clés et des leçons tirées par l'équipe du Projet BroadWay. Aucun détail nuisant à l'intérêt commercial légitime des Adjudicataires impliqués dans les PCP de BroadWay ou susceptible de fausser une concurrence équitable sur le marché ne sera divulgué.

L'Acheteur principal diffusera et publiera aussi les informations suivantes sur les Adjudicataires qui se voient attribuer des contrats :

- Le nom de l'organisation
- Leur lieu d'implantation
- Le titre du Projet
- Un bref résumé du Projet
- La valeur du contrat

Les informations d'attribution susmentionnées seront envoyées aux coordonnées indiquées dans l'Offre.

Les experts, les salariés de l'Acheteur principal et toute autre personne sous contrat pour apporter son aide au processus d'appel d'offres et d'attribution gèreront toutes les informations confidentiellement, conformément à ce qui précède. Les experts ayant un conflit d'intérêts avec une ou plusieurs des Offres n'évalueront pas ces dernières.

6.8 Comportement anticoncurrentiel

L'attention du Soumissionnaire est attirée sur le Code du droit économique de 2013 qui fait de l'entente de Soumissionnaires sur des prix ou conditions dans une mise en concurrence pour un marché public une infraction pénale.

6.9 Vocabulaire sectoriel utilisé dans cet AO

En cas de référence à un élément, une source, un processus, une marque de commerce ou un type particulier dans l'AO, toutes ces références doivent avoir la signification généralement comprise dans le secteur et l'environnement opérationnel pertinents.

6.10 Annulation de la Procédure d'appel d'offres

L'Acheteur principal peut cesser à tout moment, y compris au cours d'une procédure entre deux Phases, de poursuivre la Procédure d'appel d'offres ou l'annuler. L'Acheteur principal se réserve le droit de ne pas attribuer n'importe quel Contrat à la fin de la Procédure d'appel d'offres. Il peut aussi décider, après une décision d'attribution, de ne pas signer l'Accord-cadre ou tout Contrat spécifique, par exemple (mais pas uniquement) en cas de litige né durant le Délai d'attente. L'Acheteur principal n'est pas responsable de la moindre dépense ou perte subie par les Soumissionnaires lors de la préparation de leur Offre.

6.11 Décision

Plus de 30 jours après la date finale de réception des Offres, une décision d'attribution sera envoyée aux Soumissionnaires. Elle contiendra également les raisons de la décision prise. Les Contrats seront envoyés peu après.

La décision d'attribution octroyée aux Soumissionnaires les mieux classés sera soumise aux conditions suivantes :

- a) La soumission par le Soumissionnaire des preuves suivantes à son propos (y compris l'Adjudicataire principal et tout Sous-traitant, le cas échéant), pour autant qu'elles n'aient pas encore été fournies, dans les sept (7) jours de la demande de l'Acheteur principal :
- b) Les preuves spécifiées à la section 5.3 ci-dessus, démontrant que chaque entité concernée respecte les Critères de sélection ainsi que les autres exigences spécifiées à la section 5.1 b), c) et d) (voir section 7.3 pour en savoir plus).

SECTION 7: RÈGLES DE FONCTIONNEMENT ET AUTRES INFORMATIONS

7.1 Vue d'ensemble

Ces PCP comptent deux types d'évaluations :

- 1) Le processus d'évaluation destiné à classer les Soumissionnaires afin d'attribuer des Contrats aux Offres les mieux classées ;
- 2) Le processus d'évaluation visant à apprécier les fruits du travail accompli lors d'une Phase particulière. Cette évaluation mènera aux décisions quant à des paiements et à l'éligibilité d'un Soumissionnaire à soumettre une proposition pour la Phase suivante.

Les Offres seront évaluées d'une manière transparente et non discriminatoire.

Tout d'abord, les Offres sont contrôlées sur base de la conformité de leur contenu et de leur format aux conditions qui s'imposent à elle. Ensuite, la Section administrative est contrôlée et, enfin, si elle s'avère conforme, la Section technique sera évaluée. La Section financière sera évaluée à condition que la Section technique l'ait été aussi et ait démontré son respect des Objectifs de BroadWay.

7.2 Ouverture des Offres

Les Offres sont soumises par voie électronique, par l'intermédiaire du site www.publicprocurement.be. Une session formelle d'ouverture aura lieu, avec l'ouverture du coffre-fort électronique sur e-Tendering le 3 juin 2019 à 16h00 CEST. Les Soumissionnaires ne peuvent être présents.

Pour l'ouverture des Offres, l'Acheteur principal constituera une équipe avec deux représentants d'ASTRID et du Coordinateur afin d'assister à l'ouverture des Offres et de la vérifier.

Cette équipe aura la charge d'ouvrir les Offres et de contrôler la conformité administrative générale vis-à-vis des conditions de contenu et de format de l'Offre.

L'Acheteur principal recevra les Propositions déposées avant l'échéance correspondant à chaque Phase du Processus de PCP de BroadWay, les ouvrant dans le délai décrit dans l'AO, de même que dans les Mises en concurrence réduites des Contrats spécifiques.

Un **rapport** de cette session d'ouverture est compilé. Il contient toutes les informations relatives à l'ouverture. Toutes les Offres soumises sont automatiquement incluses dans le rapport. Ce dernier est alors signé par les représentants de l'équipe.

Après le contrôle général de conformité administrative, les Offres conformes aux formalités et exigences procédurales et non contraires aux Critères d'exclusion et de conformité seront transmises au CVT.

Les Offres qui ne respectent pas les exigences formelles et procédurales seront exclues de l'Évaluation des offres.

7.3 Évaluation des Offres soumises et Attribution du Contrat initial

Le processus d'évaluation sera mené comme suit :

Le CAC et le CVT évalueront les Offres à travers les quatre étapes suivantes :

Étape 1 : vérification de l'application éventuelle des Motifs d'exclusion au Soumissionnaire (satisfaction/non-satisfaction ; sur base du DUME)

Étape 2 : pour les Soumissionnaires ayant réussi l'Étape 1, évaluation de l'Offre sur base des Critères de conformité (satisfaction/non-satisfaction ; sur base du DUME)

Étape 3 : pour les Soumissionnaires ayant réussi l'Étape 2, vérification de l'existence chez le Soumissionnaire des capacités nécessaires pour exécuter le contrat sur base des Critères de sélection (sur base du DUME)

Étape 4 : pour les Offres ayant réussi l'Étape 3, évaluation de l'Offre sur base des Critères d'attribution pondérés (Proposition technique, Annexe C)

Pour l'évaluation des Offres, l'Acheteur principal présidera le CVT. L'Acheteur principal a le droit de demander au CAC son soutien pour l'**Étape 4**.

Les Offres relatives à l'AO ainsi que celles des Mises en concurrence réduites des Phases 2 et 3 seront de préférence évaluées et classées par les mêmes membres du CVT.

En accomplissant ses tâches, le CVT ne cherchera ou prendra la moindre instruction de l'Acheteur principal, de n'importe quel gouvernement d'un acheteur ou de n'importe quelle autre instance.

Le processus d'évaluation sera mené comme suit :

Étapes 1 à 3

Les Étapes 1 à 3 font l'objet d'une vérification et d'un accord du CAC, qui peut également consulter le CVT. Les Critères de conformité seront évalués sur base de la déclaration faite dans le DUME. Une évaluation de la capacité du Soumissionnaire à exécuter les Contrats sera réalisée sur base des Critères de sélection et de la déclaration faite dans le DUME. Les Soumissionnaires doivent être capables de satisfaire tous les critères. Ceux-ci seront évalués sur une base satisfaction/non-satisfaction (oui/non).

Étape 4

Seules les Offres franchissant cette étape seront évaluées ultérieurement par le CVT. L'évaluation de la Proposition technique se fera sur base de Critères d'attribution techniques et non techniques et selon le modèle de cotation (voir Appendice 5, Modèle de cotation des Critères d'attribution, de l'AO). **Un seuil minimum de 60 % de la quantité totale de points doit être respecté, tout comme certains critères** (voir section 7.5 ci-dessous).

La **Section financière** des Offres franchissant cette étape sera alors évaluée. La Proposition financière (Annexes C et D) sera évaluée sur base de la formule prévue dans le modèle de cotation (Appendice 6, Modèle de cotation pour le Prix). **Le prix qui sera évalué sera le Prix réel.**

D'abord, le CVT évaluera toutes les Offres individuellement et en toute indépendance. Plus une Offre obtient de points en tout, mieux elle est classée. Un classement préliminaire des Offres sera réalisé sur base des évaluations individuelles des évaluateurs, toutes pondérées à l'identique.

Si c'est jugé nécessaire, une audition en ligne aura lieu, où les Soumissionnaires seront priés de clarifier des aspects de leur Offre.

Ensuite, le CVT se réunira pour récolter et comparer les commentaires de chaque évaluateur sur chaque Offre, en discuter et passer en revue le score et le classement préliminaires afin de s'assurer que l'évaluation de toutes les Offres est cohérente et non discriminatoire.

Le CVT fera une recommandation finale à l'Acheteur principal pour l'attribution des contrats.

L'Acheteur principal prendra les décisions ultimes suivantes :

- 1) Le classement final des Offres ;
- 2) L'attribution des Contrats.

Les différences importantes d'évaluation par les évaluateurs seront identifiées. Si le raisonnement donné par les évaluateurs requiert de plus amples clarifications, ils les fourniront.

La désignation pour l'Accord-cadre sera attribuée sur base de l'Offre économiquement la plus avantageuse (MEAT).

Une fois la décision d'attribution prise, les Soumissionnaires seront informés de leur classement. Un Accord-cadre et un Contrat spécifique pour la Phase 1 seront envoyés peu après aux Soumissionnaires sélectionnés. Les Soumissionnaires signeront les Contrats conformément au calendrier de ces PCP (voir section 1.7).

Sauf notification écrite contraire de la part de l'Acheteur principal (voir Calendrier des PCP dans la section 1.7 de l'AO), les Soumissionnaires sélectionnés doivent signer et renvoyer l'Accord-cadre et le Contrat spécifique de la Phase 1 à l'Acheteur principal dans les 5 jours qui suivent la date d'expiration du Délai d'attente. Un Accord-cadre signé renvoyé par le ou les Soumissionnaires sélectionnés ne contraint pas l'Acheteur principal tant qu'il ne l'a pas lui-même signé conformément à la section 1.1 de l'AO.

Si l'Acheteur principal n'a pas reçu l'Accord-cadre et le Contrat spécifique signés dans le délai stipulé ci-dessus, il peut proposer un Accord-cadre et un Contrat spécifique au Soumissionnaire suivant dans l'ordre du classement.

On attend des Soumissionnaires sélectionnés, si des Contrats leur sont attribués, qu'ils commencent et terminent leur Projet à temps. Si le Projet n'est pas terminé à l'échéance, l'Adjudicataire n'aura pas le droit de soumettre une Offre pour la Phase suivante.

Les Soumissionnaires sélectionnés doivent aussi noter que, lorsqu'un Contrat spécifique est attribué par le biais d'une Mise en concurrence réduite, l'Acheteur principal exigera de l'Adjudicataire auquel il a décidé d'attribuer un Contrat spécifique de fournir des preuves à jour afin de démontrer que chaque entité concernée respecte les Motifs d'exclusion, les Critères de sélection, les Critères de conformité et toute autre exigence de conformité en vertu de la section 5 de l'AO.

Les Soumissionnaires non sélectionnés peuvent contacter l'Acheteur principal dans les 5 jours qui suivent la décision d'attribution afin d'obtenir des informations supplémentaires sur la non-sélection de leur Offre pour un contrat. Les Soumissionnaires recevront un feed-back sur leur Offre.

7.4 Évaluation des Phases 2 et 3

Les critères et la méthode d'évaluation des offres des Phases 2 et 3 seront essentiellement identiques aux critères et à la méthode utilisés pour évaluer les Offres d'origine, tels qu'énoncés ci-dessus, mais peuvent être élaborés ou développés plus en détail dans ces cadres-là. La pondération de chaque Critère d'attribution peut différer du poids initial dans les Phases 1 ou 2.

Pour les Phases 2 et 3, la composition du CVT et le processus d'évaluation menant à la décision d'attribution resteront, dans la mesure du possible, identiques à ceux de la Phase 1. Néanmoins, le processus d'évaluation peut être décrit plus en détail, en particulier pour la Phase 3, en ce qui concerne les procédures de test.

7.5 Évaluation et cotation

Les points attribués à chaque critère (Gestion de projet, Impact sur le Challenge, Faisabilité commerciale, Évaluation de la solution et pérennité des tests) doivent être multipliés par le pourcentage de pondération pour ce critère particulier, ce qui génère un score final par critère. Le score final d'une Offre est la somme de tous les scores finaux des critères. Seules les Offres obtenant les scores minimums suivants (seuil) peuvent entrer en ligne de compte pour un Contrat (Phases 1 à 3) :

- minimum 60 % du score final pour chacun des critères suivants, sauf le prix :
 - Gestion de projet
 - Impact sur le Challenge
 - Faisabilité commerciale
 - Évaluation de la solution et pérennité des tests
- minimum 60 % du score final pour les scores combinés, prix compris.

Ne pas atteindre le score minimum pour n'importe quelle composante de l'Offre entraînera son exclusion de la suite de la participation aux PCP.

Rappel (en vertu de la section 5.5 ci-dessus) :

- 1) Si deux des Sous-objectifs exigeant « **suffisamment d'informations pour atteindre le sous-objectif** » dérivés des Objectifs relevant de la catégorie **Impact sur le Challenge** reçoivent un score de 0, cela entraînera l'**exclusion du Soumissionnaire**.
- 2) Dans la Proposition technique, sous la catégorie **Impact sur le Challenge**, si n'importe quel Objectif reçoit un score de 0, cela entraînera l'**exclusion du Soumissionnaire**.

- 3) Si les Sous-objectifs PESAr13, Assurance qualité des logiciels, relevant de la Sécurité paneuropéenne et/ou PESAr15 Assurance de sécurité harmonisée, reçoivent un score de 0, cela **entraînera l'exclusion du Soumissionnaire** (voir section 2.2.3.1 de Challenge des PCP (TD2) de BroadWay).
- 4) Si le prix proposé pour une phase est supérieur au Prix plafond de cette phase, la partie sera **exclue**.

La liste des critères d'évaluation, pondérations et points maximums disponibles est reprise à la section 5.5. Le modèle de cotation se trouve à l'Appendice 5, Modèle de cotation pour les Critères d'attribution.

La cotation sera établie selon une échelle absolue, ce qui signifie que plusieurs Offres peuvent recevoir le même score et que le score reçu par une Offre déterminée n'est pas affecté par celui que d'autres auront reçu.

7.6 Communication, Q&R

Un webinaire se déroulera le vendredi 15 mars 2019 afin de discuter des Documents d'appel d'offres. Il sera suivi d'un briefing (face à face) le mardi 26 mars 2019, à Bruxelles, afin de clarifier les Documents d'appel d'offres et la procédure ainsi que de répondre aux questions ou demandes de clarification potentielles des Soumissionnaires. Des détails relatifs à l'inscription seront mis à disposition sur le site web du Projet.

Toutes les questions et demandes de clarification doivent être reçues par l'Acheteur principal au plus tard le 5 avril 2019. Aucune question reçue après cette échéance ne recevra de réponse.

Les questions ou demandes de clarification doivent être adressées à :

E-mail : secretariat@broadway-info.eu.

Veuillez mentionner le n° XXXX de référence des Achats de BroadWay dans l'objet de vos e-mails. La bonne référence de document (TD 1, Annexe A, etc.) et le bon numéro de page doivent être stipulés clairement avec chaque question.

La synthèse de toutes les questions et réponses sera présentée dans un document de Q&R anonymisé qui sera publié sur <http://www.broadway-info.eu/tender> en anglais.

Pour les Phases 2 et 3, ces questions et réponses ne seront pas publiées mais distribuées à tous les Adjudicataires qui auront réalisé avec succès la Phase précédente.

Sauf instruction contraire, veuillez n'utiliser d'autre adresse ou moyen de contact ni contacter toute autre personne en lien avec ces achats.

7.7 Procédures d'appel

Toute réparation ou réclamation et tout litige découlant de ou en lien avec la Procédure d'appel d'offres des PCP de BroadWay ou ayant un rapport avec les décisions d'attribution d'un Contrat entre l'Acheteur principal et l'Adjudicataire, y compris pour l'attribution des Phases 2 et 3, doit être rapidement déposé devant/instruit par le Conseil d'État belge.

Tout litige ou toute réclamation découlant de ou en lien avec l'exécution des Contrats conclus entre l'Acheteur principal et l'Adjudicataire sera instruit par le Tribunal de première instance de Bruxelles.

Un Délai d'attente de **cinq (5) jours ouvrables** sera accordé après la notification de toute décision relative à l'attribution de l'Accord-cadre (Phase 1 comprise), ainsi qu'à celle des Phases 2 et 3, au cours duquel les Soumissionnaires non sélectionnés peuvent introduire un recours en extrême urgence devant le Conseil d'État afin de suspendre la procédure d'attribution de contrat et/ou de l'annuler.

Les Soumissionnaires doivent noter que l'Acheteur principal clarifiera les informations ci-dessus lorsqu'il leur notifiera les résultats de cette Mise en concurrence, y compris les scores d'évaluation obtenus par le Soumissionnaire concerné et par celui qui est le moins bien classé par rapport à chaque Critère d'attribution évalué par le CVT.

SECTION 8: CONDITIONS CONTRACTUELLES

8.1 Introduction

Les Soumissionnaires sélectionnés seront priés de signer à la fois un Accord-cadre et un Contrat spécifique pour la Phase 1. Pour les Phases 2 et 3, les Adjudicataires sélectionnés seront priés de signer un Contrat spécifique pour lesdites Phases (voir les modèles fournis dans TD3 et TD4).

8.2 Monitoring

Durant chaque Phase, l'exécution des contrats fera l'objet d'un monitoring périodique et d'une revue vis-à-vis des fruits attendus (jalons, livrables, fruits et Résultats de R&D) de la Phase. Consultez également Fruits attendus dans la section 3.5 et la clause 12 de l'Accord-cadre.

Chaque Adjudicataire doit couvrir ses propres coûts et par conséquent prévoir dans sa Proposition des budgets appropriés (personnel et déplacements) pour les réunions de monitoring en plus de la Démonstration des résultats à la CE en fin de Phase 2 et de Phase 3.

8.3 Évaluation des fruits à la fin d'une Phase

À la date de fin de chaque Phase, les Adjudicataires soumettront leurs Formulaires de reporting de fin de phase, livrables et Résultats de R&D répertoriés compris. Les Formulaires de reporting de fin de phase seront évalués par le CVT afin de déterminer si les Adjudicataires respectifs ont mené à bien une Phase de manière satisfaisante ou pas. La réalisation satisfaisante/insatisfaisante déterminera si l'Adjudicataire est payé ou pas. Un modèle de Formulaire de reporting de Fin de phase est intégré à l'Appendice 9, Formulaire de reporting de fin de phase (modèle).

Le CVT évaluera aussi si les Adjudicataires ont réalisé avec succès une Phase particulière et par conséquent s'ils ont le droit de participer à la Mise en concurrence réduite de la Phase suivante.

La réalisation avec succès d'une Phase sera évaluée par le CVT vis-à-vis du Formulaire de reporting de fin de phase (y compris tous les livrables) selon les critères d'évaluation (veuillez vous référer au tableau des scores de l'Appendice 7, Modèle de cotation pour les fruits des Phases,) à condition que les jalons clés aient été franchis avec succès et les objectifs traités comme il se doit.

8.4 Paiements basés sur la Réalisation satisfaisante des Jalons et Livrables de la Phase

Les paiements correspondant à chaque Phase des PCP seront soumis à la réalisation **satisfaisante** des livrables et jalons de cette Phase.

La réalisation satisfaisante sera évaluée par le CVT, qui prendra la décision finale d'acceptation ou de rejet des jalons/livrables/tests.

Une réalisation satisfaisante sera évaluée selon les exigences suivantes :

- Le travail correspondant à ce jalon/livraison a été accompli ;
- Une qualité minimum raisonnable a été fournie (voir clarification ci-dessous) ;
- Les rapports ont été soumis à temps ;
- L'argent/les ressources ont été alloués aux objectifs prévus ;
- L'argent/les ressources ont été alloués et le travail a été accompli selon les Critères de conformité (critères de lieu d'exécution, de financement public et de définition de la R&D) ;

Et

- Le travail a été accompli conformément aux dispositions du Contrat (y compris, en particulier, la vérification du fait que l'Adjudicataire a dûment protégé et géré les DPI générés dans la Phase concernée) ;
 - La « qualité minimum raisonnable » d'un rapport signifie que :

TD1 Appel d'offres BroadWay

- Le rapport peut être lu par une personne familière du sujet mais pas experte ;
- Le rapport permet d'appréhender les tâches accomplies et les Résultats de R&D ;
- Le rapport est réalisé en utilisant le Formulaire de reporting de fin de phase ;

La « qualité minimum raisonnable » d'une démonstration (pour la Phase 2 ou 3) signifie que :

- La démonstration peut être comprise par une personne familière du sujet mais pas experte (par exemple quelqu'un qui a des connaissances opérationnelles mais pas techniques) ;
- La démonstration montre comment l'innovation fonctionne, comment elle peut être utilisée et (le cas échéant) comment elle est exploitée et entretenue ;
- La démonstration est accessible à des parties désignées par l'Acheteur principal, sauf si elles sont des concurrents directs de l'Adjudicataire.

Une réalisation satisfaisante de chacune des Phases ne signifie pas une réalisation avec succès. Des PCP peuvent, par exemple, être réalisés de manière satisfaisante même s'ils concluent que l'innovation n'est pas réalisable.

L'évaluation tiendra compte des efforts des Adjudicataires à tenir compte du feed-back de l'Équipe de monitoring du CVT. L'Acheteur principal approuvera ou rejettera le caractère « satisfaisant » des livrables soumis dans les 30 jours calendrier qui suivent leur soumission.

Lorsque le CVT juge que la réalisation de livrables ou jalons n'est pas satisfaisante, l'Acheteur principal peut décider de réduire ou de supprimer des paiements pour ce livrable et/ou peut mettre fin aux Contrats.

Les factures doivent être soumises à l'Acheteur principal. Les détails relatifs aux paiements par l'Acheteur principal sont énoncés dans la clause 2 de l'Accord-cadre.

Les factures des Adjudicataires doivent indiquer :

- une **ventilation du prix** montrant le prix des Services de R&D et le prix des produits fournis (afin de démontrer la conformité à la définition de la R&D du critère de conformité A) ;
- Une **ventilation du prix** montrant le lieu ou le pays où différentes catégories d'activités ont été réalisées (*p. ex. x heures de chercheur senior dans le pays L, à y euros/heure, a heures de développeur junior dans le pays M à b euros/heure*) (afin de démontrer la conformité à l'exigence liée au lieu d'exécution du Critère de conformité C).

8.5 Calendrier de paiement

Les Services de R&D de l'Adjudicataire pour chaque Phase seront payés selon les dispositions suivantes :

(i) Calendrier de paiement pour la Phase 1 :

- 100% du Prix proposé par l'Adjudicataire seront payés dans les 30 jours qui suivent la date de réception par l'Acheteur principal d'une facture correcte et approuvée, après la déclaration par l'Acheteur principal de la réalisation satisfaisante de la Phase 1, telle que décrite dans TD2, Challenge des PCP.

(ii) Calendrier de paiement pour la Phase 2 :

- 40% du Prix proposé par l'Adjudicataire seront payés dans les 30 jours qui suivent la date de réception par l'Acheteur principal d'une facture correcte et approuvée, après le début de la Phase 2,
- 60% du Prix proposé par l'Adjudicataire seront payés dans les 30 jours qui suivent la date de réception par l'Acheteur principal d'une facture correcte et approuvée, après la déclaration par l'Acheteur principal de la réalisation satisfaisante de la Phase 2, telle que décrite dans TD2, Challenge des PCP.

(iii) Calendrier de paiement pour la Phase 3 :

- 40% du Prix proposé par l'Adjudicataire seront payés dans les 30 jours qui suivent la date de réception par l'Acheteur principal d'une facture correcte et approuvée, après le début de la Phase 3,

- 37% du Prix proposé par l'Adjudicataire seront payés dans les 30 jours qui suivent la date de réception par l'Acheteur principal d'une facture correcte et approuvée, après la déclaration par l'Acheteur principal de la réalisation satisfaisante de la Phase 3, telle que décrite dans TD2, Challenge des PCP.
- 23% du Prix proposé par l'Adjudicataire seront payés dans les 30 jours qui suivent la date de réception par l'Acheteur principal d'une facture correcte et approuvée, après la date d'autorisation par la Commission européenne du paiement de la Subvention finale.

Consultez la clause 2 de l'Accord-cadre.

8.6 Éligibilité à la Phase suivante basée sur une Réalisation avec succès de la Phase

L'éligibilité à participer à la Phase suivante sera soumise à une réalisation *avec succès* de la Phase en cours.

Le succès d'une Phase sera évalué par le CVT par rapport aux exigences suivantes :

- Tous les jalons ont été réalisés avec succès (voir section 3.5, Fruits attendus pour les Jalons demandés et Appendice 7, Modèle de cotation pour les fruits des Phases).
- L'Adjudicataire reçoit un score global de 60% dans le Rapport de fin de phase. Seuls les Adjudicataires les mieux classés seront invités au stade suivant de Mise en concurrence réduite.

Notez qu'il y a une différence entre une réalisation satisfaisante (exigence pour un paiement) et une réalisation avec succès (préalable pour passer d'une Phase à la suivante).

8.7 Finalisation de la Phase 3 : lien avec un potentiel achat de suivi dans le cadre de MPVI

Un nouvel Appel à la concurrence peut être lancé si les acheteurs s'engagent dans la passation d'un marché public à visée innovante (MPVI) afin de déployer des volumes commerciaux des solutions fournies dans le cadre de ces PCP.

Appendice 1: Principes des PCP d'Horizon 2020

Les **PCP sont scindés en trois Phases** (ébauche de solution, prototypage, mise au point initiale et test d'une quantité limitée de produits ou services nouveaux). Des évaluations après chaque phase identifieront progressivement les solutions affichant le meilleur rapport qualité/prix et répondant aux besoins des clients.

Cette approche par phases permet aux adjudicataires sélectionnés d'améliorer leurs propositions pour la phase suivante en s'appuyant sur les leçons tirées et le feed-back d'acheteurs de la phase précédente.

Le recours à une approche par phases, avec des tailles de contrat croissant progressivement à chaque phase, facilite aussi la participation de plus petites entreprises aux PCP et permet à des PME de développer leurs activités pas à pas, phase après phase.

Les services de R&D peuvent couvrir des activités de recherche et développement allant de l'exploration et de l'ébauche de solutions à la mise au point initiale d'une quantité limitée de produits ou services nouveaux sous la forme d'une série expérimentale, en passant par le prototypage. La mise au point initiale d'un produit ou service nouveau peut inclure une production ou fourniture limitée afin d'intégrer les résultats de tests de terrain et de démontrer que le produit ou service convient pour une production ou fourniture en quantités en respectant des normes de qualité acceptables.

La R&D n'inclut pas une production ou fourniture en quantités pour établir la viabilité commerciale ou récupérer les coûts de R&D.¹¹

Sont aussi exclues des activités de développement commercial comme les adaptations mineures ou les modifications périodiques ou de routine de produits, services, lignes de production, processus existants ou d'autres opérations en cours, même si de telles modifications sont susceptibles de constituer des améliorations.

Les informations suivantes offrent une introduction générale à l'instrument des PCP, conforme à la documentation fournie par la Commission européenne. Pour une description plus détaillée de la notion de PCP, lisez absolument les documents suivants de l'UE : (1) Communication sur les PCP COM/2007/799 et (2) Document de travail des services de la Commission SEC/2007/1668.

Par ailleurs, les PCP se distinguent aussi par les **caractéristiques** clés suivantes :

- **Approche ouverte, transparente et non discriminatoire**

Les PCP sont ouverts à tous les opérateurs sur un pied d'égalité, peu importe leur taille, leur localisation géographique ou leur structure de gouvernance. Il y a cependant un critère de lieu d'exécution : ils doivent réaliser un pourcentage minimum prédéfini des services de R&D qui leur sont confiés dans des États membres de l'UE ou des Pays associés à Horizon 2020. Dans le cas de BroadWay, il s'agit de 75 % (100 % pour les composants de sécurité).

- **Partage des risques et bénéfices liés aux DPI dans des conditions de marché**

Les PCP fournissent des services de R&D au prix du marché, offrant donc aux adjudicataires une source transparente, concurrentielle et fiable de financement pour les stades précoces de leur recherche et développement.

Donner à chaque adjudicataire la propriété des DPI attachés aux résultats qu'il génère durant les PCP signifie qu'il peut exploiter commercialement à grande échelle les nouvelles solutions développées. En retour, le Prix offert doit contenir une compensation financière pour conserver la propriété des DPI. De plus, les acheteurs doivent recevoir le droit d'utiliser les résultats de R&D à usage interne et des droits de licence soumis à certaines conditions.

En fonction des fruits des PCP, des acheteurs **peuvent décider ou pas de les faire suivre** d'un Marché public afin de déployer les Solutions innovantes (MPVI).

¹¹ Voir aussi l'Article XV(1)(e) de l'AMP de l'OMC de 1994 et l'Article XIII(1)(f) de la révision de l'AMP de l'OMC de 2014

Cependant, tout MPVI ultérieur, pour la fourniture de volumes commerciaux des solutions, sera exécuté dans le cadre d'une procédure d'achat distincte. Les fournisseurs qui n'ont pas pris part à ces PCP (ou qui n'ont pas été choisis pour aller jusqu'à la dernière phase) resteront donc capables de concourir à pied d'égalité pour tous les achats ultérieurs cherchant des adjudicataires pour fournir une solution à une échelle commerciale.

La page web sur les PCP de la Commission européenne permet d'en savoir plus en la matière.

Appendice 2: Équipe d'évaluation de praticiens (EEP)

Pays	Organisation en appui	Type de PPDR
Autriche	Croix-Rouge autrichienne	Service de santé
Autriche	Bundesministerium fur Landesverteidigung und Sport	Ministère de la Défense
Autriche	Die Johanniter (Ordre protestant de Saint-Jean)	Service de santé
Australie	Australian Radio Communications Industry Association	Association australienne
Australie	CDMPS University of Melbourne	Formation et recherche
Belgique	Police fédérale	Police
Danemark	Police nationale danoise, centre des communications d'urgence	Police
Finlande	Autorité policière d'Åland	Police
Finlande	Douanes finlandaises	Douanes
Finlande	District hospitalier de Laponie	Service de santé
Finlande	Service de sauvetage de Laponie	Pompiers/services de sauvetage
Finlande	Ministère de l'Intérieur	Ministère de l'Intérieur
Finlande	Police nationale	Police
Finlande	Service de sauvetage d'Ostrobotnie	Services de sauvetage
Finlande	Garde-frontières finlandais	Garde-frontières
France	Gendarmerie Nationale (Ministère de l'Intérieur)	Police
France	Police Nationale (Ministère de l'Intérieur)	Police
France	Service d'incendie de Savoie	Pompiers
Allemagne	Bayerisches Rotes Kreuz	Service de santé
Grèce	Police grecque	Police

TD1 Appel d'offres BroadWay

Grèce	Services de sauvetage grecs	Services de santé/sauvetage
Irlande	An Garda Siochana	Police
Irlande	Electricity Supply Board Networks	Service d'utilité publique
Irlande	Irish Ambulance Service	Services d'ambulance
Irlande	Irish Coast Guard	Garde-côtes
Irlande	Irish Fire Service	Pompiers
Irlande	Irish Prison Service	Prisons
Israël	Magen David Adom	Service de santé
Italie	QG des Carabinieri	Police
Italie	Guardia di Finanza	Police financière
Italie	Service de protection civile italien	Protection civile
Italie	Pompiers nationaux	Pompiers
Lituanie	Département des technologies de l'information et des communications	Ministère de l'Intérieur
Norvège	Service TIC de la police norvégienne	Police
Roumanie	Direction générale de la logistique	Ministère de l'Intérieur
Roumanie	Département des situations d'urgence	Pompiers/services de sauvetage/services d'ambulance
Roumanie	Inspection générale de l'aviation (MMOI)	Ministère de l'Intérieur
Roumanie	Service de protection et gardes du corps	Services de la sécurité des hautes personnalités
Slovénie	Ministère de l'Intérieur slovène	Ministère de l'Intérieur
Espagne	DG des systèmes de communication et d'information pour la sécurité	Ministère de l'Intérieur
Espagne	Guardia Civil	Police
Espagne	Ministère de la Défense, unité d'urgence	Ministère de la Défense
Espagne	Policia National	Police

TD1 Appel d'offres BroadWay

Espagne	Proteccion Civil Espana	Protection civile
Espagne	Empresa Publica de Emergencias Sanitarias	Service de santé
Royaume- Uni/Irlande du Nord	Police Service of Northern Ireland	Police
États-Unis	NPSTC National Public Safety Telecommunications Council	Agence des États-Unis

Appendice 3: Groupe d'acheteurs

1. BEASD : Astrid, Belgique

<http://www.astrid.be>



ASTRID est l'opérateur du réseau national de radiocommunication, paging et dispatching conçu pour les services de secours et de sécurité en Belgique.

ASTRID permet à la police, aux pompiers, aux services médicaux d'urgence et à d'autres organisations impliquées dans la sécurité publique d'améliorer leurs communications tant internes qu'interdisciplinaires.

En établissant une liaison fiable et transparente entre utilisateurs, ASTRID vise à promouvoir une gestion fluide des opérations et la sécurité des utilisateurs sur le terrain et à contribuer ainsi à la sécurité et à la protection de la population dans son ensemble.

ASTRID offre quatre services de base importants : radiocommunication, paging, solutions de dispatching et transmission mobile de la voix et des données.

ASTRID s'attend à ce que BroadWay accélère et stimule le développement de technologies « Mission Critical » à large bande en général. Sans aucun doute, BroadWay poussera en avant d'importantes caractéristiques spécifiques comme le roaming transfrontalier harmonieux (le terrorisme et le crime ne s'arrêtent pas aux frontières) et un chiffrement fiable de bout en bout (caractéristique essentielle pour les communications critiques), qui pourraient sinon être laissées de côté à cause de l'intérêt limité du secteur.

De plus, comme Bruxelles abrite de nombreux sièges officiels d'institutions européennes, elle héberge également de nombreuses rencontres internationales. Les délégués et VIP internationaux de ces réunions ont besoin d'un système de communication interopérable local pour les agents de sécurité qui les accompagnent. Une interopérabilité fluide permettrait aux effectifs de sécurité de différents pays de communiquer sur des plateformes communes afin d'améliorer la coordination et les opérations sans failles.

Les services de secours et de sécurité doivent faire face à une série de nouveaux défis comme les attaques terroristes, les changements climatiques et les conflits sociaux. Une technologie capable d'envoyer et de recevoir de grandes quantités de données peut aider les services de secours et de sécurité à faire leur travail de manière plus efficace et plus sûre. Les agents sur le terrain et les managers de crise ont besoin de réseaux mobiles à large bande qui leur permettent de partager en temps réel du streaming vidéo, des cartes détaillées ou des photographies haute résolution. ASTRID prévoit que son système TETRA à bande étroite devra être remplacé durant la prochaine décennie par un système à large bande prenant en charge les besoins croissants du secteur de la sécurité publique en matière de données. ASTRID s'attend à ce que l'ensemble des 70 000 utilisateurs MC actuels se servent des futurs services MC à large bande.

2. CZNAK : NAKIT, République tchèque

<http://www.nakit.cz>



TD1 Appel d'offres BroadWay

L'Agence nationale des technologies de l'information et de la communication (NAKIT) est une nouvelle agence publique, qui fut établie sur base de la Résolution n°1065 du Gouvernement de la République tchèque en date du 21 décembre 2015.

L'agence publique NAKIT a été fondée par le Ministère de l'Intérieur de la République tchèque. Sa mission est d'assurer pour son fondateur le développement conceptuel et à long terme de l'infrastructure d'information et de communication possédée par l'État pour que tous les investissements futurs dans ce domaine soient soumis à une stratégie unifiée.

L'agence NAKIT a été inscrite dans le Registre du commerce le 1^{er} février 2016. Le 1^{er} juillet 2016, elle a fusionné avec l'entreprise publique Česká pošta, sp, Odštěpný závod ICT Services. Une entreprise publique capable de fournir un large éventail de services TIC aux composantes de l'État a donc été créée.

Les tâches principales de l'Agence résultant de la Résolution du Gouvernement incluent l'inventaire de l'infrastructure TIC existante des institutions publiques et leurs besoins futurs dans ce domaine. Sur base de l'analyse de ces informations, NAKIT est la stratégie de développement de réseaux de communication non publics, qui inclut des propositions pour la mise en œuvre de mesures de sécurité appropriées. Elle prépare alors des recommandations et méthodologies pour réaliser la construction de réseaux non publics afin d'atteindre les effets de synergie les plus importants, et donc des économies.

La tâche de l'Agence est aussi d'assurer l'exploitation de réseaux de communication pour les besoins des composantes du système intégré de sauvetage, l'exploitation et le développement de certains systèmes d'information de l'administration publique et la tutelle de leur sécurité.

Faisant partie d'un système intégré de sauvetage, NAKIT exploite et développe « PEGAS », un réseau de radiocommunication à l'échelle nationale pour les communications critiques. PEGAS s'appuie sur la technologie Tetrapol et sert à environ 35 000 utilisateurs PPDR (p. ex. pompiers, services médicaux d'urgence, police, armée, douanes). Ayant été construit entre les années 1995 et 2003, PEGAS fournit actuellement un service inestimable et fiable depuis près de deux décennies.

PEGAS fait actuellement face à une modernisation significative, mais même après de longues années d'opérations, l'échec est patent dans un domaine : fournir un réseau de communication unifié et interopérable aux utilisateurs des PPDR, à l'échelon domestique et international. Un autre aspect important est la nécessité de services data à large bande fiables et sûrs, qui gagnent en importance et sont déjà largement utilisés par les PPDR sur des réseaux commerciaux, tandis que les anciens réseaux PPDR, comme Tetrapol, ne peuvent les fournir.

BroadWay offre une opportunité unique de mise en œuvre d'une solution « Mission Critical » à large bande vraiment interopérable pour les utilisateurs PPDR en Europe à travers une réalisation, des connaissances et un partage d'expérience collectifs.

NAKIT s'est vue confier la tâche de préparer une stratégie à long terme pour les réseaux des PPDR dans la décennie qui vient, mais cette stratégie est actuellement classifiée et d'autres détails ne peuvent être divulgués. Lorsque la stratégie sera approuvée, NAKIT sera responsable de sa mise en œuvre à la fin de la décennie, pour 80 000 utilisateurs des PPDR.

3. EERIKS : State Infocommunication Foundation, Estonie

<http://www.riks.ee>



Créée fin 2000, RIKS (State Infocommunication Foundation) est une fondation non commerciale administrée par le Ministère des Affaires économiques et des Communications.

RIKS fournit des services liés aux communications à des institutions publiques et autres organismes financés par l'État et des communications opérationnelles à des fins particulières.

RIKS offre des radiocommunications et des communications maritimes efficaces ainsi que des services de téléphonie.

La mission de RIKS consiste à procurer à des institutions publiques, des municipalités locales et autres organismes financés par l'État des services cohérents, sûrs et économiques de haute qualité en lien avec les communications, y compris des communications à des fins particulières à travers ses propres infrastructures et services d'infocommunications délivrés depuis le marché libre.

Nos principes de fonctionnement dérivent de la qualité, de la rationalité et de la sécurité.

RIKS (State Infocommunication Foundation) est une organisation non gouvernementale qui exploite les réseaux de communication critique d'Estonie (communications maritimes, TETRA pour les PPDR, LTE/4G). Le besoin d'un système national à large bande pour les PPDR, capable d'être intégré avec des réseaux similaires de pays européens voisins à l'avenir, est manifeste. Il est clair aussi que BroadWay offre un apport à la prochaine génération de stratégie MC à large bande nationale. Actuellement, aucun réseau MC à large bande n'offre une disponibilité de service comparable à celle de réseaux intégrés. Les réseaux MC à large bande nationaux ne doivent pas être conçus en n'ayant à l'esprit que les prestataires de services des PPDR, mais en pensant aussi aux prestataires de services vitaux.

BroadWay affectera l'architecture du futur système national à large bande pour les PPDR et la manière d'étudier l'aspect « interopérabilité ». Des solutions techniques harmonisées aideront à harmoniser les procédures de travail pendant et après l'interconnexion des réseaux avec les pays voisins. Des applications d'e-Police, e-Ambulance, etc. sont déjà utilisées par les agences des PPDR, mais elles s'appuient sur des services commerciaux réguliers à large bande de réseaux commerciaux. Il y a d'importants risques de sécurité des informations qui peuvent être résolus en exploitant les fruits du Projet BroadWay.

L'Estonie prévoit de mettre en œuvre des services MC à large bande de prochaine génération pour les PPDR entre 2018 et 2025, pour 10 000 utilisateurs des PPDR.

4. ESMIR : Ministère de l'Intérieur, Espagne

<http://www.interior.gob.es>



Les réseaux privés pour les communications de sécurité conviennent pour du travail de police, mais la technologie a évolué rapidement ces dernières années et les solutions technologiques mises en œuvre par tous les Services chargés de faire respecter la loi, de protection civile, d'urgence,... ont besoin de plus de capacités et de meilleures capacités. Le besoin croissant de large bande doit être rencontré pour assurer de meilleurs services et faciliter l'interaction avec les citoyens.

Les services de mobilité, simplement avec un système d'alerte et d'évaluation rapide, permettront aux premiers intervenants et aux autorités publiques d'offrir un service plus sûr et plus efficace à la société. Le développement des services de mobilité est devenu un enjeu clé pour transmettre les énormes quantités d'informations enregistrées par des capteurs déployés dans les rues, sur des voitures de patrouille, voire même portés par l'officier de police.

L'Espagne, en tant qu'élément du flanc sud de l'Union européenne, est impliquée dans des missions stratégiques sur terre, en mer et dans les airs dans le cadre de l'effort conjoint des agences de PPDR de différents États membres. Un système de communication efficace et polyvalent entre agences, permettant des opérations conjointes à la fois localement et à distance, est crucial pour la réussite de chaque mission.

Dans le même temps, l'intégration de la large bande dans les communications des PPDR permettra de créer de nouvelles applications qui amélioreront le service rendu par ces agences aux citoyens.

C'est la raison pour laquelle le Ministère de l'Intérieur espagnol considère que BroadWay est un projet stratégique pour le développement d'un nouveau système de communication européen entre agences des PPDR.

Un projet comme BroadWay peut être une impulsion majeure pour la feuille de route permettant de migrer vers des solutions MC à large bande. D'un autre côté, il montrera les avantages de nouvelles applications pour les PPDR à travers des exemples concrets et, par ailleurs, il encouragera le recours à une technologie commune qui autorisera l'interopérabilité entre agences nationales et internationales. La migration d'un réseau national vers un réseau à large bande n'est pas attendue avant le milieu des années 2020. Elle concerne 72 000 utilisateurs chez les PPDR.

5. FIVIR : Suomen Virveverkko Oy, Finlande

<https://www.erillisverkot.fi>



Le groupe de réseaux de sécurité publique finlandais sécurise les services critiques de leadership et de société de l'information en toute circonstance. Nous fournissons des services TIC sûrs et fiables aux autorités publiques et à d'autres opérateurs cruciaux pour la sécurité nationale. Nous développons la sûreté et la sécurité globales dans la société et nos opérations touchent quasiment tout le monde en Finlande.

Résoudre les problèmes des clients

Nos domaines d'expertise sont les services de centre de données et de capacité serveur ainsi que les services et réseaux de communication de données. Nous fournissons aussi de plus en plus de services d'analyse de données et de conscience situationnelle.

Notre cœur de cible, ce sont les organisations qui ne se satisfont pas de l'ordinaire. Nos services sont utilisés par les forces armées finlandaises, la police, les pompiers, les services de sauvetage, les services sociaux, les prestataires de soins de santé, l'administration du centre d'intervention d'urgence, des autorités publiques et locales ainsi que des entreprises.

Nous sommes une société à but spécial détenue par l'État. Le Bureau du premier ministre est responsable de la politique de l'État dans l'entreprise. Grâce à la structure de la société, l'organisation de nos services est agile et le financement flexible. L'entreprise combine les meilleurs aspects de l'autorité publique et de l'entreprise privée.

Notre chiffre d'affaires annuel s'élevait approximativement à 86 millions d'euros en 2015. Des informations plus détaillées sont disponibles sur le site web du Bureau du premier ministre.

Le plan finlandais prévoit de s'appuyer à l'avenir sur des services 4G et 5G basés sur des normes commerciales du 3GPP. Un RAN commercial primaire sera choisi par un processus de marché public en 2018, et il a été décidé que les utilisateurs des services de secours et de sécurité devraient disposer d'un accès prioritaire, de la préemption et d'un roaming national (cartes SIM) en activité pour 2019 pour ce qui est des services liés aux données. Le RAN

sélectionné sera renforcé et la couverture sera améliorée de manière à ce que les services MC à large bande remplacent le système TETRA à bande étroite dans la seconde moitié des années 2020. Il est prévu que les nouveaux services MC à large bande aient autour de 50 000 utilisateurs au début, mais leur nombre augmentera jusqu'à environ 80 000 à la fin de la décennie 2020.

La Finlande a créé les « Cinq étapes jusqu'au large bande critique », qui est la feuille de route de la migration de l'infrastructure mobile « Mission Critical » basée sur les besoins des utilisateurs et une plate-forme de services. La participation au consortium SEC-04-DRS garantit l'harmonisation de la solution finlandaise avec les autres États membres de l'UE. Pointant le fait que la Finlande a été un précurseur du recours à des solutions de communication « Mission Critical », l'équipe finlandaise peut offrir une valeur ajoutée au consortium en amenant une expertise, des possibilités de benchmarking et des capacités d'innovation pour le développement de solutions « Mission Critical » à large bande de prochaine génération.

Alors que la Finlande se focalise surtout sur ses demandes nationales, il est très important de construire un écosystème interopérable à 100 % avec les solutions de tous les États membres de l'UE. Les besoins opérationnels des PPDR finlandais demandent que les futurs services critiques à large bande n'offrent pas moins que l'imminente interface intersystème ISI avec la Norvège et la Suède.

6. FRMOI : Ministère de l'Intérieur, France

<https://www.interieur.gouv.fr>



Depuis deux siècles, le Ministère de l'Intérieur est au cœur de l'administration française : il assure sur tout le territoire le maintien et la cohésion des institutions du pays.

Son organisation, ses moyens humains et matériels constituent l'outil privilégié de l'État pour garantir aux citoyens l'exercice des droits, devoirs et libertés réaffirmés par la Constitution de la Ve République. Ses cinq missions essentielles s'articulent aujourd'hui autour de deux grands pôles.

Administrer le territoire

- Assurer la représentation et la permanence de l'État sur l'ensemble du territoire national.
- Garantir l'intégrité des institutions publiques.
- Veiller au respect des libertés locales et des compétences des collectivités territoriales dans le cadre de la décentralisation.

Garantir la sécurité des citoyens et des biens

- Élaborer et faire respecter les règles garantissant aux citoyens l'exercice des libertés publiques, notamment par le suffrage universel.
- Protéger la population contre les risques ou fléaux de toute nature et contre les conséquences d'un conflit éventuel.

TD1 Appel d'offres BroadWay

Ces missions sont remplies par les services rattachés au Ministre, le Secrétariat Général, les directions générales, les directions spécialisées de l'administration centrale du Ministère, et assurées sur l'ensemble du territoire par les préfetures et sous-préfetures, la police nationale, la gendarmerie nationale et la sécurité civile. Ces dernières étant confrontées aux réalités de la société française, au plus près des attentes des citoyens, leur activité témoigne des efforts de déconcentration entrepris par l'État.

Le Ministère de l'Intérieur étudie la meilleure manière d'évoluer vers les réseaux à large bande et a créé une équipe de préfiguration pour diriger ces études. La mission de préfiguration du réseau radio du futur (MPRRF) fait partie du Secrétariat général du Ministère de l'Intérieur français.

La feuille de route française vers la large bande prévoit un déploiement national débutant en 2021, avec une période de transition d'au moins une année des anciens réseaux au système LTE pour les fonctions « Mission Critical ». Les fruits du Projet BroadWay devraient être disponibles pendant ce laps de temps. La feuille de route de BroadWay aide donc vraiment la feuille de route de transition française à combler l'écart en matière de technologie d'interopérabilité entre les services MC pour les utilisateurs PPDR.

L'interopérabilité avec les partenaires frontaliers pour la police et les pompiers a toujours été un sujet important pour le gouvernement français, et ce besoin est de plus en plus pressant vu l'augmentation des attaques terroristes et des problèmes de migration en Europe.

La normalisation des futurs réseaux, utilisant la large bande, et les exigences des utilisateurs MC, autoriseront une interopérabilité plus aisée et il importe que tous les besoins fonctionnels et techniques soient comblés par la conception des outils techniques et l'organisation qui offrira le service d'interopérabilité à l'avenir.

Un réseau LTE/4G/5G unique pour tous les utilisateurs des PPDR devrait être disponible en 2021 (vision optimiste). Le besoin d'interopérabilité avec les PPDR voisins s'accroît et les solutions actuelles n'y répondent pas.

Le résultat du Projet BroadWay doit rencontrer ces besoins, être partagé par nos voisins et offrir des capacités d'interopérabilité avec des pays non voisins. Cela faciliterait la coopération de la police et des pompiers grâce aux nouveaux usages de ces nouveaux réseaux (vidéo et données principalement).

Les exigences d'interopérabilité seront satisfaites durant la période de transition, permettant une ouverture totale des services « Mission Critical » aux utilisateurs large bande des PPDR en 2022 ou 2023. Le nombre total d'utilisateurs se situera entre 300 000 et 500 000.

7. GRMOI : KEMEA, Grèce

<http://www.kemea.gr>



Le Centre pour les études de sécurité (KEMEA) a été fondé par la Loi 3387/2005 en tant que groupe de réflexion sur les politiques de sécurité du Ministère grec de l'Ordre public et de la Protection des citoyens.

Supervisé par le Ministère de l'Ordre public et de la Protection des citoyens, KEMEA est une agence scientifique de consultance et de recherche dont le but est de mener des recherches théoriques et appliquées et de procéder à des études sur les politiques de sécurité, en particulier au niveau stratégique. En 2011, KEMEA a été désigné par le Décret présidentiel n°39 (06-05-2011) « Point de contact national » pour la protection des Infrastructures critiques européennes (ICE) – point de contact PICE – suivant la transposition de la Directive 2008/114/CE du Conseil du 8 décembre 2008 concernant le recensement et la désignation des infrastructures critiques européennes ainsi que l'évaluation de la nécessité d'améliorer leur protection.

TD1 Appel d'offres BroadWay

KEMEA est autorisé à fournir une certification professionnelle à travers des examens (en collaboration avec l'organisme national de certification des qualifications et d'orientation professionnelle-EOPPEP n°3200/09-02/2012) pour le personnel de sécurité privé.

KEMEA représentait le gouvernement grec au European Research and Innovation Forum (ESRIF) de la Commission européenne (CE) et est membre du conseil d'administration de l'Organisation européenne pour la sécurité (EOS). KEMEA participe également avec succès à de nombreux projets financés par la CE et l'Agence spatiale européenne (ESA).

Pour remplir sa mission, KEMEA :

- a.** Met en œuvre des études et projets de recherche sur la sécurité intérieure, liés au Ministère de l'Ordre public et de la Protection des citoyens et ses agences associées, mais aussi pour d'autres organisations étrangères.
- b.** Conçoit et mène des projets de recherche en tant que représentant des organisations subordonnées au Ministère de l'Ordre public et de la Protection des citoyens, au nom d'organisations respectivement de l'UE, d'autres états ou internationales ou en coopération avec elles, conformément aux règles et procédures pertinentes.
- c.** Développe des collaborations au niveau national et international avec des organisations et agences, centres et fondations de recherche et d'enseignement, organismes sociaux, académiques et productifs, publics et privés, ainsi qu'avec des ONG.
- d.** Étudie la criminalité en tant que phénomène ainsi que ses tendances qualitatives et quantitatives en Grèce, mais aussi sa distribution géographique. De plus, KEMEA examine des méthodes et pratiques susceptibles d'aider à mettre en œuvre des politiques efficaces contre le crime.
- e.** Fait des suggestions sur l'harmonisation de mesures préventives et de lutte contre le crime avec des principes constitutionnels établis, des droits individuels et civiques, la légalité et le respect de la valeur des individus.
- f.** Surveille et étudie les avancées technologiques des systèmes de sécurité et évalue les percées réalisées.
- g.** Fait des suggestions sur l'exploitation du savoir-faire qu'il possède.
- h.** Apporte son soutien aux procédures de collaboration transfrontalière.
- i.** Organise et mène à bien des congrès, publie des recherches et des découvertes générales d'intérêt scientifique, organise des séminaires éducatifs, assure des formations certifiées sur des sujets relatifs à la sécurité et conçoit et mène des études certifiées sur de tels sujets.
- j.** Réalise diverses activités qui concernent l'accomplissement de ses objectifs.
- k.** Est un Organisme de certification à propos de procédures, d'études, de plans de sécurité de diverses autorités et entités du secteur public et privé.

Un objectif premier de KEMEA consiste à rassembler toutes les agences nationales chargées du respect de la loi (police, pompiers, garde-côtes, protection civile, etc.) et à leur permettre de collaborer en les interconnectant avec des agences correspondantes, des instituts de recherche et le secteur à travers toute l'Europe. Cette approche dédiée d'exploration de synergies, d'établissement de liaisons de communication et de collaboration pour produire des recherches motivées par l'utilisateur final sur tous les fronts du secteur de la sécurité au cours de la dernière décennie a valu à KEMEA de participer à de nombreux projets de R&D nationaux et européens.

Les agences chargées du respect de la loi et les premières forces d'intervention grecques utilisent actuellement divers types de moyens de communication sans fil, allant d'anciens réseaux VHF pour la majeure partie du continent et des territoires maritimes à TETRA pour la région de l'Attique, y compris Athènes, en passant même par les réseaux commerciaux GSM et 3G dans les zones où aucun autre moyen n'est disponible. Le paysage complexe du pays, de même que son vaste environnement maritime, créent un terrain éprouvant pour tout type de technologie sans fil.

Sur base de la situation décrite ci-dessus, il est urgent de moderniser l'infrastructure de communication mobile à travers le pays, en tenant compte des besoins émergents liés à la transmission de données. Bien que des fournisseurs de réseau TETRA soient disponibles sur le marché, les autorités helléniques hésitent à y recourir pour ne pas hypothéquer leurs enjeux de sécurité.

TD1 Appel d'offres BroadWay

De nouvelles solutions, basées sur des infrastructures LTE, ont été examinées et semblent prometteuses pour couvrir tous les besoins futurs.

Les autorités grecques cherchent donc des solutions à l'épreuve du temps, capables d'offrir efficacement les services de communication d'urgence à la plupart des premiers organismes d'intervention. Les questions deinteropérabilité avec l'existant sont intéressantes, tout comme le dossier chaud des communications transfrontalières avec les autorités de pays voisins, liées essentiellement au problème de l'immigration illégale et des activités criminelles transfrontalières en général. BroadWay ouvrira la voie vers le monde interopérable des radiocommunications à large bande pour les PPDR et la participation du Ministère de l'Intérieur grec, à travers KEMEA, aidera les autorités grecques à avoir une perception précoce et une voix qui compte pour ces technologies émergentes.

La mise en œuvre prévue des services MC interopérables à large bande de prochaine génération en Grèce sera pour 2020–2024, pour 20 000 utilisateurs des PPDR.

8. IEAGS : An Garda Síochána, Irlande

<https://www.garda.ie>



An Garda Síochána a une fière tradition de service des communautés et de protection de l'État avec plus de 16 000 membres, des civils et réservistes attachés à fournir un service de police et de sécurité opérationnel. C'est la pierre angulaire d'une société démocratique et progressiste. Nous croyons qu'une police efficace dépend de l'obtention de la confiance, du soutien et de la coopération des communautés locales ainsi que du dialogue avec ces communautés. Pour assurer d'y parvenir, les membres d'An Garda Síochána sont guidés par trois principes de police simples qui affirment que les services de police doivent être fournis :

- De façon indépendante et impartiale
- D'une manière qui respecte les droits humains
- En aidant à rendre la justice adéquatement et efficacement.

Notre mission

Fournir des services professionnels de police et de sécurité, avec la confiance et le soutien des personnes que nous servons.

An Garda Síochána (police irlandaise) a publié un plan de modernisation et de renouvellement (MRP) 2016–2021 qui reconnaît que la technologie est cruciale pour soutenir les activités de police et que l'investissement dans des systèmes TIC avancés l'est tout autant pour que la police puisse passer moins de temps en formalités et plus au contact des communautés locales. La mobilité policière assurera l'accès des patrouilles à des informations en temps réel sur des appareils mobiles, ce qui leur permettra de réagir plus rapidement aux événements. De nouveaux systèmes garantiront que les bonnes personnes sont au bon endroit au bon moment, amélioreront la visibilité de la police dans les communautés et offriront une meilleure réponse aux appels du public pour des services. Le contrat national de services de radio numérique (TETRA) expire en juin 2019. Il est prévu que les services de sécurité publique irlandais continuent d'utiliser TETRA jusqu'au milieu de la prochaine décennie. Un appel d'offres est en

TD1 Appel d'offres BroadWay

cours de préparation pour qu'un fournisseur propose un contrat de services TETRA en Irlande de juin 2019 jusqu'en 2025 au moins, son étendue dépendant de la capacité d'un futur système de communication sans fil à large bande à offrir les fonctionnalités requises dans le contexte de la sécurité publique.

BroadWay aura un impact sur l'état de disponibilité et l'adéquation de systèmes sans fil à large bande à opérer dans le contexte de la sécurité publique. BroadWay montrera la voie à suivre pour développer les applications centrales comme les appels de groupe, la messagerie en temps réel, la localisation des utilisateurs sur une carte et la vidéo. Sur base des calendriers ci-dessus, la préparation d'offres pour des services MC interopérables à large bande pour les PPDR débutera après 2023, avec 25 000 utilisateurs, le but étant que les premières mises en œuvre aient lieu pour 2025.

La ligne du temps pour que les utilisateurs des services de secours et de sécurité irlandais commencent à exploiter un système sans fil à large bande pour la sécurité publique cadre très bien avec la feuille de route de BroadWay. Cette dernière offre aux utilisateurs l'opportunité de spécifier et valider des applications pilotes essentielles et contribuera largement à développer le design final d'applications professionnelles et leur capacité à rencontrer les exigences de sécurité publique.

9. ITMOI : Ministère de l'Intérieur, Italie

<http://www.interno.gov.it>



Le Ministère de l'Intérieur est une structure complexe dont l'organisation est régie par le Décret législatif n°300/99 et ses mesures d'exécution. Au niveau central, il est divisé en bureaux collaborant directement avec le Ministre (Décret présidentiel n°98/2002) et en cinq départements (Décret présidentiel n°398/2001 et ses modifications ultérieures) ; au niveau périphérique, ce sont des préfectures (bureaux territoriaux du gouvernement), des bureaux de police et des pompiers.

Le Département de la sécurité publique (DPS) a établi un plan stratégique pour les télécommunications à moyen et long terme (3 à 5 ans) : il est désormais possible de tracer les lignes directrices du développement des réseaux existants, de saisir les opportunités offertes par les nouvelles technologies et de créer un seul réseau logique. Simultanément, le Ministère de l'Intérieur définit son rôle (propriétaire des réseaux ou opérateur virtuel), ses conditions économiques et son financement. La participation au consortium SEC-04 aidera le DPS à développer une solution cible qui sera harmonisée et interopérable avec les solutions des autres États membres de l'UE.

L'Administration de la sécurité publique joue un rôle central dans la définition de la stratégie : il est nécessaire d'identifier une image claire des besoins, des contraintes pour la pérennité économique et un bon équilibre entre modèles de propriété des réseaux et d'opérateur virtuel.

Le LTE assure la disponibilité de la large bande mobile, ce qui permet de tirer parti de services à valeur ajoutée innovants. La participation au consortium SEC-04 aidera le DPS à développer une solution cible qui sera harmonisée et interopérable avec les solutions des autres États membres de l'UE. L'équipe italienne peut offrir une plus-value au consortium en amenant les fruits de l'étude stratégique susmentionnée sur le développement de solutions « Mission Critical » à large bande de prochaine génération.

Le Ministère de l'Intérieur italien s'attend à ce que BroadWay accélère et stimule le développement de technologies « Mission Critical » à large bande en général. BroadWay aidera à introduire des fonctionnalités « Mission Critical » normalisées (semblables à TETRA) dans un réseau capable d'offrir des capacités à large bande. BroadWay offrira également des solutions pour l'interopérabilité entre pays aux frontières, facilitant la lutte des forces de police

contre le terrorisme et le crime ainsi que la coopération des PPDR en général sur la scène des incidents. BroadWay aidera les PPDR à exploiter des capacités actuellement offertes par des services non MC, à s'appuyer dessus et à créer un marché plus étendu qui fournira une gamme plus large de solutions et d'appareils à moindre prix. BroadWay « forcera » les secteurs et fabricants à développer des caractéristiques et appareils en fonction des besoins des PPDR, sur base des exigences définies au stade précédent du programme, BroadMap.

Le développement du programme de réseau MC à large bande national doit débuter en 2018 et s'étendra sur les 10 prochaines années, avec environ 270 000 utilisateurs des PPDR.

10. **NLPOL : Police nationale, Pays-Bas**

<https://www.government.nl>



Le Ministère de la Justice et de la Sécurité est responsable du maintien de l'état de droit aux Pays-Bas, pour que les personnes puissent vivre ensemble librement, quels que soient leur style de vie ou leurs opinions. Le Ministère œuvre à une société plus sûre, plus juste, en offrant aux gens une protection juridique et, si nécessaire, en intervenant dans leurs vies. Nous devons parfois prendre des mesures radicales : déchoir des parents de leur autorité parentale, par exemple, ou mettre des criminels condamnés en prison. Nous offrons également de nouvelles perspectives : par exemple, nous aidons des prisonniers à retrouver une place dans la société et soutenons des victimes de crimes. Ce sont toutes des mesures que seul le Ministère de la Justice et de la Sécurité a le droit de prendre. Le droit concerne les gens.

Organisation de la police néerlandaise

Les forces de police nationales des Pays-Bas sont constituées de 10 Unités régionales, de l'Unité centrale et du Centre des services de police. Le Commandement de la force, qui compte cinq membres, dispose de sa propre section de soutien (Personnel attaché au Chef de corps).

Unité centrale

En plus de ses propres tâches indépendantes, l'Unité centrale accomplit également des tâches spécialisées d'assistance aux Unités régionales. Le Chef de police est responsable de la gestion quotidienne de son Unité. Voici quelques-unes des tâches de l'Unité centrale :

- suivi, soutien et coordination d'opérations majeures ;
- lutte contre les formes graves, organisées, de criminalité à caractère national ou international qui minent l'état de droit ou des infrastructures vitales ;
- offre d'un soutien spécialisé dans la lutte contre la criminalité ;
- déploiement de la police montée, de chiens de patrouille et expertise médico-légale ;
- sécurité et protection des membres de la Maison royale et d'autres VIP ;
- exécution et soutien du travail de police sur les autoroutes, le réseau ferroviaire, sur l'eau et dans l'air ;
- lutte contre toute forme de violence grave et de terrorisme (Service des interventions spéciales).

Unités régionales

Les forces de police nationales comptent 10 Unités régionales. Chacune est dirigée par un Chef de police et est constituée de districts divisés en équipes de base. Chaque équipe assure les services de police de base dans une municipalité, une partie de grande municipalité ou un groupe de plus petites. Les équipes, constituées d'agents (principaux), d'agents de proximité, d'enquêteurs et d'un ou plusieurs chefs d'équipe, sont responsables de garantir que le quartier, la ville ou la région sont un cadre de vie sûr et agréable. Ils répondent aux appels d'urgence, patrouillent dans les rues, conseillent sur la prévention de la criminalité, résolvent des problèmes de circulation,

TD1 Appel d'offres BroadWay

mènent des activités d'investigation de base, aident le public, traitent des rapports officiels et partagent des informations au sein de leurs réseaux.

Centre des services de police

Le Centre des services de police (PDC) fournit les services de gestion opérationnelle comme les finances, les TIC, les communications et les ressources humaines, laissant aux officiers des Unités régionales la liberté de passer plus de temps à du vrai travail de police. Lorsque c'est possible, les effectifs du PDC sont situés dans 1 des 3 sites centraux des Pays-Bas.

Supervision des forces de police nationales

Les forces de police nationales sont dirigées par le Chef de corps. Le Ministre de la Justice et de la Sécurité a la pleine et entière responsabilité ministérielle du bon fonctionnement de la police. L'[Inspection de la Justice et de la Sécurité](#) s'assure que les forces de police accomplissent leurs tâches comme il convient. Les systèmes de communication mobile à large bande pour les PPDR, basés sur les normes du 3GPP, deviendront opérationnels dans la majorité des États membres de l'UE dans les 10 ans qui viennent, remplaçant finalement les anciens systèmes PMR (TETRA ou conventionnels).

BroadWay aide les Pays-Bas à s'assurer qu'il y aura une bonne liaison transfrontalière opérationnelle avec les pays voisins. Se joindre à BroadWay permet d'éviter la situation qu'on a connu lors de l'introduction de TETRA.

Beaucoup d'efforts ont été consacrés à l'ISI (Inter System Interchange), mais faute d'approche européenne unifiée, aucun ISI n'a été établi. En joignant nos forces dès à présent, cela peut être évité pour la large bande mobile. De plus, BroadWay renforce nos capacités à partager et obtenir des connaissances avec des collègues de toute l'Europe. L'adoption de la large bande par les PPDR aux Pays-Bas se fait par phases. Si l'on considère le remplacement du réseau TETRA C2000 par la large bande mobile, il ne débutera pas avant 2027, qui est l'année où le contrat actuel s'achève. Dans une perspective de communications critiques, c'est la feuille de route qui est suivie. Le réseau MC à large bande de prochaine génération doit servir 100 000 utilisateurs des PPDR néerlandais.

À côté de C2000, l'adoption de la large bande mobile est déjà en cours dans plusieurs disciplines. Actuellement, police, services d'ambulance et pompiers utilisent le réseau commercial et, par conséquent, des abonnements commerciaux. Cela suffit aujourd'hui, mais cette solution ne peut être considérée comme « Mission Critical ». Ces disciplines découvrant de plus en plus les avantages des données mobiles, ça devient de plus en plus « Mission Critical ».

11. ROSTS : Service des télécommunications spéciales, Roumanie

<http://www.stsnet.ro>



Le **Service des télécommunications spéciales** est la structure spécialisée centrale, de statut légal, qui organise et coordonne les activités dans le domaine des télécommunications spéciales pour les autorités publiques roumaines

TD1 Appel d'offres BroadWay

et d'autres utilisateurs prévus par la loi. L'institution a une organisation militaire et fait partie du système de défense national.

Les télécommunications spéciales comprennent les transmissions, émissions et réceptions de signes, signaux, textes, images, sons ou informations de toute nature, transmis par fil, radio, système optique ou autres systèmes électromagnétiques pour les utilisateurs habilités par la loi.

L'institution fournit des services de télécommunications spéciales pour les autorités publiques roumaines suivantes :

L'institution fournit des services de télécommunications spéciales pour les autorités publiques roumaines suivantes :

- Le Parlement roumain ;
- L'Administration présidentielle ;
- Le Gouvernement roumain ;
- Les institutions accomplissant des activités de défense nationale, de sécurité nationale et de respect de la loi ;
- L'administration publique centrale et locale ;
- L'Autorité judiciaire :
 - La Haute cour de cassation et de justice ;
 - Le Ministère public ;
 - Le Conseil suprême de la magistrature ;
- La Cour des comptes roumaine ;
- La Cour constitutionnelle ;
- Les structures dirigeantes des organismes publics et non publics d'intérêt national ;

Les télécommunications spéciales se caractérisent par un haut niveau de protection et de confidentialité. L'activité du Service des télécommunications spéciales est organisée et coordonnée par le Conseil suprême de la défense nationale et est placée sous le contrôle du Parlement roumain à travers les Commissions de Défense, Respect de la loi et Sécurité nationale des deux chambres du Parlement.

De plus en plus d'utilisateurs PPDR de Roumanie qui se servent actuellement d'un réseau TETRA à bande étroite ont demandé des services data mobiles à large bande pour leurs applications spécifiques. ROSTS et les utilisateurs des PPDR sont en contact permanent avec des MNO de Roumanie afin d'identifier des solutions pour exploiter leurs réseaux pour des services MC : MC-PTT, hiérarchisation, roaming national, préemption, etc.

Comme c'est le cas de la plupart des pays de l'UE, la Roumanie a formulé une stratégie pour faire passer les PPDR à la large bande en recourant à une approche graduelle pas à pas, en utilisant les réseaux à large bande commerciaux, d'abord pour des services data complémentaires, tandis que les messages et communications vocales « Mission Critical » restent dans son réseau TETRA couvrant tout le pays au moins pour la décennie à venir. Quand un tel réseau à large bande pour les PPDR s'établira en Roumanie, il est de l'intérêt national de respecter toutes les exigences et normes largement acceptées à l'échelle de l'UE en raison des économies d'échelle et de l'interopérabilité des appareils, services, applications et réseaux.

Toutefois, de par la nature de leurs utilisateurs, les systèmes de communication mobile à large bande pour les PPDR serviront à des fins de sécurité, ce qui implique que l'interopérabilité technique des systèmes ne suffira pas à atteindre la coopération opérationnelle transfrontalière. Le Projet BroadMap a défini le modèle d'architecture SPICE (service de communication normalisé interopérable pour les PPDR pour l'Europe), qui envisage l'établissement d'un nœud du système pour PPDR au niveau national, avec une interconnexion sécurisée à un hub SpiceNet européen.

TD1 Appel d'offres BroadWay

ROSTS prévoit que BroadWay permettra de comprendre plus clairement et plus en profondeur (tant sur le plan technique qu'organisationnel) la mise en œuvre de la stratégie nationale et de la feuille de route vers des services MC interopérables à large bande pour les PPDR roumains.

Une compréhension approfondie des futurs services MC à large bande sûrs pour les PPDR, avec l'architecture réseau, la mise en œuvre de l'interopérabilité et de la sécurité, l'écosystème des dispositifs et applications, est indispensable. De même, il faut étudier l'allocation du spectre et la proportion entre ressources dédiées et ressources partagées. La mise en œuvre de la priorité et de la préemption sur les réseaux commerciaux est un enjeu clé. Il importe d'étudier plus en détail l'interopérabilité des systèmes techniques et la coopération opérationnelle transfrontalière. ROSTS prévoit de lancer des services MC à large bande en Roumanie en 2026, avec 150 000 utilisateurs.

Appendice 4: Soumission électronique de l'Offre BroadWay

Il est rappelé aux Soumissionnaires de consulter la section 6.4 et l'Annexe E de TD1.

Les Offres doivent être soumises électroniquement via la plate-forme électronique d'e-tendering du Gouvernement fédéral belge (<https://www.publicprocurement.be/fr/publicprocurementbe-english-0>).

e-Tendering fait partie d'e-Procurement, le portail qui fournit pour chaque stade du processus d'appel d'offres une application permettant de gérer le marché public par voie électronique, depuis la publication de l'avis de marché jusqu'à l'attribution. Tous les détails sur ces applications se trouvent sur : www.publicprocurement.be.

De plus amples informations et des manuels de support sont sur <http://www.publicprocurement.be/fr/publicprocurementbe-english-0> ou peuvent être obtenus au helpdesk d'e-Procurement au +32 (0)2 740 80 00.

e-Tendering permet à l'Acheteur principal d'ouvrir l'Offre par voie électronique, de générer électroniquement le rapport d'ouverture et de le mettre à disposition du CVT. Pour participer, les Soumissionnaires peuvent soumettre leur Offre par voie électronique et la signer électroniquement.

N.B. : il faut s'enregistrer pour soumettre des offres électroniques dans e-Tendering. Veuillez consulter la section « Manuel Gestion d'utilisateurs – Entreprises » sur <https://www.publicprocurement.be>.

Exigences et lignes directrices pour e-Tendering

Les applications d'achat électronique peuvent être utilisées dans différents environnements logiciels. En général, vous aurez besoin d'*un ordinateur équipé comme suit* :

- Une connexion à Internet ;
- Un système d'exploitation Windows, Linux ou Mac OS ;
- Un navigateur web standard : Internet Explorer, Google Chrome, Mozilla Firefox, Safari ;
- Java 1.6 update 26 ou version ultérieure.

Lignes directrices techniques :

- Une offre ou demande de participation électronique se compose d'un ou de plusieurs documents ;
- Vous pouvez envoyer n'importe quel type de fichier (.doc, .xls, .avi, .ppt, ...). L'envoi de plusieurs documents est possible en recourant à un fichier ZIP ;
- La taille d'un fichier unique ne peut dépasser 80 mégaoctets. La taille totale de l'offre ne peut dépasser 350 mégaoctets (imprimer des documents, les signer et les scanner pour les envoyer à e-Tendering devient difficile dans ce cas à cause de la taille des fichiers) ;
- Donnez un nom clair à vos fichiers (p. ex. BroadWay_Annexe A_...) ;
- Veillez à posséder la bonne configuration logicielle (Java, e-ID,...).

En cas de doute, contactez le helpdesk, mais veuillez à le faire raisonnablement tôt.

Enregistrement et connexion

Vous devez d'abord vous enregistrer en tant que nouveau fournisseur sur <https://my.publicprocurement.be> (gestion d'utilisateurs).

Les entreprises enregistrées à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) belge ont la possibilité d'en récupérer les données qui les concernent. Les entreprises qui ne possèdent pas de numéro d'entreprise belge devront d'abord sélectionner le « Pays ». Ils pourront alors ajouter leur numéro d'entreprise (aucun format fixé).

Une fois votre profil sauvegardé, vous recevrez un e-mail contenant un lien d'activation.

Soumission de l'Offre

Lorsque vous aurez consulté l'avis de marché sur TED ou e-Notification et téléchargé les Documents d'appel d'offres sur le site de BroadWay, vous pourrez soumettre votre offre par voie électronique via e-Tendering. e-Notification vous redirigera automatiquement vers le dossier pour lequel vous souhaitez soumettre une Offre.

TD1 Appel d'offres BroadWay

Vous trouverez de plus amples détails sur la soumission d'offres par le biais d'e-Tendering sur :
<http://www.publicprocurement.be/fr/documents/submitting-tenders-internet-pdf>

Signature de l'Offre BroadWay

Les Soumissionnaires sont priés de faire signer chacun des Formulaires d'appel d'offres (Annexes A à E) séparément par un représentant autorisé, soit manuellement (« à l'encre bleue ») dans la case prévue pour la signature (lorsqu'elle existe), soit électroniquement, et de les télécharger séparément vers le serveur.

Appendice 5: **Modèle de cotation pour les Critères d'attribution**

Modèle de cotation global

Cet Appendice contient le Modèle de cotation qui servira au CVT à évaluer et coter la mesure dans laquelle une Offre/Proposition respecte les Critères d'attribution.

Score	Description textuelle
0	La description échoue à répondre à l'Objectif ou ne permet pas d'évaluation à cause d'informations manquantes ou incomplètes
1	Faible : la réponse à l'Objectif est inadéquate ou comporte de graves faiblesses inhérentes
2	Passable : la description répond dans les grandes lignes à l'Objectif mais comporte des faiblesses significatives
3	Bon : la description répond bien à l'Objectif, mais il y a un certain nombre de faiblesses
4	Très bon : la description répond très bien à l'Objectif, mais il y a un petit nombre de faiblesses
5	Excellent : la description réussit à répondre à tous les aspects pertinents de l'Objectif. Les éventuelles faiblesses sont mineures.

Tableau 3 : guide de cotation

Appendice 6: Modèle de cotation pour le Prix

1. Cotation du Prix total des PCP

Si le Prix proposé pour une Phase se situe entre 0 € et le prix plafond pour cette Phase, le score sera linéaire entre 5 et 1, utilisant la formule suivante :

$$\text{Score} = 1 + 4 * (1 - \text{Prix proposé} / \text{Prix plafond})$$

Le prix plafond est le budget maximum par Adjudicataire (TVA comprise) tel qu'exposé dans la section 1.5, Budgétisation des PCP de BroadWay.

Notez que c'est le Prix réel qui sera pris en compte pour l'évaluation (voir Annexe C, Proposition financière et ventilation des coûts) et pas le Prix virtuel.

Appendice 7: Modèle de cotation pour les fruits des Phases

Cet Appendice contient le **Modèle de cotation** qui servira au CVT pour évaluer la **réalisation avec succès** de chaque Phase.

Score	Description textuelle
0	La description échoue à répondre à l'Objectif ou ne permet pas d'évaluation à cause d'informations manquantes ou incomplètes
1	Faible : la réponse à l'Objectif est inadéquate ou comporte de graves faiblesses inhérentes
2	Passable : la description répond dans les grandes lignes à l'Objectif mais comporte des faiblesses significatives
3	Bon : la description répond bien à l'Objectif, mais il y a un certain nombre de faiblesses
4	Très bon : la description répond très bien à l'Objectif, mais il y a un petit nombre de faiblesses
5	Excellent : la description réussit à répondre à tous les aspects pertinents de l'Objectif. Les éventuelles faiblesses sont mineures.

Tableau 4 : modèle de cotation pour les fruits des Phases

Qualité du Rapport de fin de phase des Phases 1, 2 ou 3

Pour chaque Rapport de fin de phase, chaque Objectif sera validé à travers tous les Sous-objectifs selon le Modèle de cotation pour les fruits de la Phase.

Appendice 8: Tableau des limites en termes de pages

Sauf spécification contraire, respectez les limites ci-dessous en termes de nombre de pages pour les formulaires de soumission de votre Offre.

Formulaires de soumission d'une offre	Nombre limite de pages
Annexe A – Formulaire DUME	21 (en tout) par entité s'il y a lieu (voir section 5.1 de l'AO).
Partie III : Motifs d'exclusion (déclaration)	6
Partie IV : Critères de sélection (déclaration)	1
Preuves à l'appui des Critères de sélection	25
Partie V : Critères de conformité (déclaration)	1
Partie VI : Déclaration du Soumissionnaire	1
Partie VII : Déclaration de Consortium	2
Partie VIII : Déclaration de sous-traitance	1
Partie IX : Déclarations finales	1
Annexe B – Proposition technique	55
Annexe C – Proposition financière et ventilation des coûts	30
Annexe D – Proposition financière pour la Phase 1	3
Annexe E - Formulaire de Sélection de la Langue Officielle	1

Tableau 5 : limites en termes de pages

Les Soumissionnaires utiliseront une taille de police d'au moins 10 points. Utilisez un interlignage minimal de 1.

Offre dépassant le nombre limite de pages : les mots et/ou pages excédant la limite spécifiée ne seront pas pris en considération. Les Offres qui ne respectent pas la taille de police minimale et l'interlignage seront éliminées.

Appendice 9: Formulaires de reporting de fin de phase

Vous trouverez ci-dessous un modèle de Rapport de fin de phase à utiliser tout au long du Projet pour documenter les progrès. Un modèle MS Word sera fourni.

Objectif 1 : Architecture paneuropéenne		N° livrable¹	Où (pages)¹ ?	Utilisation de connaissances préexistantes¹ ?	Au-delà de l'état de la technique¹ ?
PEAr1	Implication de la fourniture de l'accès radio et de l'utilisation consommateur/commerciale				
PEAr2	Schémas organisationnels				
PEAr3	Gammes d'accord harmonisées				
PEAr4	Solutions commerciales normalisées				
PEAr5	Solutions critiques normalisées à large bande				
PEAr6	Réseaux PPDR				
PEAr7	Utilisateurs PPDR				

Objectif 2 : Disponibilité paneuropéenne		N° livrable¹	Où (pages)¹ ?	Utilisation de connaissances préexistantes¹ ?	Au-delà de l'état de la technique¹ ?
PEAv1	Disponibilité harmonisée				
PEAv2	Qualité de service harmonisée				
PEAv3	Capacité				
PEAv4	Fonctionnement sans faille				
PEAv5	Assurer la qualité de l'expérience				

PEAv6	Air Ground Air				
PEAv7	Couverture nationale (agréable à avoir)				
PEAv8	Réseau déconnecté (agréable à avoir)				

Objectif 3 : Sécurité paneuropéenne		N° livrable¹	Où (pages)¹ ?	Utilisation de connaissances préexistantes¹ ?	Au-delà de l'état de la technique¹ ?
PESAr1	Sécurité fondamentale				
PESAr2	Vulnérabilité				
PESAr3	Chiffrement normalisé et de certification				
PESAr4	Chiffrement de bout en bout				
PESAr5	Plan utilisateur et de contrôle				
PESAr6	Authentification de l'appareil/utilisateur				
PESAr7	Authentification mutuelle				
PESAr8	Gestion des droits				
PESAr9	Renouvellement des clés sur l'interface air				
PESAr10	Gestion de la mobilité de l'entreprise				

PESAr11	Intégrité				
PESAr12	Politiques de sécurité				
PESAr13	Assurance qualité des logiciels				
PESAr14	Assurance service				
PESAr15	Assurance de sécurité harmonisée				
PESAr16	Innovations EMM (agréable à avoir)				

Objectif 4 : Gouvernance paneuropéenne de SpiceNet		N° livrable¹	Où (pages)¹ ?	Utilisation de connaissances préexistantes¹ ?	Au-delà de l'état de la technique¹ ?
PESg1	Cadre juridique pour la gouvernance de SpiceNet				
PESg2	Gestion du système				
PESg3	Administration autorisée				
PESg4	Technologie de gestion				
PESg5	Monitoring				
PESg6	Provisioning				
PESg7	Facturation				

Objectif 5 : Mobilité opérationnelle paneuropéenne		N° livrable¹	Où (pages)¹ ?	Utilisation de connaissances préexistantes¹ ?	Au-delà de l'état de la technique¹ ?
PEOm1	Groupes de communication sans faille chapeautant les réseaux et autorités				
PEOm2	Accès transparent aux sources d'information				
PEOm3	Accès transparent aux applications et bases de données				
PEOm4	Mobilité opérationnelle harmonisée - Comme chez soi				
PEOm5	Sélection forcée du réseau (agréable à avoir)				

Objectif 6 : Solutions normalisées		N° livrable¹	Où (pages)¹ ?	Utilisation de connaissances préexistantes¹ ?	Au-delà de l'état de la technique¹ ?
Ss1	Utilisation de normes communes ouvertes				
Ss2	Services critiques 3GPP				
Ss3	Compatibilité des versions et évolutivité				
Ss4	Directive sur les équipements radio				

Ss5	Applications, équipement et utilisateurs tiers				
Ss6	Déclaration de conformité				
Ss7	Feuille de route pour la normalisation				
Ss8	Localisation des utilisateurs				
Ss9	Cadre de l'architecture de sécurité				
Ss10	Politiques techniques normalisées soutenant l'échange d'informations				
Ss11	Obligation de contribution à la normalisation				
Ss12	Interopérabilité informationnelle				

Objectif 7 : Écosystème applicatif		N° livrable¹	Où (pages)¹ ?	Utilisation de connaissances préexistantes¹ ?	Au-delà de l'état de la technique¹ ?
AEs1	API ouvertes				
AEs2	API et extension de services MCX				
AEs3	Compatibilité de plate-forme				

TD1 Appel d'offres BroadWay

AEs4	Codecs normalisés				
AEs5	Qualité audio et vidéo				
AEs6	Plate-forme de développement d'applications ouverte				
AEs7	Acceptation des applications par les Praticiens				
AEs8	Évolutivité des applications				
AEs9	Fiabilité des applications				
AEs10	Notification de fonctionnement dégradé des applications				
AEs11	Disponibilité des services MCX autorisés				
AEs12	Support d'applications pour la mobilité opérationnelle				
AEs13	Internet des objets de sécurité publique (IoPST) (agréable à avoir)				

Objectif 8 : Écosystème de dispositifs		N° livrable¹	Où (pages)¹ ?	Utilisation de connaissances préexistantes¹ ?	Au-delà de l'état de la technique¹ ?
DEs1	Déploiement des applications				
DEs2	Ergonomie et convivial				
DEs3	Boutons programmables				
DEs4	Sélection de groupe simple				
DEs5	Gestion des appareils mobiles				
DEs6	Robuste et renforcé				
DEs7	Durée de vie de la batterie				
DEs8	Interfaces des équipements périphériques				
DEs9	API/SDK ouverts pour le développement d'applications MC				
DEs10	Gestion et monitoring des appareils				
DEs11	Qualité d'affichage				
DEs12	Recharge par induction (agréable à avoir)				

DEs13	Apportez Votre Équipement personnel de Communication (agréable à avoir)				
DEs14	De terminal à terminal (agréable à avoir)				

Objectif 9 : Écosystème d'innovation		N° livrable¹	Où (pages)¹ ?	Utilisation de connaissances préexistantes¹ ?	Au-delà de l'état de la technique¹ ?
IEs1	Nouvelle innovation				
IEs2	Sites d'essais communs pour nouvelle innovation				
IEs3	Intégration des composants existants (agréable à avoir)				
IEs4	Soutenir l'innovation future (agréable à avoir)				

Objectif 10 : Validation technique		N° livrable¹	Où (pages)¹ ?	Utilisation de connaissances préexistantes¹ ?	Au-delà de l'état de la technique¹ ?
PEAv2	Qualité de service harmonisée				
PEAv4	Fonctionnement sans faille				
PEAv5	Assurer la qualité de l'expérience				

TD1 Appel d'offres BroadWay

PESAr4	Chiffrement de bout en bout				
PESAr5	Plan utilisateur et de contrôle				
PESAr6	Authentification de l'appareil/utilisateur				
PESAr7	Authentification mutuelle				
PESAr8	Gestion des droits				
PESAr9	Renouvellement des clés sur l'interface air				
PESAr10	Gestion de la mobilité de l'entreprise				
PESAr15	Assurance de sécurité harmonisée				
PESg3	Administration autorisée				
PESg4	Technologie de gestion				
PESg5	Monitoring				
PEOm1	Groupes de communication sans faille chapeautant les réseaux et autorités				
PEOm2	Accès transparent aux sources d'information				
PEOm3	Accès transparent aux applications et bases de données				

PEOm4	Mobilité opérationnelle harmonisée - Comme chez soi				
AEs1	API ouvertes				
AEs5	Qualité audio et vidéo				
AEs6	Plate-forme de développement d'applications ouverte				
AEs8	Évolutivité des applications				
AEs9	Fiabilité des applications				
AEs10	Notification de fonctionnement dégradé des applications				
AEs11	Disponibilité des services MCX autorisés				
AEs12	Support d'applications pour la mobilité opérationnelle				

Objectif 11 : Évaluation par les praticiens		N° livrable¹	Où (pages)¹ ?	Utilisation de connaissances préexistantes¹ ?	Au-delà de l'état de la technique¹ ?
PREv1	Méthodologie et processus d'évaluation des praticiens				
PREv2	Évaluation des services MC par les praticiens				
PREv3	Évaluation des applications MC par				

	les praticiens, utilisation des services MC				
PREv4	Évaluation par les praticiens des services d'information améliorés par les applications et services MC mobiles au plan opérationnel				
PREv5	Applications existantes ou améliorées pour soutenir le projet pilote (agréable à avoir)				

¹ Le cas échéant

1. À l'origine de ce travail, quels étaient vos buts et objectifs ?
2. Veuillez fournir une synthèse des fruits de ce travail et les lier aux objectifs d'origine. Comment ces résultats répondent-ils aux exigences de ces PCP ?
3. Décrivez tous les changements par rapport au plan d'origine de l'Offre. Quelles ont été leur raison ? Veuillez inclure toute circonstance qui a favorisé ou entravé les progrès du travail et les mesures prises pour en venir à bout.
4. Veuillez fournir un résumé factuel succinct des principaux fruits de votre travail.
5. Décrivez les aspects innovants de votre travail, y compris toute nouvelle découverte ou technique.
6. Décrivez le lieu où les activités de R&D et autres activités de gestion liées au Projet ont été réalisées.
7. Décrivez l'ensemble des partenariats/collaborations à long terme scellés depuis le dernier rapport. Veuillez répertorier les organisations et leur rôle dans le travail, le cas échéant.
8. Décrivez le potentiel de l'exploitation du travail. Veuillez identifier tout nouveau droit de propriété intellectuelle ayant fait l'objet d'un dépôt ou pour lequel un dépôt est prévu.
9. Veuillez décrire comment votre organisation a engrangé des gains en participant à ce Projet. Quelles nouvelles perspectives commerciales se sont-elles ouvertes ? Prévoyez-vous une croissance de votre organisation résultant de la participation à ce Projet ?
(réponse uniquement pour le Rapport relatif à la Phase 1)
10. Décrivez la pertinence des résultats du Projet pour : (a) le développement d'un prototype et (b) le développement d'une solution avant commercialisation (afin de faciliter les évaluations des progrès pour passer à la phase suivante).

(réponse uniquement pour le rapport relatif à la Phase 2)

11. Décrivez la pertinence des résultats du Projet pour le développement d'une solution avant commercialisation afin de faciliter les évaluations des progrès pour passer à la phase suivante.

12. Veuillez insérer toute information complémentaire potentiellement pertinente. Elle peut prendre la forme de textes, photos, schémas, données, graphiques à l'appui du travail entrepris durant la phase à laquelle se réfère ce rapport.

Appendice 10: Formulaire de reporting bimestriel

Un modèle MS PowerPoint sera fourni.

Appendix 10: Bi-monthly Report for period: (date) – (date)

Consortium: XY

Pre-Commercial Procurement towards Pan-European broadband mobile for Public Safety

Innovation activity to develop technologies to enable a pan-European interoperable broadband mobile system for PPDR, validated by sustainable testing facilities

Instructions

For each objective, please answer to written questions, no more than one slide.

Pan-European Architecture

1. Progress over the period about objective Pan-European Architecture with the emphasis on Innovation.
2. Any significant risks/delays and mitigation action(s) which has to be taken to recover the lost time to meet original Phase 1/2/3 timetable.

Pan-European Availability

1. Progress over the period about objective Pan-European Availability with the emphasis on Innovation.
2. Any significant risks/delays and mitigation action(s) which has to be taken to recover the lost time to meet original Phase 1/2/3 timetable.

Pan-European Security

1. Progress over the period about objective Pan-European Security with the emphasis on Innovation.
2. Any significant risks/delays and mitigation action(s) which has to be taken to recover the lost time to meet original Phase 1/2/3 timetable.

Pan-European SpiceNet Governance

1. Progress over the period about objective Pan-European SpiceNet Governance with the emphasis on Innovation.
2. Any significant risks/delays and mitigation action(s) which has to be taken to recover the lost time to meet original Phase 1/2/3 timetable.

Pan-European Operational Mobility

1. Progress over the period about objective Pan-European Operational Mobility with the emphasis on Innovation.
2. Any significant risks/delays and mitigation action(s) which has to be taken to recover the lost time to meet original Phase 1/2/3 timetable.

Pan-European Standardised solutions

1. Progress over the period about objective Standardised solutions with the emphasis on Innovation.
2. Any significant risks/delays and mitigation action(s) which has to be taken to recover the lost time to meet original Phase 1/2/3 timetable.

Pan-European Application Eco-system

1. Progress over the period about objective Application Eco-system with the emphasis on Innovation.
2. Any significant risks/delays and mitigation action(s) which has to be taken to recover the lost time to meet original Phase 1/2/3 timetable.

Pan-European Device Eco-system

1. Progress over the period about objective Device Eco-system with the emphasis on Innovation.
2. Any significant risks/delays and mitigation action(s) which has to be taken to recover the lost time to meet original Phase 1/2/3 timetable.

Pan-European Innovation Eco-system

1. Progress over the period about objective Innovation Eco-system with the emphasis on Innovation.
2. Any significant risks/delays and mitigation action(s) which has to be taken to recover the lost time to meet original Phase 1/2/3 timetable.

Pan-European Technical validation

1. Progress over the period about objective Technical validation with the emphasis on Innovation.
2. Any significant risks/delays and mitigation action(s) which has to be taken to recover the lost time to meet original Phase 1/2/3 timetable.

Pan-European Practitioner evaluation

1. Progress over the period about objective Practitioner evaluation with the emphasis on Innovation.
2. Any significant risks/delays and mitigation action(s) which has to be taken to recover the lost time to meet original Phase 1/2/3 timetable.

Any other relevant information for project?



Le présent Projet a reçu des fonds du programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne en vertu de l'accord de subvention n°786912.

Fin du document

Tous droits réservés par les partenaires du consortium BroadWay. Aucune partie du présent document ne peut être reproduite sans l'autorisation écrite de l'auteur.

